

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE

**PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES**

**COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN LOISIR, CULTURE ET TOURISME**

PAR

SYLVIE DESCHAMPS

**UNE ÉTUDE COMPARATIVE ENTRE
LE PARC DU SAGUENAY (QUÉBEC) ET
LE PARC NATIONAL DES CÉVENNES (FRANCE) :
LES TENDANCES EN ZONE PÉRIPHÉRIQUE**

SEPTEMBRE 1995

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce travail de recherche n'aurait pu voir le jour sans le support et la présence de plusieurs personnes. J'aimerais remercier en premier lieu la personne qui m'a accompagnée tout au long de ma recherche, mon directeur, M. André Barabé. Sa rigueur et son acharnement au travail, l'intérêt qu'il porte à celui-ci et le niveau d'excellence demandé m'ont permis de progresser dans mon cheminement personnel et universitaire.

Un gros merci également à la personne qui m'a donné l'idée du sujet de la recherche, M. Claude Cousineau, professeur à l'Université d'Ottawa. Son cours sur une étude comparative des parcs nationaux canadiens et français a été l'élément déclencheur de la recherche.

Je remercie également le personnel du parc du Saguenay, en particulier M. Jacques Bertrand, directeur du parc, et M. Alphonse Martel qui ont cru en mon projet. Sans toutefois oublier le personnel du parc national des Cévennes, dont entre autres M. Didier Lécuyer, chargé de mission de la zone périphérique, qui a bien voulu prendre de son temps pour répondre à mes demandes.

Je ne peux m'empêcher d'oublier mon amie Mme Chantal Bérard pour les longues heures passées à la correction. Un merci tout particulier à mes parents. À tous ces gens qui ont participé de près ou de loin à cette grande aventure, merci de m'avoir permis de la vivre.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	I
TABLE DES MATIÈRES	II
LISTE DES FIGURES	VI
LISTE DES TABLEAUX	VII
LISTE DES CARTES	VIII
 INTRODUCTION	 1
 CHAPITRE 1 LE CADRE CONCEPTUEL ET LE PROCESSUS DE CRÉATION DES PARCS QUÉBÉCOIS ET FRANÇAIS	 5
1.1 LE CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE	5
1.1.1 LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE	5
1.1.2 LA PROBLÉMATIQUE	6
1.1.3 LE MODÈLE THÉORIQUE	12
1.1.4 LA MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE	20
 1.2 LE PROCESSUS DE CRÉATION DES PARCS DU QUÉBEC	 23
1.2.1 LA LÉGISLATION ET LA MISSION	23
1.2.2 LA POLITIQUE ET LA RÉGLEMENTATION	26
1.2.3 LE RÉSEAU ACTUEL	30
1.2.4 LES TENDANCES ET LES PROSPECTIVES	34
 1.3. LE PROCESSUS DE CRÉATION DES PARCS DE LA FRANCE	 37
1.3.1 LA LÉGISLATION ET LA MISSION	37
1.3.2 LA POLITIQUE ET LA RÉGLEMENTATION	39
1.3.3 LE RÉSEAU ACTUEL	42
1.3.4 LES TENDANCES ET LES ÉLÉMENTS DE PROSPECTIVES	46
 1.4 ANALYSE COMPARATIVE DES CONCEPTS DE BASE	 48
1.4.1 LA MISSION ET LES OBJECTIFS	48
1.4.2 LA NOTION DE RÉSEAU ET DE PARC	51
1.4.3 L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE	55

1.5 RÉSUMÉ ET ANALYSE	55
CHAPITRE 2 L'ÉTAT DE LA SITUATION AU PARC DU SAGUENAY	58
2.1 LA SITUATION GÉNÉRALE DU PARC DU SAGUENAY	58
2.2 LA ZONE PROTÉGÉE DU PARC	59
2.2.1 LES RESSOURCES PATRIMONIALES DU PARC	61
2.2.2 LA MISE EN VALEUR DE LA ZONE PROTÉGÉE	62
2.2.3 LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE	63
2.3 LA ZONE PÉRIPHÉRIQUE	64
2.3.1 LA SITUATION GÉNÉRALE	65
2.3.2 LES RESSOURCES PATRIMONIALES DE LA ZONE PÉRIPHÉRIQUE	68
2.4 RÉSUMÉ ET ANALYSE	69
CHAPITRE 3 L'ÉTAT DE LA SITUATION AU PARC NATIONAL DES CÉVENNES	71
3.1 LA SITUATION GÉNÉRALE DU PARC NATIONAL DES CÉVENNES	71
3.2 LA ZONE CENTRALE DU PARC	72
3.2.1 LA MISSION ET LES OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LES DIRIGEANTS DU PARC	77
3.2.2 LES RESSOURCES PATRIMONIALES	78
3.2.3 LA MISE EN VALEUR DE LA ZONE CENTRALE	79
3.2.4 LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE	80
3.3 LA ZONE PÉRIPHÉRIQUE	82
3.3.1 LA SITUATION GÉNÉRALE	82
3.3.2 LES RESSOURCES PATRIMONIALES DE LA ZONE PÉRIPHÉRIQUE	84
3.4 RÉSUMÉ ET ANALYSE	85

CHAPITRE 4 JUMELAGE ET ANALYSE GÉNÉRALE	87
4.1 LE JUMELAGE DE 1984	87
4.1.1 LES ÉNONCÉS GÉNÉRAUX DU PROTOCOLE D'ENTENTE	87
4.1.2 LES ARTICLES DU PROTOCOLE	88
4.1.3 LES DIX ANS DU JUMELAGE	93
4.2 LES CONCEPTS DE BASE	97
4.2.1 LA TENURE DES PARCS	97
4.2.2 LES CONCEPTS DE PARC ET DE ZONAGE	98
4.2.3 LES ENTITÉS TERRITORIALES	100
4.2.4 RÉSUMÉ ET ANALYSE	101
4.3 RÉSUMÉ ET ANALYSE DU CHAPITRE	102
CHAPITRE 5 ANALYSE COMPARATIVE DE L'IMPLICATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES DANS LA GESTION DE LA ZONE PÉRIPHÉRIQUE DES PARCS	105
5.1. LES PARTENAIRES DU PARC	105
5.1.1 LE SECTEUR LUCRATIF	108
5.1.2 LE SECTEUR NON LUCRATIF NON CONSERVATIONNISTE	109
5.1.3 ANALYSE : SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES	110
5.2 LA MISE EN VALEUR DE LA ZONE PÉRIPHÉRIQUE	112
5.2.1 LE PARC DU SAGUENAY	113
5.2.2 LE PARC NATIONAL DES CÉVENNES	115
5.2.3 ANALYSE : SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES	117

5.3 LES INTERVENANTS EN ZONE PÉRIPHÉRIQUE	119
5.3.1 LES ENTREPRISES À BUT LUCRATIF	119
5.3.2 LES ORGANISMES	120
5.3.2.1 LES ORGANISMES EN ZONE PÉRIPHÉRIQUE DU PARC DU SAGUENAY	120
5.3.2.2 LES ORGANISMES EN ZONE PÉRIPHÉRIQUE DU PARC NATIONAL DES CÉVENNES	125
5.3.3 ANALYSE : SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES	129
5.4 LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ; UN MODE DE GESTION APPROPRIÉ	141
5.4.1 LES FACTEURS DU DÉVELOPPEMENT LOCAL	141
5.4.1.1 FACTEURS RELATIFS À L'ASSISE TERRITORIALE	144
5.4.1.2 FACTEURS RELATIFS À LA FORCE ENDOGÈNE	145
5.4.1.3 FACTEURS RELATIFS À LA MACRO-ÉCONOMIE	146
5.4.1.4 FACTEURS RELATIFS AUX CHOIX POLITIQUES	146
5.4.2 LE PROCESSUS DE REVITALISATION PAR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL	149
5.4.3 LES EFFETS DU JUMELAGE SUR LA RÉGION DU BAS-SAGUENAY	154
5.4.3.1 LES EFFETS DE GESTION	156
5.4.3.2 LES EFFETS DE PROMOTION	156
5.4.3.3 LES EFFETS DE DÉVELOPPEMENT	157
5.5 RÉSUMÉ ET ANALYSE	158
CONCLUSION	159
BIBLIOGRAPHIE	166
ANNEXES	179
ANNEXE 1 GRILLES DE COMPARAISON DU PARC DU SAGUENAY ET DU PARC NATIONAL DES CÉVENNES	179
ANNEXE 2 LA RÉGLEMENTATION DES PARCS QUÉBÉCOIS	205
ANNEXE 3 LE DÉCRET DE CRÉATION DU PARC NATIONAL DES CÉVENNES	210
ANNEXE 4 ENTENTE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE SUR LE JUMELAGE DU PARC DU SAGUENAY ET LE PARC NATIONAL DES CÉVENNES	232
ANNEXE 5 PLAN DE TRAVAIL 1994-1996 DU JUMELAGE	267

LISTE DES FIGURES

Figure 1	Le développement local	13
Figure 2	Les facteurs exogènes du processus d'exclusion	14
Figure 3	L'événement déclencheur	15
Figure 4	Le cadre de référence théorique	17
Figure 5	La vocation et les objectifs des parcs provinciaux	27
Figure 6	La comparaison de la mission et des objectifs des parcs	49
Figure 7	La loi et le décret des parcs nationaux français	53
Figure 8	La liste des communes par département du parc national des Cévennes .	76
Figure 9	Les objectifs et les actions du <u>Plan de travail 1994-1996</u>	95
Figure 10	Les partenaires des parcs à l'étude	108
Figure 11	Les organismes de la zone périphérique membres de la STF (1991) classification par pôles du parc du Saguenay	122
Figure 12	Les organismes intervenants dans la zone périphérique du parc national des Cévennes	126
Figure 13	Le rôle des entreprises à but lucratif et des organismes communautaires au sein du parc du Saguenay et de sa zone périphérique	131
Figure 14	Le rôle des entreprises à but lucratif et des organismes communautaires au sein du parc national des Cévennes	133
Figure 15	Les tendances d'interventions au parc du Saguenay	135
Figure 16	Les tendances d'interventions au parc national des Cévennes	137
Figure 17	Le modèle-type de la structure organisationnelle en zone périphérique . .	139
Figure 18	L'application du cadre de référence théorique	143
Figure 19	Le processus de revitalisation par le développement local	150
Figure 20	Les effets du jumelage	155

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Le réseau des parcs du Québec 25

Tableau 2 Le réseau des parcs nationaux de la France 39

LISTE DES CARTES

Carte 1	Les régions naturelles du Québec	28
Carte 2	Le réseau actuel des parcs provinciaux	32
Carte 3	Le réseau des parcs nationaux français du continent européen	45
Carte 4	Le parc du Saguenay	60
Carte 5	La zone périphérique du parc du Saguenay	67
Carte 6	Le parc national des Cévennes	75

INTRODUCTION

Le phénomène de protection des ressources patrimoniales naturelles et culturelles est d'envergure internationale. Plusieurs regroupements mondiaux pour la protection de l'environnement en font foi : *World Wildlife Foundation* (WWF) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), pour ne nommer que ceux-là. L'Organisation des Nations Unies est aussi sensibilisée aux problèmes environnementaux. Elle a formé en 1983 la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED). Celle-ci avait pour mandat d'examiner les problèmes mondiaux en matière d'environnement et de développement, de proposer des solutions réalistes et d'assurer un développement mondial en harmonie avec les ressources naturelles planétaires pour leur pérennité. Les membres de la CMED ont donc voyagé à travers le monde pour entendre les propositions et les commentaires de différents intervenants et organismes. Ses travaux ont débuté en avril 1984 lors d'une première rencontre et ceux-ci se sont terminés en avril 1987 avec la publication du rapport. Selon la CMED (1989),

« La conservation des ressources naturelles vivantes [...] est essentielle pour le développement. À l'heure actuelle, la conservation de la flore et de la faune sauvages figurent bien à l'ordre du jour des gouvernements : près de 4% de la surface de la Terre sont en effet aménagés explicitement pour préserver des espèces et des écosystèmes : les pays sans parcs nationaux sont très peu nombreux. » (p. 177)

Plus récemment, en 1992, avaient lieu deux événements mondiaux dont les travaux traitaient des préoccupations environnementales : le Sommet de la Terre à Rio et le 4^e Congrès mondial des Parcs à Caracas. Les travaux du Sommet de la Terre ont soulevé les disparités entre les nations et les peuples. Les résultats de cette rencontre

sont d'intégrer essentiellement la dualité de la conservation et du développement. Le congrès de Caracas, tant qu'à lui, a mis en évidence les préoccupations de pérennité des ressources et l'importance d'introduire dans les programmes gouvernementaux la préoccupation de l'environnement. La production de documents de travail pour différentes régions du monde a été suggérée à la suite du congrès. Des plans d'actions régionaux préparés par la Commission des parcs nationaux et des aires protégées de l'Alliance mondiale pour la Conservation sont maintenant utilisés.

Le Canada et la France participent à ces événements mondiaux et ils adoptent les recommandations suggérées des travaux finaux. La France et plus précisément la province du Québec pour le Canada ont adopté cette notion d'intégration de la pensée environnementale dans leurs différentes politiques. Un nombre important de parcs en milieu naturel sur leurs territoires démontrent la volonté de chacun à poursuivre des objectifs de pérennité des ressources. Possédant une identité naturelle et culturelle forte, chacune de ces sociétés a appliqué, selon ses ressources disponibles, un processus permettant l'implication des collectivités locales dans la gestion des lieux en périphérie d'un parc. Ce nouveau mode de gestion est en vigueur depuis quelques années dans un parc en particulier pour chaque société : le parc du Saguenay au Québec et le parc national des Cévennes en France.

Cette étude comparative porte sur l'identification des facteurs favorisant l'implication des collectivités locales dans la gestion de la zone périphérique d'un parc tout en présence de la dualité « protection du milieu naturel et développement du potentiel humain ». Le parc du Saguenay et le parc national des Cévennes sont les deux parcs qui seront comparés car ceux-ci sont jumelés depuis dix ans. Plus spécifiquement, cette étude fait la comparaison de deux systèmes de parcs, le bilan de dix ans de jumelage

et l'identification des acteurs de la mise en valeur du parc et de la zone périphérique. L'étude permettra de comprendre les facteurs pouvant influencer les collectivités locales à participer au développement de leur milieu de vie, tout en étant en présence d'un parc d'envergure nationale. Cette compréhension aidera à l'application éventuelle de relations étroites entre les gouvernements et le peuple.

Cette recherche se compose de cinq parties distinctives. Le premier chapitre présente un bref historique des parcs nationaux ainsi que les tendances au niveau mondial en matière de protection du milieu naturel. Une description de la mission, des lois, de la politique, de la réglementation, du réseau et de l'organisation de gestion des systèmes québécois et français permet de comprendre la dynamique qui existe dans chaque cas. De plus, une précision des méthodes utilisées et des modes de collecte des données de cette étude complètent le chapitre initial.

Les deux chapitres suivants possèdent une structure semblable. Un état de la situation sera fait pour chaque parc. La distinction entre la zone protégée et la zone périphérique du parc ainsi que la description des ressources patrimoniales de chaque zone permettent de bien saisir la dynamique existante. Les moyens de mise en valeur de la zone protégée et une description de la structure administrative termineront les deux chapitres.

Le quatrième chapitre traite du bilan du jumelage des deux parcs depuis dix ans et de l'analyse générale des concepts de base en indiquant les éléments réciproques. Le dernier chapitre est consacré à l'identification de facteurs influençant les collectivités locales.

Donc, un état de la situation de chacun des parcs à l'étude permet d'identifier clairement les différents éléments qui les composent. Par la suite, une analyse comparative de ces éléments favorise la connaissance de la dynamique entourant le jumelage des deux parcs. Enfin, une analyse des facteurs et des moyens utilisés pour mettre en valeur la zone périphérique d'un parc par les collectivités locales permet de saisir les similitudes et les différences.

CHAPITRE I

LE CADRE CONCEPTUEL ET LE PROCESSUS DE CRÉATION DES PARCS QUÉBÉCOIS ET FRANÇAIS

Le premier chapitre débute par la présentation du cadre conceptuel et méthodologique de la recherche. Par la suite, un bref historique des parcs nationaux et une description du processus de création des parcs québécois et français sont faits. De plus, une description des tendances québécoise et française favorise la compréhension de divers changements effectués dans l'approche de gestion depuis la création des parcs. Une analyse comparative des concepts généraux permet d'identifier les similitudes et les différences de chaque système.

1.1 Le cadre conceptuel et méthodologique de la recherche

Cette partie du chapitre présente les objectifs de la recherche, la problématique, le modèle théorique retenu ainsi que la méthodologie utilisée pour atteindre le but visé.

1.1.1 Les objectifs de la recherche

Le but de cette recherche est d'identifier et d'analyser les effets du jumelage entre le parc du Saguenay et le parc national des Cévennes. De façon plus spécifique, une attention particulière sera accordée aux actions de prise en charge menées par les collectivités locales de la zone périphérique du parc du Saguenay.

La comparaison des deux situations permet de constater l'apport des connaissances de chaque communauté à l'étude et de les mettre en parallèle afin que chaque partie puisse bénéficier des expériences de chacune.

Les objectifs précisent davantage le but de la recherche. Le premier objectif est de comparer les systèmes québécois et français des parcs. Le deuxième concerne plus spécifiquement la comparaison de la situation des deux parcs à l'étude. Le dernier objectif est d'identifier les effets du jumelage dans le processus de revitalisation par le développement local sur le territoire du parc du Saguenay et sur sa zone périphérique.

1.1.2 La problématique

Le Québec et la France, deux sociétés faisant partie de la francophonie internationale, possèdent une culture et une histoire différentes. Ces deux aspects sociologiques sont importants à considérer pour avoir une bonne compréhension des différents aspects de la gestion des parcs. Auparavant, un bref historique de la création des parcs nationaux permet de saisir l'ampleur du phénomène de protection des ressources de la terre.

Les parcs nationaux sont une des catégories qui composent les aires protégées. Les premières actions concrètes dans le domaine de la création des parcs en milieu naturel de grande superficie ont été réalisées aux États-Unis par la mise sur pied du parc de Yellowstone. Selon West Sellars (1992), le mandat des parcs nationaux était « for the benefit and enjoyment of the people ». (p.16) Celles-ci ont pour principal rôle la

préservation des écosystèmes et la stimulation à protéger l'environnement. Stoke (1990) précise que les régions naturelles devraient être protégées pour les générations futures : « protecting wildlands through wilderness designation, and managing these areas for the benefit of future generations ». (p.15)

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a pris l'initiative de définir clairement le concept de parc national pour le clarifier et l'uniformiser. Cette action était nécessaire, le phénomène de création de parcs nationaux étant devenu mondial. Une charte a donc été créée à New Delhi en 1969. Dans Bourdages, Bouchard et Trépanier (1984), un parc national est :

« [...] un territoire relativement étendu qui présente un ou plusieurs écosystèmes, généralement peu ou pas transformés par l'exploitation et l'occupation humaine, où les espèces offrent un intérêt spécial du point de vue scientifique, éducatif et récréatif ou dans lesquels existent des paysages de grande valeur esthétique et dans lequel la plus haute autorité du pays a pris des mesures pour empêcher ou éliminer dès que possible, sur toute sa surface, cette exploitation ou cette occupation, et pour y faire effectivement respecter les entités écologiques, géomorphologiques et esthétiques ayant justifiées sa création et dont la visite est autorisée, sous certaines conditions, à des fins récréatives, éducatives et culturelles.» (p.IX)

De cette définition, chaque pays peut créer des parcs selon une base commune favorisant un réseau mondial de lieux de conservation d'envergure nationale.

Les premières actions en matière de création des parcs nationaux ont été réalisées aux États-Unis. Des pionniers en expédition dans l'ouest du pays ont découvert un lieu exceptionnel qui méritait d'être protégé des diverses menaces de la colonisation. Une

action de reconnaissance par le gouvernement américain était nécessaire. Le Congrès américain officialise donc le 1^{er} mars 1872, le premier parc national, Yellowstone.

Le Canada fut le premier à suivre cette idée de la protection d'aires naturelles. La création des parcs nationaux canadiens est reliée à la construction du chemin de fer reliant l'est et l'ouest du pays vers 1880. La découverte de sources thermales dans les montagnes rocheuses par des employés de chemin de fer a provoqué des revendications contradictoires pour la possession de ces terrains. Le gouvernement du Canada est intervenu et il a jugé nécessaire de déclarer ces sites d'intérêt national. Selon Bourdages, Bouchard et Trépanier (1984), « le gouvernement procéda ensuite à l'aménagement des sources thermales désormais propriété de l'État ». (p.4) Par la suite, lors de l'arpentage, la découverte « d'une grande étendue à l'extérieur de la réserve convenait à l'établissement d'un parc national ». (idem p.4) La création du premier parc national canadien, le parc national de Banff, était réalisée.

Ces créations successives de milieu de protection ont fait apparaître un nouvel état d'esprit parmi les dirigeants du monde entier. Sur le continent européen, c'est la Suède qui a créé les huit premiers parcs nationaux en 1909. Vient ensuite la Suisse en 1914, avec le parc national de l'Engadine. Ce n'est qu'en 1963 que l'on peut constater la création de parcs en France, car les deux guerres mondiales ont eu pour effet de ralentir la création de territoires de protection d'envergure nationale. De plus, la densité de population ainsi que le peu de territoires vierges ne favorisent pas ce type d'établissement dans ce pays.

La différence d'années de création entre les initiatives américaine et canadienne, et celles de l'Europe doit être soulevée. Selon Richez (1992), cette différence s'explique par le fait suivant :

« Les raisons de ce décalage dans le temps sont nombreuses et somme toute assez évidentes. La présence ici de sociétés paysannes denses et solidement ancrées, contrôlant un paysage agricole soigneusement et séculairement produit, exploité et approprié, la lente évolution des paysages et l'organisation efficace de la gestion des forêts, la conjoncture historique et l'attrait des territoires coloniaux, expliquent en grande partie cette absence d'intérêt des pays européens au 19^e siècle pour la désignation de zones à protéger qui n'avaient, en l'occurrence, plus rien de naturel. » (p.47)

Il est à noter que la présence de territoires encore vierges sur le continent américain a favorisé l'idée originale et également l'émergence rapide des parcs nationaux. Donc, l'écart qui sépare les dates de création des premiers parcs nationaux de chaque continent se situe dans un ordre sociologique à cause des divers événements de l'histoire des sociétés américaine, canadienne et européenne. Ce résumé de l'historique des parcs nationaux permet de saisir l'ampleur des préoccupations environnementales.

Plus spécifiquement au Québec et en France, ces préoccupations sont également présentes. Possédant une mission des parcs en milieu naturel basée sur la protection du milieu naturel, la direction des parcs de chacune de ces sociétés oriente ses actions selon le courant mondial. Des objectifs précis permettent d'appliquer cette mission de base.

Au Québec, la fréquentation touristique a considérablement augmenté au cours des dix dernières années tandis que l'on assiste au phénomène de la déstructuration des milieux ruraux. Les gestionnaires doivent tenir compte de cette augmentation rapide de la fréquentation pour gérer efficacement la zone protégée et favoriser une mise en valeur adéquate. Étant en présence de deux phénomènes particuliers, la direction des parcs doit pouvoir les mettre en relation afin que l'augmentation de la fréquentation aide au maintien de la vie économique et sociale en région éloignée des centres urbains. La gestion déléguée qui est un phénomène en développement depuis quelques années est un concept qui permet aux populations locales de participer activement à la mise en valeur du parc. Leur participation les amène à se prendre en charge pour mettre également en valeur leur cadre de vie, par le fait même, la périphérie du parc. Ce phénomène de valorisation de la zone périphérique d'un parc sensibilise les dirigeants à tenir compte des populations locales dans leurs politiques de gestion. Les dirigeants du parc du Saguenay en collaboration avec différents ministères québécois, les municipalités concernées et certains organismes ont élaboré en 1984 un plan d'action de la zone périphérique. Ce plan présente les principales caractéristiques de la zone, une synthèse des analyses d'inventaires et un concept de développement. Le résultat de ce plan est la prise en charge par la population pour la réalisation de diverses actions présentées dans le concept de développement.

En France, la présence de territoires vierges permettant l'établissement des parcs en milieu naturel est presque inexistante. Donc, la création de parcs nationaux se fait sur des territoires où l'on retrouve la présence humaine. Cette caractéristique a amené les dirigeants français à créer des parcs en collaboration avec les populations locales. Des territoires non habités appartenant aux communes ont été délimités pour créer une zone de protection. De plus, une zone périphérique a été délimitée pour permettre une

transition entre un milieu protégé et le milieu urbain. La zone périphérique est un lieu où l'économie locale est habituellement faible pour la majorité des cas. On retrouve également en France, un phénomène d'exode rural appelé désertification des milieux ruraux. La présence d'un parc national stimule l'économie locale grâce à la présence croissante de touristes dans le secteur. Ceci amène donc une prise en charge des collectivités locales pour offrir aux touristes des services de restauration, d'hébergement et de récréation. La présence de touristes est principalement causée par le fait que la promotion touristique est un élément important dans la mission des parcs nationaux français.

La problématique de cette recherche s'énonce comme ceci : par une étude comparative, connaître et comprendre les effets du jumelage du parc du Saguenay et du parc national des Cévennes sur la prise en charge de la zone périphérique par les collectivités locales pour gérer et mettre en valeur la zone périphérique d'un parc tout en protégeant le milieu naturel et en développant le potentiel humain.

Le problème de recherche relié aux deux parcs choisis pour l'étude s'applique au phénomène de la mise en valeur de la zone périphérique d'un parc. Les collectivités locales vivant en périphérie d'une aire protégée doivent être conscientes de l'importance de la protection des ressources naturelles. Face à cette préoccupation de protection, les collectivités locales participent aux actions dynamiques entourant la venue d'un élément de protection : dont les résultats sont une augmentation du tourisme, une plus grande visibilité de la région et une stimulation de l'économie locale. Plusieurs facteurs exogènes et endogènes au milieu de vie favoriseront le degré d'implication de la population régionale.

1.1.3 Le modèle théorique

Le modèle théorique utilisé pour cette étude comparative est basé sur les recherches de Vachon. L'identification des effets du jumelage sur la prise en charge par la population d'une zone habitée est en lien direct avec les objectifs du développement local. Cet auteur précise que le développement local est une façon de penser, un processus dynamique et une stratégie dans laquelle les acteurs sont les bénéficiaires. Selon Vachon (1993) :

« L'approche du développement local mise sur la maîtrise collective des options sociales, économiques, technologiques et environnementales pour trouver des solutions à long terme aux problèmes de collectivités en déséquilibre. Cette maîtrise collective repose sur des valeurs démocratiques essentielles : la participation et la responsabilité. » (p.103)

Le développement local s'appuie sur l'actualisation d'un processus global où les micro-initiatives possèdent une place importante. Les ressources humaines représentent la véritable force motrice du développement. Les caractéristiques du développement local sont le caractère démocratique, la démarche globale et intégrée, la force endogène, l'assise territoriale et les approches multiples. La figure 1 présente les principes et les caractéristiques du développement local selon Vachon.

Figure 1

Le développement local

Le développement local, c'est une stratégie qui vise, par des mécanismes de partenariat :

- à créer un environnement propice aux initiatives locales afin d'augmenter la capacité des collectivités en difficultés ;
- à s'adapter aux nouvelles règles du jeu de la croissance macro-économiques ;
ou
- à trouver d'autres formes de développement qui, par des modes d'organisation et de production inédits, intégreront des préoccupations d'ordre social,

Principes	Caractéristiques
<ul style="list-style-type: none"> • Le développement est un processus global. • Les micro-initiatives participent au développement global. • La ressource humaine constitue la force du développement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Approches multiples • Assise territoriale • Force endogène • Démarche globale et intégrée • Caractère démocratique

Source :

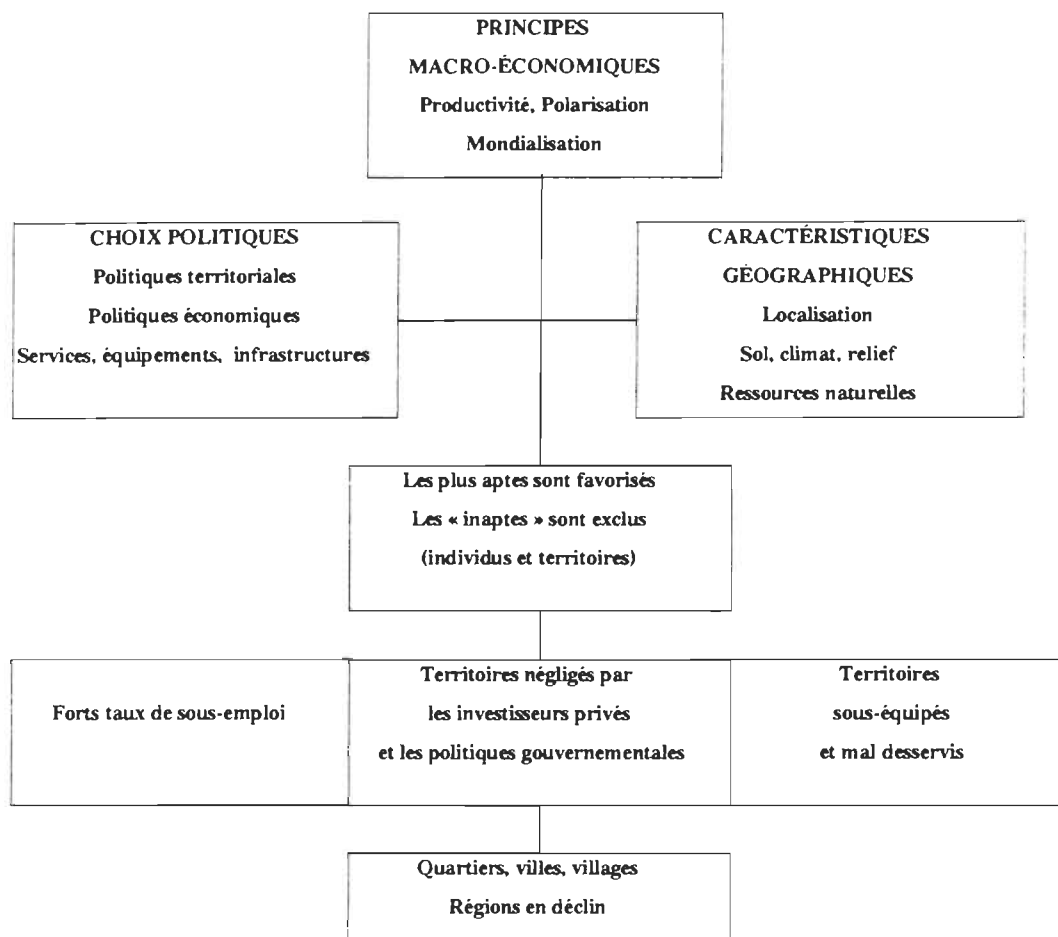
Vachon, B. (1993). Le développement local. Théorie et pratique. Gaëtan Morin éditeur, Boucherville, p. 104.

Touchant les communautés rurales, tel que Vachon le présente, le processus d'exclusion s'applique à la présente recherche. Ce processus est utilisé car ces facteurs influencent la problématique de la façon suivante : des éléments externes à la situation problématique doivent être considérés car ceux-ci sont partie intégrante du milieu

étudié. La deuxième figure présente les facteurs exogènes du processus d'exclusion de Vachon.

Figure 2

Les facteurs exogènes du processus d'exclusion



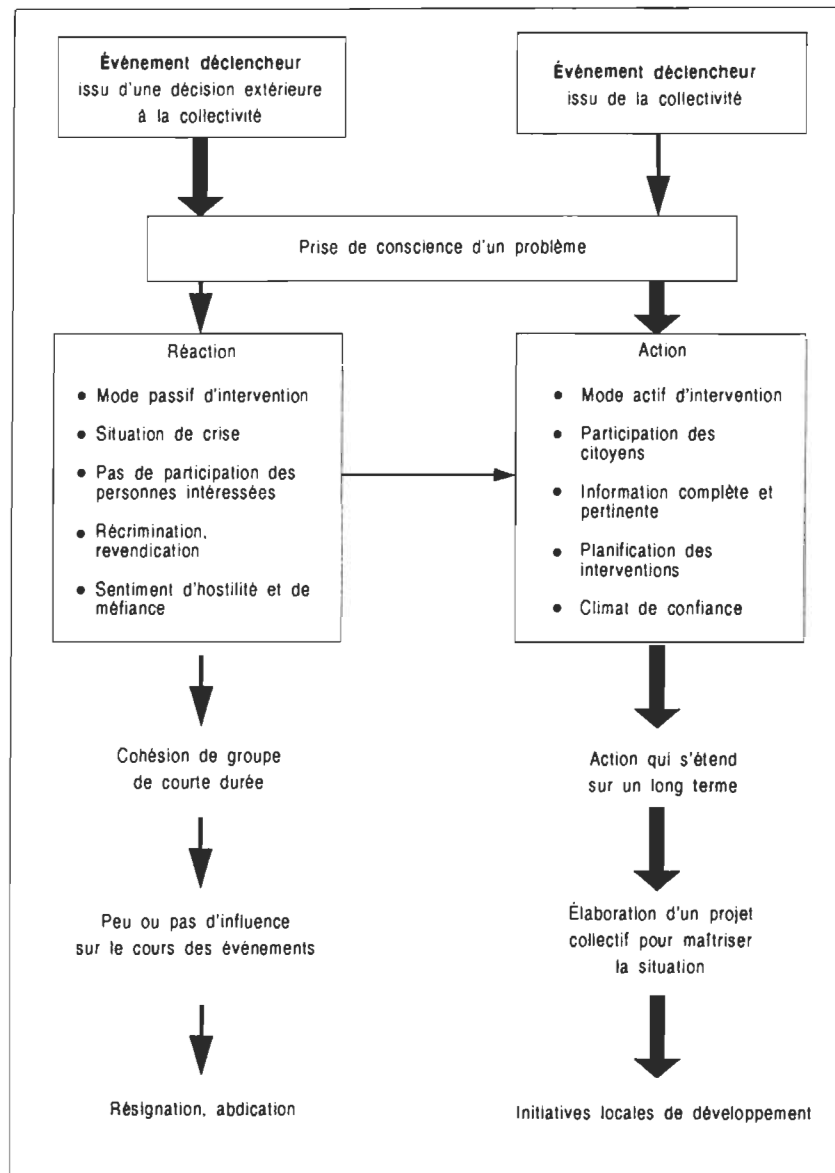
Source :

Vachon, B. (1993). Le développement local. Théorie et pratique. Gaëtan Morin éditeur, Boucherville, p. 32.

Une troisième figure permet de compléter les différents éléments du cadre théorique présenté antérieurement. Cette figure résume la séquence des actions potentielles entreprises par les collectivités locales à la suite d'un événement déclencheur.

Figure 3

L'événement déclencheur



Source :
 Vachon, B. (1993). Le développement local. Théorie et pratique. Gaëtan Morin éditeur, Boucherville,
 p. 125.

Dans la présente recherche, l'événement déclencheur de fond est l'action du gouvernement visant la création du parc du Saguenay. Parallèlement à cet événement déclencheur initial, nous prenons en compte, dans la présente recherche, un événement complémentaire. L'entente de jumelage entre les deux parcs a pris beaucoup d'importance au cours des années et celle-ci joue un rôle majeur dans la dynamique affectant les collectivités locales de la zone périphérique du parc.

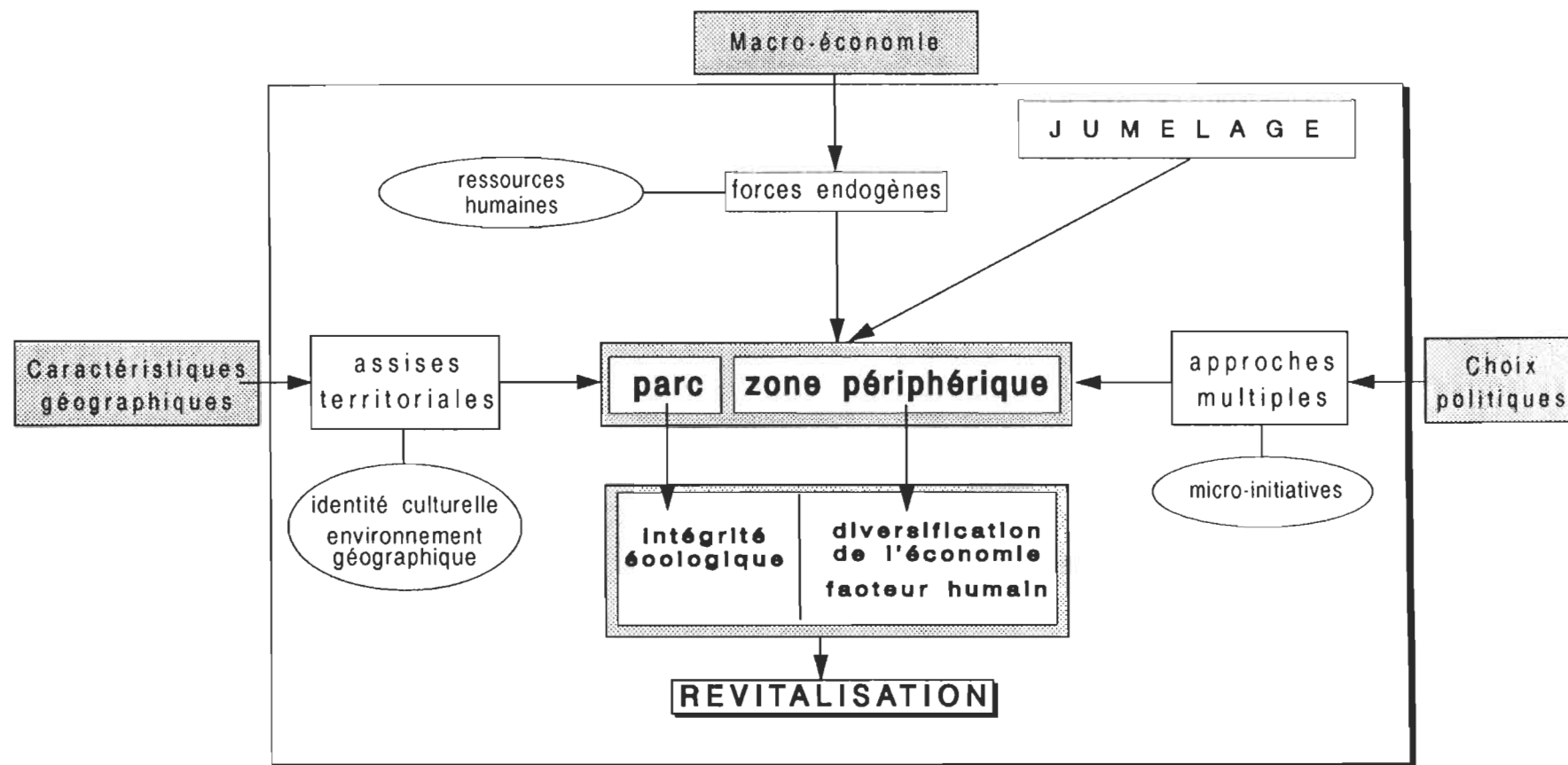
Cet événement est issu d'une décision extérieure aux collectivités locales. L'événement déclencheur provoque donc une prise de conscience chez les collectivités locales et celles-ci pourront avoir deux possibilités de comportement : la réaction ou l'action. Pour cette étude, on constate que le comportement adopté par les collectivités locales en est un d'action. Par des regroupements de citoyens, la population s'est trouvée des moyens d'intervenir dans le processus de revitalisation de la zone périphérique du parc.

Le modèle théorique adopté pour cette recherche, basé sur le concept du développement local, présente les éléments essentiels pour un dynamisme en zone périphérique d'un parc. L'enjeu central consiste à analyser les effets du jumelage du parc du Saguenay et du parc national des Cévennes sur la prise en charge de la zone périphérique par les collectivités locales, pour mettre en valeur tout en protégeant le milieu naturel et en développant le potentiel humain.

La figure 4 présente le cadre de référence théorique pour cette recherche. Il résume la combinaison des différents éléments du développement local (figure 1), des facteurs exogènes du processus d'exclusion (figure 2) et des scénarios à l'origine d'un processus de revitalisation (figure 3).

Figure 4

Le cadre de référence théorique



Source : élaboration personnelle

Ce cadre de référence théorique s'applique à la présente recherche car les éléments retrouvés dans celui-ci reflètent les réalités observées. Il permet de prendre en considération plusieurs éléments d'influence externe et interne à l'identification et à la compréhension des effets du jumelage des deux parcs à l'étude.

Donc, à la situation donnée, on retrouve des éléments d'influence externe. Dans ce modèle, les éléments externes sont les caractéristiques géographiques, la macro-économie et les choix politiques. Les caractéristiques géographiques d'un territoire (éloignement des centres urbains, dépeuplement) peuvent influencer le dynamisme humain et économique d'une région. La macro-économie envisage l'économie de façon provinciale, nationale et internationale. Pour les structures économiques d'un milieu non doté d'outils pour rivaliser avec ce genre de marché, ce bouleversement peut être crucial. Il doit donc trouver des moyens permettant de conserver leurs ressources humaines attirées par le changement. Les choix politiques font référence aux décisions antérieures des gouvernements. Selon Vachon (1993) :

« Les politiques et les stratégies de croissance économique tant canadiennes que québécoises étaient élaborées, [...] pour répondre aux exigences des grands centres urbains, reconnus comme pôle de croissance. D'autre part, le niveau de développement d'un territoire était évalué selon son degré d'urbanisation. Dans un tel contexte, les zones rurales, en particulier celles des régions périphériques concentrées autour de petits centres de services, étaient bien peu considérées en dépit de leur situation économique précaire. » (p.34)

Selon Vachon, par des réformes gouvernementales (fermeture et fusion de municipalités, augmentation de la charge fiscale), on assistera à une accentuation « de la

marginalisation des milieux ruraux et, de ce fait, accélérera leur marche vers l'extinction.» (p.38)

Les facteurs d'influence externe sont liés à des éléments d'influence interne. Il s'agit de l'assise territoriale, de la force endogène et des approches multiples. On entend par assise territoriale l'espace dans lequel le processus de développement local s'applique. Cet espace est composé d'une histoire, d'une culture et de ressources particulières. Vachon (1993) spécifie que « l'ensemble des membres de la collectivité est uni par un sentiment d'appartenance et les liens de solidarité que crée la maîtrise collective de cet espace. » (p.117-118) La force endogène composée de la capacité d'une population à relever des défis est un élément important à considérer, car elle est le moteur qui enclenche la volonté d'action en réaction aux initiatives externes au milieu de vie. Les approches multiples sont en lien avec les deux autres éléments d'influence interne. La variété au niveau des composantes de l'assise territoriale et du potentiel de la population amènent à envisager, pour la collectivité locale, une multitude d'approches pour rendre dynamique le milieu de vie. De plus, des initiatives d'envergure diverses doivent être présentes car le succès n'est pas attribuable seulement aux macroprojets.

L'environnement géographique est présent en tout temps. Il est le lieu même de l'action, la ressource humaine étant le moteur du processus tandis que les micro-initiatives sont les moyens que prendra la population pour arriver à son but : la revitalisation de la zone périphérique du parc.

Les éléments d'influence externe et interne sont liés au territoire où se vit la problématique : le territoire du parc et celui de la zone périphérique. Pour chacun d'eux, on y retrouve des éléments importants qui les constituent. L'intégrité écologique, la

diversification de l'économie et le facteur humain sont les éléments qui permettent un renouveau au niveau du dynamisme en zone périphérique : ceci permettant la revitalisation du milieu donné.

Ce modèle est donc adapté à la problématique et les différents éléments qui interagissent entre eux permettent de comprendre le phénomène de la revitalisation d'un milieu donné.

1.1.4 La méthodologie de la recherche

Cette partie traite de la démarche comparative, de la population à l'étude et des types de collectes de données utilisés lors de l'élaboration de la recherche.

Cette recherche comparative porte sur deux éléments de sociétés différentes. Une démarche systématique doit être appliquée pour permettre une comparaison adéquate. Donc, cette étude comparative est basée sur le livre Comparative Research Methods de Warwick et Osherson. Les auteurs considèrent dans leur démarche le problème de comparaison entre différentes cultures: « the core issue considered is equivalence - how to study the same problem in different societies and cultures ». (p.vii) Donc ce cadre de recherche s'applique bien à la présente recherche.

Les auteurs présentent quatre éléments dans l'analyse comparative : l'équivalence conceptuelle (conceptual equivalence), l'équivalence des mesures (equivalence of measurement), l'équivalence linguistique (linguistic equivalence) et l'échantillonnage

(sampling). Parmi ces éléments, seul l'échantillonnage ne s'applique pas à la présente recherche car les sujets à l'étude ont été choisis selon les critères du jumelage.

L'équivalence conceptuelle fait référence à la compréhension précise et adéquate de chaque notion utilisée dans la recherche pour chaque société à l'étude. L'équivalence des mesures précise qu'une comparaison peut se faire seulement si les concepts utilisés sont de même nature, c'est-à-dire comparables. Enfin, l'équivalence linguistique est l'élément d'analyse qui s'applique sous toute réserve. Ce type d'équivalence fait davantage référence à la traduction. Prenant pour acquis que la population des deux sociétés étudiées de cette recherche est francophone, cette équivalence ne s'applique pas. Par contre, une incompréhension linguistique pourrait avoir lieu car il s'agit quand même de deux sociétés différentes.

La population à l'étude se compose des parcs provinciaux québécois et des parcs nationaux français. Du côté québécois, une première sélection a été faite. Les parcs de conservation ont été choisis pour l'étude, car selon le gouvernement du Québec (1982), leur mandat est « d'assurer la protection permanente de territoires représentatifs des régions naturelles du Québec ou des sites naturels à caractère exceptionnel ». (p.29)

À la suite de lectures sur les parcs provinciaux québécois et les parcs nationaux français, une connaissance plus approfondie de ceux-ci a été effectuée. De ces lectures, une deuxième sélection a eu lieu. Le parc du Saguenay au Québec et le parc national des Cévennes en France ont été choisis comme les sujets à l'étude. Plusieurs raisons sont à l'origine de ce choix dont principalement le jumelage de ces deux parcs en 1984. La similitude au niveau de la situation géographique et du système de mise en valeur de la zone périphérique sont les raisons décisives du choix. De plus, les objectifs précis

de l'entente de jumelage illustrent la volonté de coopération et de recherche de bénéfices réciproques. Selon le gouvernement du Québec (1993), «l'objectif premier de ce jumelage était bien sûr d'échanger des expertises et des informations tant au niveau de la recherche scientifique que des techniques d'aménagement et des politiques de gestion des ressources. » (p.23)

La réalisation de cette recherche comparative nécessite un processus de collecte des données bien spécifique. Il s'agit donc de :

- l'utilisation de documents de planification de chaque parc tels que le plan d'action de la zone périphérique, le plan de gestion et le décret de création du parc;
- l'observation directe par trois visites sur les lieux dont une au parc du Saguenay au mois d'octobre 1993 et deux au parc national des Cévennes. La première rencontre a eu lieu au mois de mai 1992 lors d'un voyage d'étude des parcs nationaux de la France et la seconde rencontre a eu lieu lors de la mission de reconnaissance des dix ans de jumelage des deux parcs effectuée en octobre 1994 ;
- l'information obtenue lors de rencontres avec le personnel des deux parcs et des deux ministères responsables des parcs ;
- l'observation systématique par le biais de grilles comparatives détaillées composées d'éléments caractéristiques des deux parcs étudiés (annexe 1);
- la validation des données recueillies lors de la consultation de documents et lors des rencontres.

Les différents modes de collecte de données énumérés permettent de recueillir les renseignements nécessaires afin de faire l'analyse comparative et atteindre les objectifs fixés.

1.2 Le processus de création des parcs du Québec

Les dirigeants de la province de Québec ont poursuivi les actions entreprises par les gouvernements américain et canadien en matière de création de parcs en milieu naturel. Cette partie du chapitre présente le processus de création des parcs provinciaux, la mission, la politique, la réglementation et le réseau actuel.

1.2.1 La législation et la mission

Cent ans se sont écoulés depuis les premières démarches de création des parcs au Québec. Les actions pour la création des parcs provinciaux ont suivi le courant américain et canadien des parcs nationaux. Des préoccupations en matière de foresterie ont été très présentes lors de l'établissement des premiers parcs. Selon Buissière (1990), « Le parc du mont Tremblant et le parc des Laurentides créés en 1895 furent d'abord et avant tout des réserves forestières destinées à la production contrôlée de matières ligneuses ». (p. 361) Avant la loi révisée de 1977, la loi de 1937 pour la création du parc de la Gaspésie a précisé davantage la vocation de préservation du milieu naturel sans exploitation forestière. Des amendements à cette loi ont fait diminuer les efforts de protection car une permission d'exploitation minière a été accordée. Ce n'est qu'en 1977, avec la proclamation de la loi-cadre sur les parcs que le Québec s'est aligné à la protection environnementale pour des parcs en milieu naturel. Cette loi-cadre s'appuie sur la définition de parc national mise de l'avant par l'UICN. La mission des parcs québécois est de protéger le milieu naturel et de répondre aux besoins de plein air de la population.

Parallèlement à cette loi, une politique des parcs applique les principes fondamentaux de la loi-cadre. Ce n'est qu'en 1982 que celle-ci a été déposée. Elle sera décrite au prochain point.

La création des parcs québécois se fait donc selon la loi-cadre de 1977 et la politique de 1982. Un territoire au potentiel élevé en matière de ressources naturelles est identifié et par la suite, le gouvernement procède à la production d'un plan directeur provisoire d'aménagement. Celui-ci est composé des inventaires et des analyses subséquentes et illustre le périmètre, le concept d'aménagement et le zonage retenu par le ministère concerné. Proposition officielle du ministère, ce document est présenté lors de la consultation publique. Des modifications peuvent être apportées et la production d'un plan directeur officiel est fait pour finaliser le processus de création.

Le tableau 1 présente l'année de création de chaque parc provincial, la région à laquelle il appartient, la vocation ainsi que la superficie. La presque totalité de ces parcs ont été créés entre 1980 et 1985.

Tableau 1

Le réseau des parcs du Québec

Nom	Région	Vocation *	Superficie (km ²)	Année de création
Bic	01	C	33,2	1984
Gaspésie	01	C	802,0	1981
Miguasha	01	C	0,6	1985
Ile Bonaventure - Rocher-Percé	01	C	5,8	1985
Pointe-Taillon	02	C	92,2	1985
Saguenay	02	C	283,6	1983
Grands-Jardins	03	C	310,0	1981
Jacques-Cartier	03	C	670,0	1981
Frontenac	05	R	156,0	1987
Mont-Orford	05	R	58,4	1980
Iles de Boucherville	06	R	8,2	1984
Mont-Tremblant	06	R	1248,0	1981
Mont-Saint-Bruno	06	C	5,9	1985
Oka	06	R	23,7	1990
Yamaska	06	R	12,9	1983
Aiguebelle	08	C	241,7	1985
Mont-Mégantic	05	C	58,8	1993
Total	17 parcs	6 - R	4011,0	

* C : Parc de conservation

R : Parc de récréation

Nom des régions :

01 : Bas-Saint-Laurent-Gaspésie

02 : Saguenay-Lac-Saint-Jean

03 : Québec

05 : Estrie

06 : Montréal

08 : Abitibi-Témiscamingue

Sources :

Buissière, G. (1990). Le réseau des parcs du Québec : évolution et relation avec le développement durable. *Loisir et Société*, 13, no 2, p.366.Gouvernement du Québec (1993). *De la terre aux étoiles, parc du Mont-Mégantic*, p.4 et 18.

1.2.2 La politique et la réglementation

Les objectifs de la politique de 1982 sont liés directement à cette mission. Selon Buissière (1990) :

« Le premier objectif est d'assurer la préservation et la mise en valeur des éléments représentatifs ou exceptionnels du patrimoine naturel québécois. [...] Le second objectif est de contribuer à répondre aux besoins de loisir de plein air [...]. Enfin, le troisième objectif est d'associer la population au développement et à la mise en valeur des parcs. »
(p. 362)

Pour répondre à ces objectifs, il existe une catégorisation de parcs selon la loi-cadre. Les parcs de récréation et les parcs de conservation possèdent une mission commune mais également une vocation particulière. Les parcs de récréation répondent davantage à l'objectif de pratiquer une variété d'activités de plein air en milieu naturel protégé. Le territoire de ce type de parc est choisi selon l'analyse des distances, des axes de communication et des temps-parcours séparant chaque site des noyaux urbains desservis, tandis que les parcs de conservation favorisent prioritairement la protection des éléments représentatifs des 43 régions naturelles du Québec. Leur territoire est choisi selon le potentiel exceptionnel des ressources naturelles. La figure 5 présente la vocation et les objectifs des parcs provinciaux. Celui-ci permet de bien comprendre la distinction entre les deux types de parcs québécois. La carte 1 présente les 43 régions naturelles du Québec qui doivent être représentées dans un parc de conservation.

Figure 5

La vocation et les objectifs des parcs provinciaux

Parcs de conservation

Parcs de récréation

Vocation	
<ul style="list-style-type: none"> Assurer la protection permanente de territoires représentatifs des régions naturelles du Québec ou des sites naturels à caractère exceptionnel tout en les rendant accessibles au public pour des fins d'éducation extensive. 	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la pratique d'une variété d'activités de plein air tout en protégeant l'environnement naturel.
Objectifs	
<ul style="list-style-type: none"> Assurer la préservation et la mise en valeur des éléments représentatifs ou exceptionnels du patrimoine naturel québécois 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la préservation et la mise en valeur de l'environnement naturel.
<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à répondre au besoin de loisir de plein air en offrant des activités de récréation extensive et des services compatibles avec la vocation et le zonage des territoires. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à répondre aux besoins de loisir de plein air en offrant des activités de récréation extensives et intensives et des services compatibles avec la vocation et le zonage des territoires.
<ul style="list-style-type: none"> Associer les québécois et québécoises au développement et à la mise en valeur de leurs parcs. 	<ul style="list-style-type: none"> Associer les québécois et québécoises au développement et à la mise en valeur de leurs parcs.

adaptation personnelle

Source : Laliberté, Lanctôt, Coopers et Lybrand (1992). Le positionnement des parcs et des réserves fauniques du Québec. Québec, p.11a.

La réglementation applicable dans les parcs provinciaux a été mise à jour le 26 mai 1992. Selon le document Règlement sur les parcs, elle est composée de six sections : le zonage, l'administration, les conditions de séjour, les conditions de pratique de certaines activités, l'affichage et le commerce ainsi que la fermeture et l'expulsion.

La première section rappelle la nécessité de présenter les cartes de zonage de chaque parc du réseau. La partie de l'administration traite de l'obtention de permis pour diverses activités (séjour de nuit, pratique de la pêche, autorisation spéciale pour accéder à une zone de préservation extrême, la pratique d'une activité non autorisée selon la liste affichée au centre d'accueil du parc), du respect des dates et des endroits du permis de séjour et l'obligation de remettre ledit permis lors du départ du parc.

La section des conditions de séjour présente les différentes actions qui sont réglementées comme d'abattre, d'endommager, d'enlever ou d'introduire des espèces florales et arbustives, d'abattre, de capturer, de blesser, de molester, de nourrir ou d'apprivoiser un animal. Diverses actions relatives à la protection sont également prescrites : utiliser de produits chimiques dans les cours d'eau et se débarrasser des déchets domestiques ailleurs que dans les endroits prévus. D'autres conditions de séjour sont décrites dont celles relatives à l'emplacement de camping, le stationnement des voitures, les prises d'eau, d'électricité et d'égout.

Les conditions de pratique des activités suivantes se retrouvent dans la réglementation des parcs provinciaux : toute activité pour laquelle un permis n'est pas requis doit être pratiquée dans les limites prescrites au poste d'accueil, l'utilisateur d'une embarcation doit porter un gilet de sauvetage approuvé par le ministère des transports et il doit



- A1: LES ÎLES DE LA MADELEINE
- A2: LE VERSANT DE LA BAIE DES CHALEURS
- A3: LE MASSIF GASPÉSIEN
- A4: LES MONTS NOTRE-DAME
- A5: LES CHÂÎNONS DE L'ESTRIE, DE LA BEUCE ET DE BELLECHASSE
- A6: LES MONTAGNES FRONTALIÈRES
- A7: LES MONTS SUTTON
- L8: LES BASSES-TERRES APPALACHIENNES
- L9: LES COLLINES MONTERÉGIENNES
- L10: LES BASSES-TERRES DU SAINT-LAURENT
- L11: LE LITTORAL SUD DE L'ESTUAIRE
- L12: LA PLAINE CÔTIÈRE DE LA HAUTE-CÔTE-NORD ET DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
- L13: LES CUESTAS DE LA CÔTE-NORD
- L14: L'ÎLE D'ANTICOSTI
- L15: LA CÔTE ROCHEUSE DE LA BASSE-CÔTE-NORD
- B16: LE PLATEAU DU PETIT MECATINA
- B17: LES LAURENTIDES BORÉALES
- B18: LE MASSIF DU MONT VALIN
- B19: LES BASSES-TERRES DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN
- B20: LE FJORD DU SAGUENAY
- B21: LA CÔTE DE CHARLEVOIX
- B22: LE MASSIF DES LAURENTIDES DU NORD DE QUÉBEC
- B23: LES LAURENTIDES MÉRIDIIONALES
- B24: LA VALLÉE DE LA GATINEAU
- B25: LES BASSES-TERRES DU TEMISCAMINGUE
- B26: LA CEINTURE ARGILEUSE DE L'ABITIBI
- B27: LES BASSES-TERRES DE LA BAIE JAMES
- B28: LES ÎLES ET MARAIS DE LA BAIE JAMES
- B29: LE PLATEAU DE LA RUPERT
- B30: LE LAC MISTASSINI
- B31: LES MONTS OTISH
- B32: LE PLATEAU LACUSTRE CENTRAL
- B33: LE PLATEAU DE LA GEORGE
- B34: LA PLAINE DE LA RIVIÈRE À LA BALEINE
- B35: LA FOSSE DU LABRADOR
- B36: LE PLATEAU DE LA CANIAPISCAU
- B37: LE PLATEAU HUDSONIEN
- B38: LES CUESTAS HUDSONIENNES
- B39: LE PLATEAU DE L'UNGAVA
- B40: LES MONTS DE POVUNGNIUK
- B41: LA CÔTE À FJORDS DU DÉTROIT D'HUDSON
- B42: LA CÔTE DE LA BAIE D'UNGAVA
- B43: LES CONTREFORTS DES MONTS TORNGAT

s'assurer que celui-ci est utilisé de façon sécuritaire et finalement, toute prise de saumon doit être apportée au poste d'accueil pour enregistrement.

La cinquième section de la réglementation considère que l'affichage, autre que celle du parc, à l'extérieur des bâtiments est interdite. En ce qui concerne le commerce (hébergement et restauration) à l'intérieur du parc, une permission est accordée si cette activité commerciale a pour effet de promouvoir les activités et les services aux usagers du parc.

La dernière section présente les pouvoirs du directeur du parc en ce qui concerne l'interdiction de pratique, de séjour ou l'expulsion de personnes ne respectant pas la réglementation en vigueur. La réglementation complète peut être consultée à la première annexe.

1.2.3 Le réseau actuel

La loi-cadre sur les parcs telle qu'énoncée favorise la présence d'un réseau de parcs. Selon le gouvernement du Québec (1982) dans le document Les parcs québécois, 2. L'organisation du réseau, «La loi sur les parcs constitue pour le gouvernement un des outils les plus appropriés pour doter le Québec d'un réseau de parcs ». (p.66)

Le réseau des parcs du Québec est divisé en deux catégories composées de dix-sept unités au total. Il y a onze parcs de conservation et six parcs de récréation. Ces parcs sont davantage situés dans la partie sud de la province, et seulement treize régions naturelles sont actuellement représentées. Selon Bussière (1990) :

« Sept régions sont représentées par des parcs de conservation, une par un parc fédéral, le parc national de la Mauricie, quatre par des parcs de récréation et une par un parc de la Commission de la capitale nationale, soit le parc de la Gatineau [...] » (p. 363)

La présence d'un réseau bien défini favorise la création de futurs parcs selon les objectifs de représentativité des régions naturelles. La carte 2 présente la distribution de seize parcs sur le territoire du Québec. Le parc du mont-Mégantic, récemment créé, n'est pas indiqué sur la présente carte.

Carte 2

Le réseau actuel des parcs provinciaux



● Parcs de conservation
● Parcs de récréation

1 Aiguebelle
2 Mont-Tremblant
3 Oka
4 Îles-de-Boucherville
5 Mont-St-Bruno
6 Yamaska
7 Mont-Orford
8 Frontenac

9 Jacques-Cartier
10 Grands-Jardins
11 Pointe-Taillon
12 Saguenay
13 Bic
14 Gaspésie
15 Île-Bonaventure-et-Rocher Percé
16 Miguasha

Note : le parc du mont-Mégantic ne figure pas sur cette carte

Source :

Gouvernement du Québec (1990) De Saguenay en Cévennes, une invitation au voyage, Québec, p.14.

À l'aide du tableau 1 et des cartes 1 et 2, il est possible de remarquer que la répartition des parcs sur le territoire québécois se situe seulement dans la partie sud de la province. Plusieurs régions naturelles ne sont pas encore représentées en tant qu'échantillon dans un parc de conservation. Des efforts pour la protection et la mise en valeur des richesses naturelles québécoises doivent avoir lieu pour permettre la représentativité mais également la pérennité de celles-ci. Une division du territoire québécois, au nord et au sud du 50^e parallèle, permet d'identifier des actions pour procéder à la création de parcs tout en respectant le principe de représentativité. Des actions sont prévues à cet effet et quatre lieux ont été identifiés pour la création d'autant de parcs au sud du 50^e parallèle. Il en est de même pour la partie nord car parmi les dix-huit régions identifiées, quatre sont proposées pour être le support de futurs parcs provinciaux.

Selon le plan d'actions de 1991 du ministère responsable des parcs La nature en héritage, le développement du réseau doit avoir lieu pour permettre la représentativité des 43 régions naturelles du Québec, pour développer des parcs sur tout le territoire de la province et pour atteindre un plein développement de chaque parc déjà créé. Pour ce faire, les actions entreprises sont la consolidation des parcs et la création de nouveaux territoires de protection. Les priorités s'orientent selon la représentativité des régions naturelles, l'urgence d'une intervention dans un milieu donné, les engagements déjà promis, la tenure des terres, la faisabilité à court terme, l'accessibilité et l'intérêt manifesté par les collectivités locales.

La participation du public est également un point important dans le plan d'actions. Faisant référence à la politique des parcs, la présence d'interventions des collectivités locales se fait par l'aménagement, l'exploitation et l'administration des activités et des services. Les actions projetées en matière de collaboration entre le gouvernement et

la communauté se basent sur les expériences antérieures. Celles-ci ont donné des résultats très encourageants et le gouvernement désire laisser une plus grande place aux collectivités locales lors de la création de nouveaux parcs. Pour ce faire, selon le plan d'actions La nature en héritage, le gouvernement s'assurera « d'ajuster le développement des équipements des parcs provinciaux aux axes de développement socio-économique des régions, le ministère entend associer davantage le public à la création et au devenir des parcs du Québec et il s'est fixé comme objectif de l'amener à y prendre une plus grande part. » (p.15) Le gouvernement doit aussi se pencher sur la notoriété du réseau. Selon le plan d'actions, les parcs provinciaux possèdent une bonne visibilité, mais celle-ci pourrait être davantage mise en valeur car seulement 17% de la population visite un parc au cours d'une année. S'ajoute à cette fréquentation le fait important de l'appréciation du séjour par les visiteurs. De plus, les parcs de conservation sont davantage appréciés par les touristes étrangers. Pour améliorer cette image, le gouvernement désire accentuer la promotion du réseau pour augmenter le nombre de visiteurs parmi la clientèle déjà présente.

1.2.4 Les tendances et les perspectives

Au Québec, la présence des parcs est importante pour le maintien de l'équilibre naturel et pour la préservation des ressources naturelles. En 1992, le gouvernement du Québec a présenté le plan d'actions sur les parcs. Ce document précise l'état des parcs selon le développement du réseau, de la participation du public, de la notoriété du réseau et des parcs régionaux. Pour chaque point énuméré, des actions y sont identifiées.

Selon un plan quinquennal, les actions prévues au plan en matière de développement du réseau visent à répondre aux besoins de chaque parc, et à s'attarder sur les parcs les moins développés. De plus, la création de nouveaux parcs est nécessaire à la progression et au développement du réseau. En ce qui concerne la participation du public, la place qui lui revient se situe au niveau du processus de planification du réseau, de la gestion et de la promotion des parcs.

Le ministère considère importante la présence du public et il continue à l'impliquer dans différents domaines des parcs car les expériences de concertations antérieures ont été concluantes. La notoriété du réseau est un troisième point important que le ministère a intégré dans le plan d'actions.

Pour faire connaître les parcs québécois aux visiteurs potentiels et pour accroître la fréquentation dans le réseau, le ministère a prévu d'élaborer une stratégie de promotion. Celle-ci se compose d'une partie générale, la promotion du réseau, et d'une partie plus spécifique, la promotion régionale.

En plus du plan d'action sur les parcs, une étude réalisée en 1992 par Laliberté, Lanctôt, Coopers et Lybrand pour le compte du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche identifie les forces et les faiblesses des parcs provinciaux et des réserves fauniques. À partir de cette identification, une politique en matière de gestion a été proposée. Celle-ci se compose de quatre stratégies :

- la stratégie-produit ;
- la stratégie de distribution ;
- la stratégie de communication ;
- la stratégie de prix.

Chacune d'elles possède un volet sur les parcs et un volet sur les réserves fauniques. Dans la présente recherche, il sera question davantage de l'aspect des parcs. La stratégie-produit est composée des éléments suivants : le développement des infrastructures légères, l'emphase sur la relation produits - activités reliés à la nature, un produit quatre saisons, la promotion d'un parc en particulier pour favoriser l'image du réseau et l'identification des caractéristiques particulières pour chaque parc. Pour la promotion des parcs, la stratégie de distribution considère important de mettre l'emphase sur les créneaux suivants : le réseau, les activités des associations provinciales, les grossistes, les « Tours-Operators », les associations touristiques régionales, le réseau interne du ministère, le réseau électronique, en plus de la distribution de brochures dans les lieux touristiques. La stratégie de communication favorise le développement de la notoriété du réseau, l'association avec un commanditaire provincial, l'implication du ministère responsable du tourisme, l'association avec le ministère de l'Éducation pour la promotion des parcs auprès de la clientèle scolaire et la mise sur pied de campagnes de promotion. La quatrième stratégie orientée vers les différentes sources de fonds prévoit pour le réseau des parcs une tarification fixe pour l'accès au site afin d'obtenir un autofinancement des parcs à 20%.

L'application de cette nouvelle orientation en matière de gestion permettrait au gouvernement de valoriser le réseau des parcs provinciaux auprès de la population québécoise et de rentabiliser les opérations des parcs.

1.3 Le processus de création des parcs nationaux de la France

Cette partie présente la mission, la législation, la politique et la réglementation des parcs nationaux français. Un aperçu général de chaque parc du territoire français permettra d'avoir une idée d'ensemble du réseau.

1.3.1 La législation et la mission

Les premières démarches de création des parcs nationaux français doivent être situées dans leur contexte social. Contrairement aux autres pays européens, la révolution industrielle française s'est vécue différemment. Selon Lachaux (1980) :

« La révolution industrielle n'a pas connu, en France, la même ampleur que dans les autres pays européens. La densité de population et les concentrations urbaines [...] y sont, encore aujourd'hui, plus faibles que dans les autres pays d'Europe très industrialisés. » (p.17)

Cette révolution a amené indirectement l'idée de protection de ressources naturelles. Poursuivant les démarches faites par les autres pays, la France a créé des lieux de protection. Selon Lachaux (1980), les premières démarches ont été les suivantes :

- « la loi du 3 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites à caractères artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ;

- deux lois, du 1^{er} juillet 1957 et du 28 décembre 1967 ont complété le texte précédent qui avait apparu trop peu contraignant ;
- la loi du 22 juillet 1960 a défini les conditions de création des parcs nationaux ;
- la loi du 10 juillet 1975 a créé le Conservatoire de l'Espace rural et des rivages lacustres ;
- la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature doit être considérée désormais comme la charte en ce domaine. » (p.18)

Pour compléter cette liste de lois régissant les milieux naturels, trois principes sont l'essence même de la politique d'aménagement du territoire : la préservation de la faune et de la flore des régions naturelles, la permission aux citadins de retrouver un vrai contact avec la nature et l'aide aux régions agricoles à trouver une voie nouvelle dans leur développement.

Les parcs nationaux en France relèvent du ministère de l'Environnement, division de la protection de la nature, secteur des espaces naturels. Comme précisé précédemment, leur création se fait à partir d'une loi-cadre adoptée en 1960. De cette loi, découle un décret de création pour chaque parc. Il doit répondre à deux principes : recueillir un accord commun des populations locales et associer les différentes administrations de l'État. Selon Lachaux (1980) :

« L'État [...] apportât sur le territoire des parcs à créer des restrictions à l'exercice du droit de propriété. C'est cette deuxième solution qui a été retenue dans la loi du 22 juillet 1960 relative à la création des parcs nationaux. Ce texte fut complété en 1961 par un règlement d'administration publique (décret du 31 octobre 1961) et par deux arrêtés, l'un du 28 février 1962, relatif au fonctionnement du Comité interministériel des Parcs nationaux, et l'autre du 19 mars 1962, relatif à l'établissement de réserves de chasse dans les parcs nationaux. » (p.27)

Le tableau 2 présente la date de création, la région d'appartenance et la superficie des parcs nationaux français.

Tableau 2

Le réseau des parcs nationaux de la France

Nom	Région	Superficie (km²)	Année création
Parc national de la Vanoise	Rhône-Alpes	1980,0	1963
Parc national de Port-Cros	Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,5	1963
Parc national des Cévennes	Languedoc-Roussillon	3284,0	1970
Parc national des Écrins	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2091,0	1973
Parc national des Pyrénées-Occidentales	Aquitaine et Midi-Pyrénées	2520,0	1976
Parc national du Mercantour	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2039,0	1979
Parc national de la Guadeloupe	Guadeloupe	175,0	1989
Total	7 parcs	12096,5	

Source : élaboration personnelle

1.3.2 La politique et la réglementation

En France, selon le document Réflexion prospective (1990), la mission générale des parcs vise à « protéger un territoire contre les dégradations pour permettre aux visiteurs de s'épanouir au contact de la nature et aux scientifiques de mieux connaître les phénomènes écologiques ». (p.26) Selon Dramangeat (1991), de cette mission découlent quatre objectifs précis qui sont d'assumer :

« La protection et la gestion du patrimoine naturel et culturel d'une région ; l'accueil, l'encadrement, l'information et la surveillance du public ; une contribution au développement de la zone entourant l'espace protégé ; une contribution importante aux travaux et connaissances scientifiques. » (p.6)

La composition territoriale des parcs nationaux français doit être soulignée. Lors de la création d'un parc, l'État identifie une zone à protéger. Il consulte les communes qui possèdent une partie du territoire choisi. Par négociations, les communes lèguent du terrain pour créer la zone protégée du parc national. Cette zone est entièrement gérée par les autorités du parc. Par la suite, une zone, nommée zone périphérique, sera délimitée et sera partie intégrante du parc national. Cette zone est délimitée par voie consultative auprès des dirigeants des communes. Ils choisissent de s'insérer dans la zone périphérique ou de rester à l'extérieur du territoire du parc national. Cette zone possède des caractéristiques spécifiques à la France. Premièrement, elle fait intégralement partie du parc national. Par contre, le directeur n'a aucune autorité administrative sur le territoire. Deuxièmement, la gestion de la zone périphérique est assurée par des partenaires (communes, associations, entreprises) oeuvrant dans plusieurs domaines (touristique, forestier, environnemental ou administratif) et ils adoptent des modes de gestion spécifiques à leur milieu pour la mettre en valeur.

Une réglementation spécifique à chaque parc est applicable en zone centrale et elle est décrite dans le décret de création. La réglementation s'applique dans cinq domaines précis : les activités agricoles, pastorales et forestières ; la pêche et la chasse ; la protection de la faune et de la flore ; les travaux publics et privés ; et les activités industrielles, commerciales et artisanales. Des dispositions diverses sont aussi présentées dans le décret. À titre d'exemple, la réglementation du parc national des Cévennes

sera décrite. Une description générale de la réglementation permet de comprendre les éléments qui la composent. Pour une compréhension plus approfondie, la consultation du décret à l'annexe 2 est suggérée.

Les activités agricoles, pastorales et forestières sont maintenues en considérant quelques dispositions telles l'aide apportée aux agriculteurs par l'établissement public ainsi que la cueillette libre de certaines plantes sauvages. Dans le domaine forestier, les actions posées suivent les indications du code forestier en vigueur.

Au niveau de la chasse et de la pêche, seul l'établissement public peut décider du nombre de prises permises pour chaque espèce et autoriser le repeuplement et les essais d'acclimatation de nouvelles espèces dans le parc. Une réglementation s'applique également sur le territoire de chasse et de pêche et une restriction existe en ce qui concerne le droit de chasse. Une liste des endroits interdits est présentée dans le décret du parc.

La réglementation applicable à la protection de la faune et de la flore porte sur l'interdiction d'introduire des animaux non domestiques et les oeufs de ces animaux, de détruire les oeufs, de blesser ou de tuer des animaux non domestiques, et de troubler leur vie. Une interdiction existe aussi au niveau de la flore. L'introduction de plantes, de boutures et de graines dans des buts non agricoles est interdite de même que la destruction, la coupe et l'arrachage de plants dans des buts non agricoles.

Les lignes directrices en ce qui concerne les travaux publics et privés sont les suivantes: tout travail réalisé en zone centrale pouvant altérer le caractère du parc national est interdit. Par contre, l'intérieur des bâtiments n'est pas soumis à cette restriction.

De façon générale, les activités industrielles, commerciales et artisanales nouvelles ne sont pas permises dans le parc. L'établissement de nouveaux bâtiments non prévus dans le programme d'aménagement est également interdit.

Les dispositions diverses décrites dans le décret concernent diverses actions telles la publicité interdite dans le parc et l'utilisation des mots «parc national» à des fins de publicité est défendue et le survol du territoire du parc est permis à la limite supérieure de 1000m.

1.3.3 Le réseau actuel

La création des parcs nationaux français a commencé par deux parcs dans des régions complètement différentes au niveau du relief : la région de hautes montagnes, les Alpes, où se situe le parc national de la Vanoise, et la région de la mer Méditerranée, où l'on retrouve le parc national de Port-Cros. Par la suite, cinq parcs ont été créés : le parc national des Cévennes, le parc national des Écrins, le parc national des Pyrénées-Occidentales, le parc national du Mercantour et le parc national de la Guadeloupe.

Le parc national de la Vanoise, créé en 1963, est situé dans le département de la Savoie. D'une superficie de 1980 km², ce parc est composé de paysages de hautes montagnes, de hautes vallées glaciaires, de rochers et de glaciers. La flore est caractéristique du milieu alpin. La faune est particulière et elle comprend des espèces tels le bouquetin des Alpes, le chamois et l'aigle royal. Une des raisons principales pour l'établissement de ce premier parc est l'éventuelle disparition du bouquetin des Alpes et l'expansion

des stations touristiques pouvant menacer de façon considérable les Alpes françaises. La création du parc a permis de contrôler la propagation des stations de sports d'hiver, mais également de les valoriser.

L'établissement du parc national de Port-Cros en 1963 est lié au souhait d'un propriétaire foncier qui était de donner des terres au gouvernement pour en faire un lieu de protection du milieu naturel seulement. Situé dans le département du Var, il se compose des îles de Port-Cros, de Bagaud, les îlots de la Rascas et de la Gabinière et d'une partie marine entourant les îles. D'une superficie de $7,5 \text{ km}^2$ plus une zone marine de 18 km, de relief peu élevé, le parc possède une faune et une flore terrestres et marines exceptionnellement diversifiées. Les menaces présentes au parc sont surtout liées au dépassement de la capacité de support du territoire de l'île et au risque d'incendie.

Situé en montagne près de la frontière espagnole, le parc national des Pyrénées-Occidentales, créé en 1976 est localisé dans le département des Hautes-Pyrénées. Ce parc s'étend sur 2520 km^2 de territoire montagneux possédant une flore riche en variété d'espèces. La présence de la région est caractérisée par la présence de l'ours. La protection de cet animal est la raison même de la création du parc.

Le parc national des Cévennes est situé dans les départements de la Lozère, du Gard et de l'Ardèche. Créé en 1970, il est le quatrième parc à être créé en France. Il possède plusieurs particularités dont une zone centrale habitée de façon permanente et une richesse du patrimoine naturel, culturel, archéologique et historique. Sa superficie totale est de 3284 km^2 sur un site montagneux dont l'altitude varie entre 378 et 1699 mètres.

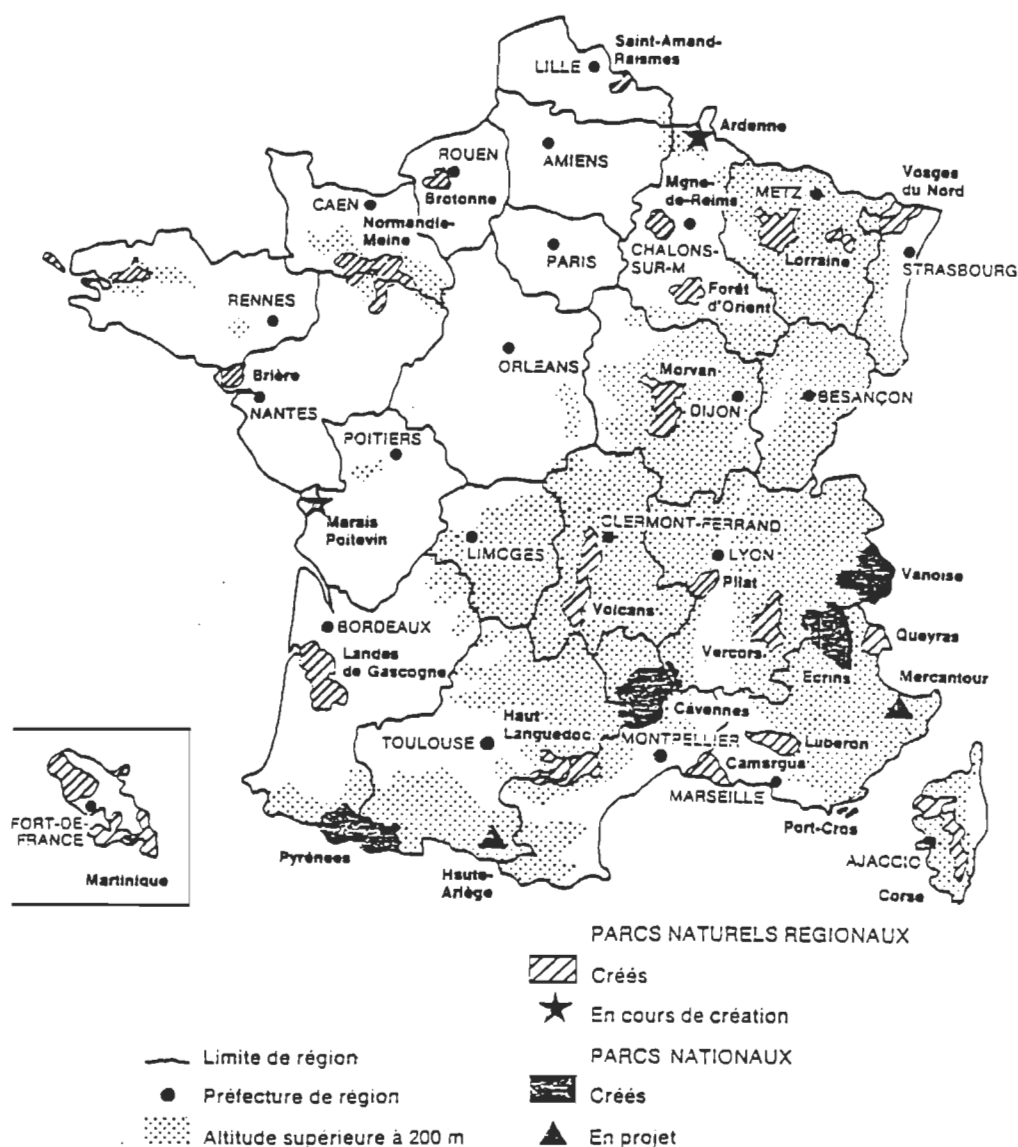
Second parc créé dans les Alpes françaises, le parc national des Écrins, créé en 1973, est le plus grand des parcs français, avec sa zone centrale de 920 km², pour une superficie totale de 2091 km². Il possède une grande diversité de regroupements végétaux et d'espèces animales. Plusieurs espèces végétales recherchées par leur beauté étaient menacées avant son établissement.

Le parc national du Mercantour, créé en 1979, est situé dans les départements des Alpes-Maritimes et des Alpes-de-Haute-Provence. Ce parc possède une histoire de possession et de protection des terres assez complexe. L'Italie et la France ont pris possession en alternance d'une partie du territoire actuel du parc. La richesse de la faune entomologique, de la flore et des paysages montagneux en ont fait un lieu convoité par différents groupes d'activités de loisir (ski alpin et chasse). La particularité de ce parc est la présence de gravures rupestres datant de l'âge de Bronze. Sa superficie totalise 2039 km² où l'on retrouve des espèces animales tels le chamois, le mouflon, la marmotte, le tétra-lyre et le grand duc. La flore se compose d'une grande variété de fleurs provençales.

Le dernier parc national créé sous la juridiction française est le parc national de la Guadeloupe en 1989. Situé dans les Antilles, il couvre une superficie de 175 km². La flore est caractérisée par la forêt tropicale. Une réserve naturelle marine lui est adjacente. Le volcan de la Soufrière fait partie intégrante du parc. La carte 3 présente le réseau des parcs nationaux français du continent européen.

Carte 3

Le réseau de parcs nationaux français du continent européen



Source :

Gouvernement de la France, ministère de l'Environnement et du Cadre de vie (1979). Quinze ans de parcs nationaux français, Paris.

Il est possible de remarquer, lors de l'analyse de la carte 3, que la majorité des parcs nationaux se situent dans la partie sud du territoire français. Ceci en raison que ces territoires sont situés en zone éloignée de grands pôles urbains. La création de parcs dans la partie plus au nord du pays permettrait de protéger des sites différents de ceux déjà protégés. La présence d'un réseau établi selon les différentes richesses naturelles et les éléments exceptionnels du pays permettrait de s'assurer d'une répartition complète sur le territoire.

1.3.4 Les tendances et les éléments de prospectives

En France, mais aussi à l'échelle européenne, les défis des aires protégées sont de taille. Selon IUCN (1994), les défis sont reliés au soutien public, « mobilizing public and political support for parks and protected areas is crucial ». (p.131) Des interventions sont nécessaires pour conserver les ressources naturelles. Plus spécifiquement, les quatre points d'intervention sont l'éducation scolaire et universitaire, l'information adéquate et des aménagements convenables, les bases nécessaires au développement d'un soutien général et le développement du soutien aux populations locales. Ces points sont au coeur du plan d'intervention Parks for Life, élaboré lors du 4^e Congrès mondial des parcs en 1992. Pour mettre en application ce plan, des champs d'intervention ont été identifiés : l'intégration, la couverture, la gestion et le soutien.

L'intégration fait référence à l'insertion des aires protégées dans la planification régionale tout en respectant le cadre environnemental des autres politiques régionales (tourisme, sylviculture, agriculture). Un réseau interconnecté des aires protégées ainsi qu'une représentativité de toutes les régions naturelles (terrestres et marines) favorisent

la protection des milieux naturels. Des lois efficaces, des plans de gestion et d'aménagement pour chaque aire protégée, des plans de zonage et un statut professionnel du personnel des aires protégées sont les bases du champ d'intervention de la gestion. Au niveau du soutien, le plan sous-entend l'apport d'organismes extérieurs à la gestion des milieux de protection ainsi que du public et de la coopération internationale.

L'évolution des approches environnementales d'envergure mondiale par les organismes internationaux favorise un avenir prometteur pour les ressources naturelles. Dans cette perspective, on remarque le dynamisme existant tant dans la société québécoise que dans la société française en matière de gestion des aires protégées.

Plus spécifiquement, la France s'est doté depuis janvier 1991, d'un concept d'unification des parcs. La diversité des parcs réunies ensemble regénère une force permettant des actions favorables en matière de protection des ressources naturelles. Parmi les actions, on retrouve l'adoption de l'image commune permettant une identification claire et précise des parcs nationaux français. De plus, la volonté de créer un réseau favorisant plusieurs actions homogènes en matière de gestion permettra de mettre davantage en valeur les éléments exceptionnels du pays.

1.4 Analyse comparative des concepts de bases

Cette partie du chapitre s'oriente vers l'analyse comparative avec l'identification des similitudes et des différences. La mission, les objectifs, le réseau, le parc et l'organisation administrative sont les points de cette analyse.

1.4.1 La mission et les objectifs

Pour orienter leurs actions en matière de développement des parcs (par exemple aménagement des bâtiments, offre d'activités de loisir de plein air, protection du milieu naturel), les dirigeants des ministères concernés ont élaboré une mission et des objectifs précis. À l'aide de la figure 6, une comparaison permet de voir s'il existe une réciprocité de la mission et des objectifs de chacun des systèmes de parcs.

Figure 6

La comparaison de la mission et des objectifs des parcs

	Parcs québécois	Parcs nationaux français
Missions	1. Protéger le milieu naturel.	1. Protéger le territoire contre les effets de la dégradation.
	2. Répondre aux besoins de plein air de la population.	2. Permettre aux visiteurs de s'épanouir au contact de la nature.
		3. Permettre aux scientifiques de mieux connaître les phénomènes écologiques.
Objectifs	1. Assurer la préservation et la mise en valeur d'éléments exceptionnels du patrimoine québécois.	1. Protéger et gérer le patrimoine naturel et culturel d'une région.
	2. Répondre aux besoins en plein air.	2. Assurer l'accueil, l'encadrement, la surveillance et l'information au public.
	3. Associer les Québécois au développement et à la mise en valeur des parcs.	3. Contribuer au développement de la zone entourant l'espace protégé.
		4. Contribuer de façon importante aux travaux et aux connaissances scientifiques.

Sources :

Gouvernement du Québec, ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, (1982). Les parcs québécois.

1. La politique, Québec, p.19-23-24-25.

Parc national des Cévennes (1990), Réflexion prospective sur l'action du parc national des Cévennes, Florac, p.11.

Dramangeat, P. (1991). Parcs et réserves de France, Paris, Éditions Arthaud, p.6.

Les deux systèmes de parcs possèdent la même vocation : celle de protéger le milieu naturel tout en répondant aux besoins en plein air de la population. Par cette figure, il est possible de faire le parallèle entre plusieurs articles de la mission et des objectifs. Les éléments communs sont la protection du milieu naturel, l'offre de services à la clientèle, la protection du patrimoine et l'implication des collectivités locales. Cette réciprocité donne une base à la comparaison car les deux parcs ont en commun des points essentiels précis. Par contre, il existe une distinction claire entre la mission et les objectifs de chaque système de parcs. Il s'agit du volet scientifique.

L'originalité de la mission française est d'impliquer le milieu scientifique à la cause des parcs nationaux, sans toutefois délaisser la fonction de gestion de l'établissement public. Selon le document Réflexion prospective (1990), les scientifiques peuvent « y retrouver un espace protégé, avec un centre de documentation ». (p.26) Un comité scientifique relevant du parc national est le lien entre l'organisme gestionnaire et le monde scientifique permettant ainsi de bénéficier l'un de l'autre. Selon le même document :

« il serait logiquement du rôle du Comité scientifique d'établir l'interface entre un organisme gestionnaire et le milieu de la recherche scientifique fondamentale ou appliquée. Cette liaison permettrait de mieux assurer les échanges d'information, de mettre en relation gestionnaires et chercheurs, et de donner à chacun une assise beaucoup plus forte dans son domaine de travail ou ses conclusions. Ainsi serait établie une véritable synergie entre la communauté scientifique et le parc national des Cévennes. » (p.27)

Le comité scientifique est une différence majeure dans la structure des parcs grâce à sa formalisation. La vocation de ce comité est clairement énoncée dans la mission des

parcs nationaux français. Bien structuré par sa composition et sa mission, le comité possède une bonne crédibilité. Au Québec, la présence de recherche scientifique est présente, mais de façon moins formelle face à la direction du parc. Elle se fait par l'entremise de chercheurs universitaires. Les dirigeants des parcs québécois pourraient s'inspirer de l'expérience française pour bénéficier de l'expertise des parcs nationaux français en matière d'alliance entre la gestion d'un territoire et l'implication du milieu scientifique.

1.4.2 La notion de réseau et de parc

La création des parcs au Québec a commencé par l'établissement du parc de La Montagne Tremblante en 1895. Au cours des années, des réajustements ont dû être apportés pour bien structurer la mosaïque des parcs québécois. On retrouve entre autres choses la modification du cadre législatif de création des parcs afin de renforcer juridiquement les objectifs de protection des territoires désignés. Dès lors, la création des parcs au Québec s'est faite selon la Loi sur les parcs de 1977. Cette loi précise les modalités de création d'un parc en plus de décrire les différentes dispositions.

Au Québec, plusieurs régions naturelles sont encore vierges, le territoire étant vaste et peu propice à l'établissement de l'homme. Ces caractéristiques du territoire québécois permettent l'établissement des parcs provinciaux de façon plus fidèle au concept de parc national du courant américain qu'en France. Par l'adoption de la loi sur les parcs, le gouvernement québécois peut créer une mosaïque de parcs permettant de répondre aux besoins de la population et de conserver intactes les ressources patrimoniales naturelles et culturelles. Cette mosaïque, communément appelée réseau, est essentielle

à la pérennité des ressources. Le réseau formé dès le début de l'essor de création des parcs est bien établi sur des bases solides. Selon Bourdages, Bouchard et Trépanier (1984), « l'État dispose du cadre légal autorisant la mise sur pied d'un réseau de parcs sur l'ensemble du territoire québécois ». (p.55) Ce réseau, bien défini par une vocation et des objectifs spécifiques pour des parcs de récréation ou de conservation, est basé sur trois notions : sur l'exclusivité, sur une classification simple et logique et sur des critères d'établissement.

Le mode d'établissement est autre en France. La densité de la population fait en sorte qu'un réajustement du concept de parc national, utilisé par les pays initiateurs de parcs nationaux, devait être fait. Selon le gouvernement de la France (1960) :

« Or, une notion de « Parc national », absolument originale, s'est peu à peu dégagée en France où par ailleurs, il n'est plus possible de trouver une seule étendue importante vierge de toute intervention, même suffisamment ancienne, de l'homme et qui puisse être constituée en parc national classique tel que les pays neufs ont pu en réaliser. » (p.3)

De cet énoncé découle la loi relative à la création des parcs nationaux. Celle-ci s'appuie sur un concept de parc bien spécifique : une cellule mère et une ceinture de protection habitée où une réglementation est en vigueur. Les termes de cette réglementation varient d'une zone à l'autre. La loi créant les parcs nationaux français pose des principes qui sont appliqués par un décret de création pour chaque parc. Chaque cas est particulier à cause de la variation de la densité humaine. La figure 7 intitulée « La loi et le décret des parcs nationaux français » démontre clairement les fonctions de chacun. La loi relative à la création des parcs définit des propos généraux et les décrets sont spécifiques à chaque parc.

Figure 7

La loi et le décret des parcs nationaux français

Loi	Décret
Elle pose le principe que des règles spéciales, plus ou moins strictes du droit de jouissance des propriétaires, pourront être édictées pour les territoires classés en parc national.	Il applique les règles spéciales de la loi. Il précise la réglementation.
Elle règle la procédure suivant laquelle interviendront les décrets de création des parcs nationaux.	Il fait le classement des communes et des parties de communes intéressées à être dans le parc national.
Elle prévoit que la nature juridique et la forme de l'organisme chargé d'administrer et de gérer le parc national seront déterminées par le décret.	Il détermine la nature juridique et la forme de l'organisme chargé d'administrer et de gérer le parc national.
Elle prévoit que l'organisme peut avoir la forme d'un établissement public et que certaines contributions des collectivités locales pourront lui être transférées.	

Source :
Gouvernement de la France, ministère de l'Environnement (1960). Loi No 60-708 du 22 juillet 1960 relative à la création des parcs nationaux, Paris.

En France, la densité humaine nécessite un réajustement du concept de parc national. Les dirigeants français ont su créer un concept de parc adaptable au milieu choisi. La difficulté à homogénéiser les éléments de chaque parc est un obstacle à l'établissement du réseau. Selon le gouvernement de la France (1990) (Atelier de Création Graphique Grapus) :

« Trente ans après la promulgation de la loi sur les parcs nationaux, le ministère de l'Environnement et les sept établissements publics chargés des parcs nationaux ont décidé de renforcer ce qui fait leur vie commune dans leur diversité. » (p.31)

Plusieurs actions sont prévues dans l'établissement du réseau dont l'adoption d'une homogénéité dans l'identification visuelle des parcs et l'uniformité dans l'habillement des gardes-chasse. Une philosophie précise concernant cette dernière action permettra de construire un réseau et la venue de nouveaux parcs nationaux.

« La nouvelle identité graphique élaborée par l'Atelier de Création Graphique Grapus, opérationnelle à compter du 1er janvier 1991, sera l'expression de la richesse de leur territoire et du sérieux de leur organisation. La qualité de sa mise en oeuvre est donc une ardente obligation pour tout le personnel. » (idem, p.31)

En résumé, la création d'un parc se fait différemment d'une société à l'autre. Ceci en raison de la différence de la densité humaine du territoire et de l'historique du milieu. L'établissement d'un réseau au Québec permet de consolider les efforts de chaque parc, de conserver un échantillon des régions naturelles et de protéger le milieu naturel. En France, les efforts entrepris pour la mise en place d'un réseau favorisent l'uniformité des actions de protection du milieu naturel.

1.4.3 L'organisation administrative

L'organisation administrative de chaque parc diffère de façon considérable l'une de l'autre. La comparaison des deux organisations administratives présentées est difficile à faire, car il n'existe pas d'équivalent en ce qui concerne les systèmes politiques. Mis à part le fait que chaque entité possède un ministère responsable des parcs et un directeur du parc, les subdivisions hiérarchiques sont différentes et chacune d'elles possède des tâches bien spécifiques. Au Québec, la structure décisionnelle est davantage centralisée à un endroit précis, c'est-à-dire au ministère responsable des parcs, où l'on retrouve une majorité de potentiel humain intervenant dans divers domaines, par exemple : gestion, environnement, aménagement. Tandis qu'à la direction du parc, quelques employés gèrent les activités de ce dernier. En France, il en est autrement. Au ministère français responsable des parcs, un certain nombre de personnes y travaillent. Par contre, la majorité des spécialistes sont sur le terrain. Donc, il s'agit davantage d'un phénomène de décentralisation où l'on retrouve une majorité d'employés d'interventions diverses sous la tutelle de la direction du parc. L'originalité d'un conseil d'administration au sein des parcs nationaux français en fait sa distinction. Sa composition sera sujet d'analyse au chapitre suivant.

1.5 Résumé et analyse

La création des parcs nationaux forme une réalité internationale. Les sociétés québécoise et française ont poursuivi cet élan de création sur leur territoire. Chacune d'elle a établi des parcs selon des caractéristiques spécifiques. Elles se sont données des critères, des paramètres selon l'aspect socioculturel respectif.

Au Québec, les démarches pour l'établissement des parcs ont eu lieu dès 1895. Différentes lois ont été créées, la loi-cadre de 1977 ainsi que la politique de 1982 des parcs forment le cadre de référence de la création des parcs. Ceux-ci possèdent une vocation de conservation ou de récréation selon le statut attribué. Une réglementation applicable sur la zone protégée restreint les activités scientifiques et de loisir de plein air. Un réseau bien établi permet une planification des prochains parcs et une réponse à l'objectif de représentativité des différentes régions naturelles du Québec.

En France, la création des parcs nationaux a débuté en 1960 par la proclamation de la loi du 22 juillet qui définit leurs conditions de création. Situation semblable au Québec, plusieurs lois relatives à la protection du milieu naturel ont précédé cette loi. Une constatation est faite en ce qui concerne l'émergence récente d'un réseau organisé. La composition territoriale des parcs français en fait son originalité. La délimitation d'une zone de protection ceinturée d'une zone périphérique habitée forme le parc national. De plus, une partie de la zone protégée est habitée. Une réglementation applicable en zone centrale et sur un milieu de vie amène des interactions entre les dirigeants du parc et les collectivités locales.

La gestion de la zone périphérique d'un parc provincial ou national est un défi pour les gouvernements provincial et fédéral, les dirigeants municipaux et communaux et pour les gestionnaires des parcs, car ils doivent considérer plusieurs éléments souvent incompatibles entre eux. L'implication des différents partenaires permet d'apporter une certaine expertise et de nouvelles ressources humaines, financières et techniques. Par sa problématique, cette recherche s'inscrit dans les préoccupations et les actions des différents intervenants de la gestion et de la mise en valeur de la zone périphérique d'un parc. De plus, elle tente d'expliquer ces différents modes de gestion.

Ces énoncés permettent de constater la pertinence sociale du sujet de recherche qui tente de comparer les pratiques de gestion du Québec et de la France. L'apprentissage des différentes notions de recherche et de la situation qui prévaut dans les parcs au Québec et en France, et plus particulièrement au parc du Saguenay et au parc national des Cévennes, sont les éléments qui composent la pertinence académique de la recherche.

Donc, un état de la situation de chacun des parcs à l'étude permettra d'identifier clairement les différents éléments qui les composent et de connaître la dynamique entourant le jumelage des deux parcs. Enfin, une analyse des facteurs et des moyens utilisés pour mettre en valeur la zone périphérique d'un parc par les collectivités locales permettront de saisir les différences et les ressemblances.

CHAPITRE II

L'ÉTAT DE LA SITUATION AU PARC DU SAGUENAY

Le parc du Saguenay est parmi les derniers parcs créés dans le réseau provincial. Selon la politique des parcs québécois, le parc du Saguenay, classé dans la catégorie des parcs de conservation, a pour objectif prioritaire d'assurer la protection permanente d'un territoire représentatif d'une région naturelle du Québec tout en le rendant accessible au public pour des fins d'éducation et de récréation. De plus, la création du parc du Saguenay vise à maximiser l'impact généré par l'aménagement du parc sur la région du Bas-Saguenay.

2.1 La situation générale du parc du Saguenay

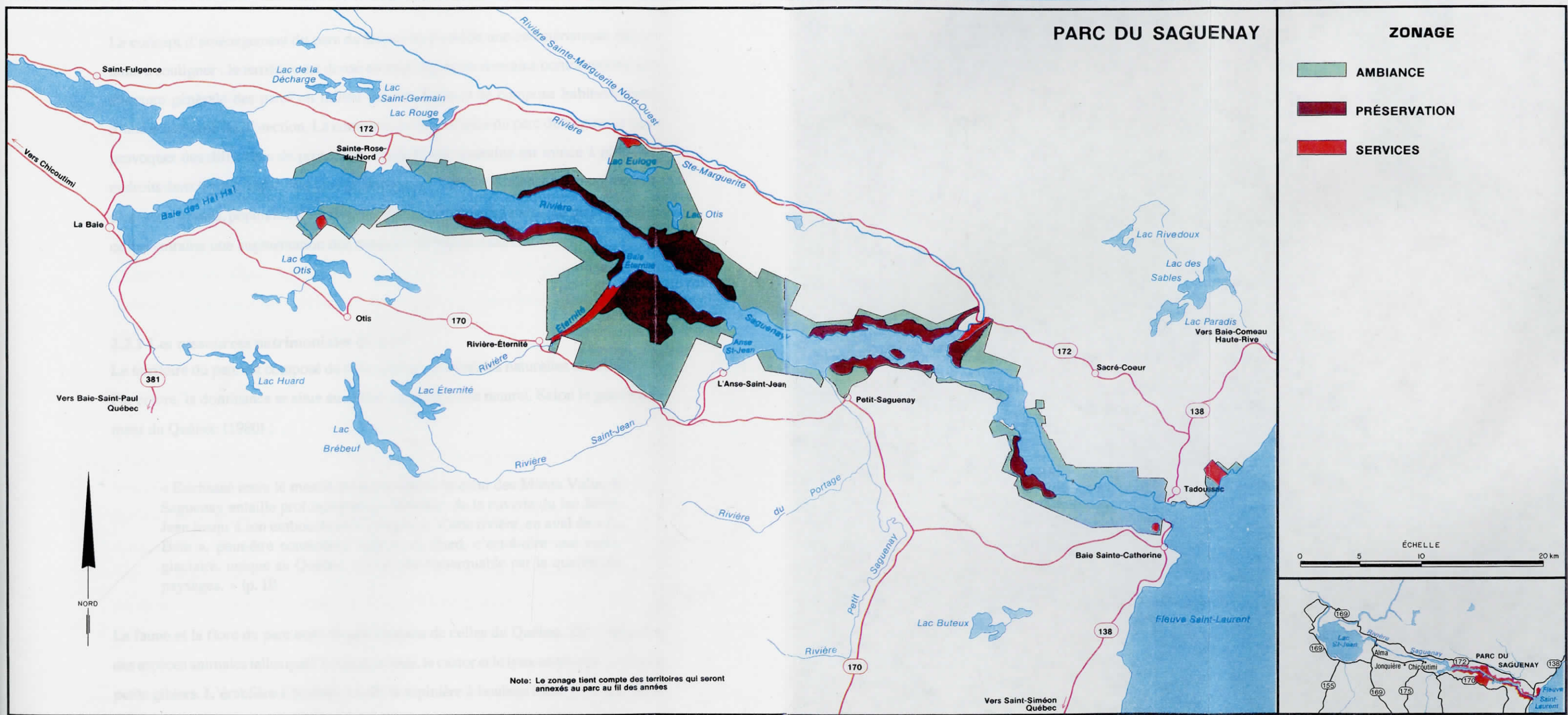
Le parc du Saguenay, créé en 1983, est situé dans la région du Bas-Saguenay. Cette région possède une richesse en matière de ressources patrimoniales naturelles et sa partie sud, au confluent du fleuve St-Laurent et de la rivière Saguenay, est un point de rencontre des mammifères marins durant la saison estivale. Ce milieu marin est une des bases de l'industrie touristique dans la région. Selon la revue Échologique :

« Originellement cassure de la croûte terrestre, le Saguenay est le produit d'un ouvrage titanesque. Le glacier rabotant, grugeant, soulevant, polissant, a façonné ce paysage. Il venait de nous laisser un fjord en héritage. Traditionnelle voie conduisant aux vastes régions du nord québécois, le Saguenay évoque rudesse et noblesse, une nature dont la sévérité n'a d'égal que la beauté sauvage. » (vol.2, no 1 p.6)

Pour mettre en valeur le potentiel en matière de ressources patrimoniales, les dirigeants des parcs québécois ont produit des documents de planification. Ces documents sont nécessaires au développement harmonieux du parc. Un schéma d'aménagement provisoire et un plan directeur provisoire décentralisé selon les unités géographiques et les unités de gestion ont été réalisés depuis plus de dix ans. Selon une entrevue avec des personnes du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP), le parc du Saguenay a été visité par près de 100 000 personnes au cours de l'année 1992.

2.2 La zone protégée du parc

Selon la classification des régions naturelles du Québec, le parc du Saguenay a été créé pour être représentatif de la région naturelle du fjord du Saguenay. Cette région comprend un élément naturel exceptionnel : la présence d'un fjord navigable sous une latitude méridionale. Selon la validation des données faite par le personnel du parc, la superficie du parc du Saguenay est de 301 km². Le territoire possède la forme d'une bordure riveraine de 100 km de chaque côté de la rivière Saguenay. Les limites du parc sont, sur la rive gauche, la municipalité de Sainte-Rose-du-Nord et sur la rive droite, quelques kilomètres à l'ouest de Ville de La Baie. Les limites ouest du parc se situent à l'embouchure de la rivière Saguenay, au confluent de l'estuaire du fleuve Saint-Laurent, plus précisément la ville de Tadoussac sur la rive gauche et la ville de Baie-Sainte-Catherine sur la rive droite. Il est à noter que la délimitation du territoire du parc du Saguenay se fait par l'entremise du ministère responsable des parcs. Les terrains choisis sont des terres publiques appartenant au gouvernement. La carte 4 présente le territoire du parc du Saguenay.



Source :
Gouvernement du Québec, Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (1983). Le parc du Saguenay, la nature devenue fjord, Québec, p.24.

Le concept d'aménagement du parc du Saguenay possède une caractéristique importante à souligner : le territoire est divisé en neuf segments riverains contrairement à la structure générale des parcs en milieu naturel. Celle-ci se compose habituellement d'une seule unité de protection. La composition du territoire du parc du Saguenay peut provoquer des difficultés de protection, car la bande riveraine est mince à plusieurs endroits dans le parc. Donc, une plus grande partie du parc est touchée par des éléments extérieurs (routes, populations locales, développement urbain) au milieu de protection, ce qui entraîne une augmentation des menaces au milieu naturel.

2.2.1 Les ressources patrimoniales du parc

Le territoire du parc est composé de ressources patrimoniales naturelles et culturelles. Par contre, la dominance se situe au niveau du patrimoine naturel. Selon le gouvernement du Québec (1980) :

« Enchassé entre le massif des Laurentides et celui des Monts Valin, le Saguenay entaille profondément le bouclier, de la cuvette du lac Saint-Jean jusqu'à son embouchure à Tadoussac. Cette rivière, en aval de « La Baie », peut-être considérée comme un fjord, c'est-à-dire une vallée glaciaire, unique au Québec, est surtout remarquable par la qualité des paysages. » (p. II)

La faune et la flore du parc sont caractéristiques de celles du Québec. On y retrouve des espèces animales telles que l'orignal, le loup, le castor et le lynx en plus de quelques petits gibiers. L'érablière à bouleau jaune, la sapinière à bouleau blanc et la sapinière à bouleau jaune sont les types de forêts qui composent majoritairement le parc. Le relief est caractérisé par des caps et des parois de plus de 300 mètres, des vallées et

des plateaux. Plusieurs lacs, surtout dans le secteur de Rivière-Éternité ainsi que de l'autre côté de la rivière Saguenay face à la Baie Éternité, et un réseau important de rivières sillonnent le paysage.

Le parc comprend également des ressources patrimoniales culturelles qui font foi de l'histoire et du passé de cette région qui a célébré 150 ans de découverte en 1988. Il s'agit de la statue Notre-Dame-du-Saguenay à Rivière-Éternité, des vestiges du moulin Price dans le secteur de la baie Sainte-Marguerite, de la Maison Chauvin et de la Vieille Chapelle à Tadoussac. Grâce à ce potentiel patrimonial, des activités de loisir à caractère historique et de plein air (le camping, la randonnée pédestre et à raquette et le ski hors-piste) peuvent être pratiquées.

2.2.2 La mise en valeur de la zone protégée

La mise en valeur de la zone protégée se fait selon une catégorisation du territoire du parc. Différentes zones ont été identifiées et il existe une échelle d'utilisation du territoire pour les parcs de récréation et une pour les parcs de conservation. Cette catégorisation, appelée zonage, permet l'utilisation rationnelle des sites naturels du parc. Il existe quatre zones pour les parcs de conservation (services, ambiance, préservation, préservation extrême). Par contre les dirigeants du parc du Saguenay en ont identifié trois pour leurs besoins.

La zone de services a pour objectif d'offrir des services d'accueil et d'autres services complémentaires. Elle abrite donc les centres d'accueil aux différentes entrées du parc (Rivière-Éternité, Tadoussac, Baie-Sainte-Catherine, Baie-Sainte-Marguerite et

Anse-à-la-Croix). On y retrouve également des campings et des bâtiments administratifs. La zone appelée ambiance naturelle a pour objectif la découverte et l'exploration du milieu ambiant. Au parc du Saguenay, elle est la plus vaste et elle est vouée à la découverte et à l'aménagement de sentiers et de sites de camping rustique. La zone de préservation renferme des éléments représentatifs du milieu naturel et son objectif général est la préservation du territoire avec autorisation d'aménagement de sentiers et de sites de camping d'intégration. Elle permet la pratique d'activités pour l'observation et l'appréciation du milieu naturel. Au parc, il s'agit de lieux accessibles par sentiers seulement : le cap Éternité, le cap Trinité, l'anse aux Petites-Iles et la baie Sainte-Marguerite. Cette zone permet également de protéger les berges du fjord du Saguenay.

La mise en valeur du parc se fait donc selon ce système de zonage permettant l'offre d'activités et de services aux visiteurs dans le respect de la capacité de charge du territoire. Les différentes installations retrouvées au parc sont des refuges, des terrains de camping, une station piscicole, des débarcadères, des stationnements, des sentiers et des centres d'interprétation. Ces installations permettent l'offre d'activités telles que le camping, le pique-nique, l'interprétation de la nature, la pêche blanche, les randonnées pédestres, le ski hors-piste et les randonnées en raquette.

2.2.3 La structure administrative

Le ministère responsable des parcs, depuis janvier 1994, est le ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF). Il possède son bureau central à Québec et la division du Saguenay-Lac-St-Jean est située à Jonquière. La direction du parc relève de la

division régionale. Les bureaux du parc sont situés à Ville de La Baie, municipalité située dans la zone périphérique. Ce type d'organisation hiérarchisée amène une grande variété de spécialistes oeuvrant dans différents domaines de la gestion des parcs. Comme décrit dans la Loi sur les parcs, selon le gouvernement du Québec (1982), présentée dans le document Les parcs québécois, 2. La politique, « le ministre a le contrôle et l'administration de tout le territoire compris à l'intérieur d'un parc ». (p.66) Les décisions prises en région sont relatives à l'opération du parc et à l'aménagement.

2.3 La zone périphérique

Lorsqu'une description du parc du Saguenay est faite, une association d'idées doit automatiquement avoir lieu avec la zone périphérique qui l'entoure. Exemple unique au Québec, ce concept doit être analysé. Tel que décrit par le gouvernement du Québec (1993) :

« Le développement du parc du Saguenay et de sa zone périphérique constitue un exemple unique au Québec où conservation et économie touristique se sont alliées en un duo remarquable. » (p.2)

La zone périphérique d'un parc est un territoire délimité pour permettre la mise en valeur des ressources adjacentes au parc, mais également pour aider au maintien de la vie économique dans la région. De plus, elle permet de favoriser les relations entre le gouvernement et les collectivités locales pour faire la promotion touristique d'un milieu de vie.

2.3.1 La situation générale

La zone périphérique est un territoire qui ceinture celui du parc du Saguenay. D'une population de près de 32 000 personnes en 1981, celle-ci n'a pas beaucoup augmenté depuis ce temps à cause du phénomène de déstructuration des milieux ruraux qui affecte les régions éloignées des centres urbains depuis le début des années 1960. La situation économique du Bas-Saguenay est précaire et la situation agroforestière est difficile. Malgré un faible niveau de services, les collectivités locales possèdent une autonomie relative. Selon le gouvernement du Québec (1984) :

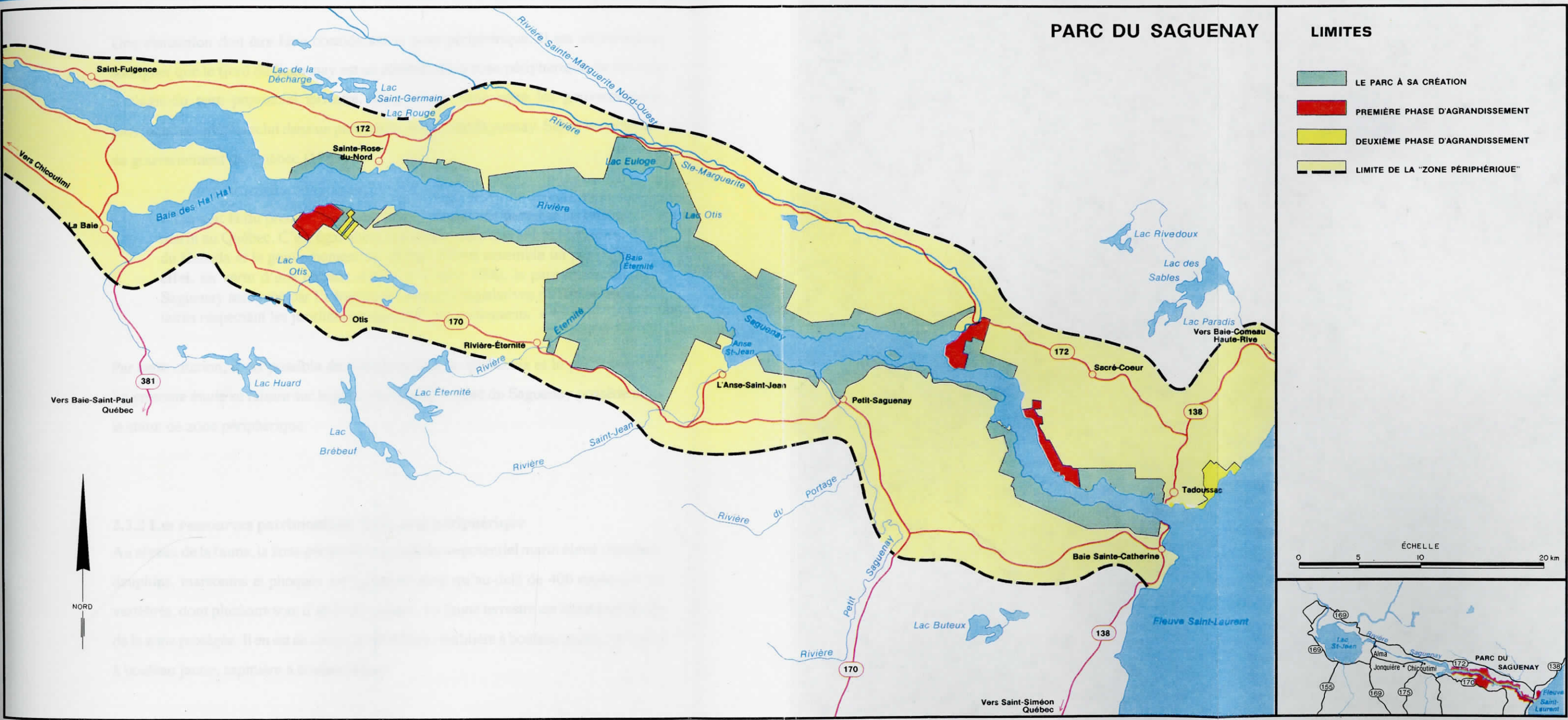
« [...] on constate une relative autonomie du secteur par rapport à certains services de base qui s'explique également par l'isolement ; par exemple, des centres comme l'Anse-Saint-Jean, Petit-Saguenay et Sacré-Coeur comptent un nombre exceptionnellement élevé de services pour des communautés de cette taille. » (p.11)

Selon le gouvernement du Québec (1984) dans le document présentant le plan d'actions concerté de la zone périphérique, la délimitation du territoire se fait de cette façon :

« [...] sur la rive nord du fjord du Saguenay, une zone qui s'étend de l'ouest à l'est entre Saint-Fulgence et Tadoussac inclusivement et du nord au sud entre la rive du fjord et une ligne imaginaire située à environ deux kilomètres au nord de la route 172 [...] sur la rive sud, ce même territoire comprend la zone qui s'étend de l'ouest à l'est entre Saint-Félix-d'Otis et Baie Sainte-Catherine inclusivement, et du nord au sud entre la rive du Saguenay et une ligne imaginaire située à environ deux kilomètres de la route 170, entre Saint-Félix-d'Otis et Petit-Saguenay et le prolongement de cette même ligne imaginaire en direction est jusqu'à Baie-Sainte-Catherine. Est également incluse dans la zone périphérique, une bande d'environ deux kilomètres de part et d'autre de la route 381 de Ville de La Baie jusqu'à l'extrémité sud du Petit lac Ha! Ha! » (p.1)

Cette zone d'une superficie de 1000 km² est composée de onze municipalités : Ferland-Boileau, Ville de La Baie, Saint-Félix-d'Otis, Rivière-Éternité, l'Anse-Saint-Jean, Petit-Saguenay, Baie-Sainte-Catherine, Tadoussac, Sacré-Coeur, Sainte-Rose-du-Nord et Saint-Fulgence. De plus, cette zone touche trois régions administratives : Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord et Québec, et trois municipalités régionales de comté : Fjord du Saguenay, Haute Côte-Nord et Charlevoix-Est.

La carte 5 présente la délimitation de la zone périphérique par rapport au parc du Saguenay.



Une distinction doit être faite considérant la zone périphérique. Il est important de souligner que le fjord du Saguenay est un élément de la zone périphérique du parc car il s'agit du parc provincial terrestre. Une entente faite entre les gouvernements provincial et fédéral inclut dans un parc marin le fjord du Saguenay. Selon le document du gouvernement du Québec (1993) :

« Il s'agit là du premier parc dont la vocation est de protéger un milieu marin au Québec. C'est également la première fois que le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec créent ensemble un parc. En effet, en vertu d'une entente signée le 6 avril 1990, le parc marin du Saguenay sera créé par l'adoption de mesures législatives ou réglementaires respectant les juridictions des deux gouvernements. » (p.40)

Par cette citation, il est possible de distinguer le parc québécois et le parc canadien. La présente étude se faisant sur le parc provincial, le fjord du Saguenay possède alors le statut de zone périphérique.

2.3.2 Les ressources patrimoniales de la zone périphérique

Au niveau de la faune, la zone périphérique possède un potentiel marin élevé : baleines, dauphins, marsouins et phoques sont présents ainsi qu'au-delà de 400 espèces d'invertébrés, dont plusieurs sont d'affinité arctique. La faune terrestre est identique à celle de la zone protégée. Il en est de même pour la flore : érablière à bouleau jaune, sapinière à bouleau jaune, sapinière à bouleau blanc.

Le relief, très montagneux et vallonné, est formé de plateaux élevés jusqu'à 600 mètres d'altitude. Vers l'ouest, la topographie s'adoucit à mesure que l'on rejoint les basses

terres du Haut-Saguenay. Vers l'est les collines du Bas-Saguenay réduisent l'élévation avant d'atteindre le fleuve Saint-Laurent, mais sans vraiment diminuer l'impression de rudesse du paysage. Au niveau de l'hydrographie, le fjord est l'élément dominant mais plusieurs lacs et rivières à potentiel récréatif ne sont pas à négliger.

En ce qui concerne les ressources patrimoniales culturelles en zone périphérique, on retrouve un site archéologique (Baie-Ste-Catherine), plusieurs ponts couverts (Sacré-Coeur, l'Anse-St-Jean, La Baie, Ferland-Boileau), un des premiers sites habités par les colons (L'Anse-St-Jean), le Camp des Messieurs (Petit-Saguenay), le site de l'anse de St-Étienne témoignant de l'épopée de la colonisation, la pointe aux Alouettes où fut signé le traité entre Champlain et les nations montagnaises de la région en 1608, les maisons tronquées, le club de pêche de Sainte-Marguerite, les ruines de l'Écorceur à l'anse à Benjamin, l'église et le presbytère de Grande-Baie, la situation géographique de Tadoussac avec des paysages, des bâtiments, des vestiges qui donnent une grande valeur patrimoniale et touristique.

2.4 Résumé et analyse

Les caractéristiques spécifiques et la situation géographique font du parc du Saguenay un exemple concret de la mission des parcs de conservation. Original par sa délimitation, les dirigeants de ce parc poursuivent une mission de protection permanente des berges du fjord du Saguenay. La structure décisionnelle s'étale sur plusieurs niveaux et la réglementation en vigueur applicable à la zone protégée est celle du gouvernement du Québec. Des ressources patrimoniales naturelles et culturelles tant en zone protégée qu'en zone périphérique sont importantes en nombre et impressionnantes en diversité.

Des installations permettant l'offre de services de restauration, d'hébergement et de récréation sont présents et ceux-ci devront être conservés pour permettre une offre grandissante. Les perspectives d'avenir en matière de développement du parc s'orientent vers une association avec des partenaires. Selon le gouvernement du Québec (1993) :

« Le parc doit poursuivre son association avec des partenaires dans tous les domaines de sa gestion afin d'exporter et d'assurer le rayonnement de sa mission de conservation auprès de ses deux clientèles cibles : la population de la zone périphérique et la clientèle touristique. » (p.39)

Un élément important à considérer dans le cas du parc du Saguenay est l'originalité des relations entre les dirigeants du parc et les collectivités locales en périphérie du parc. L'exemple d'une collaboration entre les deux entités est souvent cité comme une réussite partenariale au Québec. Il s'agit d'une tendance prometteuse et on doit davantage s'en inspirer dans le cas des autres parcs du Québec. Ceci se doit d'être étudié, car ce genre de collaboration est utilisé plus fréquemment dans le réseau des parcs nationaux français. Le prochain chapitre présente l'état de la situation du parc national des Cévennes.

CHAPITRE III

L'ÉTAT DE LA SITUATION AU PARC NATIONAL DES CÉVENNES

Ce chapitre présente le profil du parc national des Cévennes en considérant les caractéristiques générales selon la division zone centrale et zone périphérique. Une description de la délimitation du territoire, des ressources patrimoniales, de la mission poursuivie par la direction du parc ainsi que du fonctionnement de l'établissement public sera faite. De plus, une analyse des perspectives et des tendances permettra de comprendre la dynamique de gestion de ce parc.

3.1 La situation générale du parc national des Cévennes

Le parc national des Cévennes, situé sur le massif central de la France, se caractérise par des réalités bien spécifiques, dont une zone centrale habitée et une entité culturelle forte. La présence d'une zone centrale habitée est causée par les facteurs suivant : la présence de territoire vierge, la densité humaine, l'histoire de la région et les diverses contraintes liées à la création d'un parc. Établi en 1970, ce parc, d'une superficie totale de 3284 km², possède une reconnaissance mondiale par le jumelage avec deux parcs, le parc du Saguenay depuis 1984 et le parc de Montsery en Espagne depuis 1987. De plus, l'UNESCO a décrété le parc national des Cévennes et un territoire annexe « Réserve mondiale de la Biosphère » en 1985 selon son programme *Man and Biosphere* (MAB).

Composé de lieux servant de scènes à des événements marquant l'histoire de la France, le parc national des Cévennes possède un potentiel élevé en matière de ressources patrimoniales. Le potentiel dominant des ressources culturelles lui permet d'offrir des activités à caractère éducatif. Les ressources patrimoniales naturelles sont également abondantes. Des documents de planification ont été élaborés afin d'assurer une gestion harmonieuse des ressources patrimoniales. Parmi les documents consultés mentionnons les suivants : le programme d'aménagement 1986-1990, la réflexion prospective sur l'action du parc national des Cévennes et le programme d'aménagement 1994-1999 permet de posséder une bonne connaissance du parc.

3.2 La zone centrale du parc

Comme décrit au premier chapitre, la composition d'un parc national français se caractérise par une zone centrale (zone de protection) et une zone périphérique. La zone périphérique de tous les parcs nationaux français est habitée. La particularité retrouvée au parc national des Cévennes est que la zone centrale est également habitée. C'est le seul parc en France où l'on retrouve un milieu de vie permanent en zone centrale. Les avantages du parc à posséder une zone centrale habitée sont que les visiteurs peuvent être en contact direct avec les gens du pays lors de leur expérience de plein air en zone protégée et l'implication des collectivités locales dans l'offre de services reliés à la vocation de la zone. Tant qu'aux inconvénients, on peut considérer une diminution de la protection de cette zone, la non-reconnaissance du territoire en tant que parc national selon certains organismes mondiaux de l'environnement (car le parc ne possède pas le profil de parc national selon la définition de l'UICN) et certaines

contraintes reliées à l'aménagement d'infrastructures pour la pratique d'activités de loisir de plein air.

Des communes sont présentes et celles-ci doivent vivre selon la réglementation en vigueur dans le parc. Il est important de définir ce qu'est une commune. Selon Bezençon et Van Ruymbeke (1990), une commune est :

« une personne morale distincte de ses habitants et est gérée par un conseil municipal élu [...] la compétence de la commune s'étend à toutes les affaires qu'elle estime nécessaire de traiter. » (p.23)

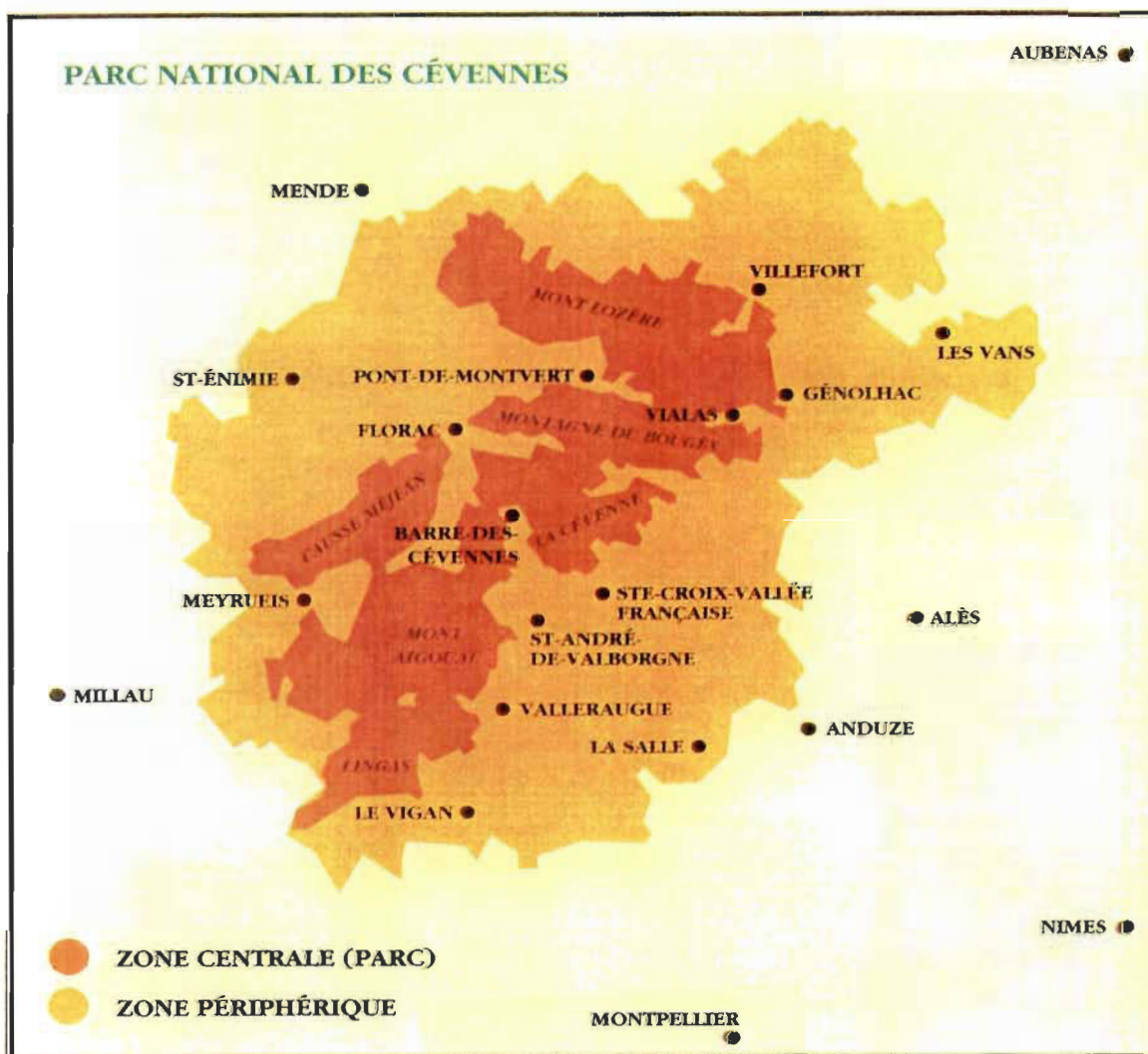
Cette définition présente l'aspect administratif d'une commune. L'aspect de l'aménagement interne doit également être précisé pour comprendre le processus de délimitation du territoire pour le parc. Une commune est composée de cinq zones : habitée, agricole, de chasse, constructive et naturelle. La zone qui est normalement choisie pour composer la zone de protection du parc est la zone naturelle. Il est à noter que des hameaux, éléments d'une commune, peuvent se retrouver dans la zone centrale. On retrouve également dans la zone centrale des réserves intégrales à but exclusivement scientifique et à protection renforcée.

Pour délimiter le territoire du parc national, l'État s'est attardé premièrement à la zone centrale. Le mont Lozère, le causse Méjean et le mont Aigoual sont les trois massifs qui intéressent particulièrement l'État pour créer la zone de protection. S'ajoute un quatrième massif qui sont les vallées cévenoles pour compléter la zone centrale. Par consultation auprès des communes concernées, l'État a délimité une zone de protection du milieu naturel où une réglementation est applicable. Par la suite, pour la zone périphérique, l'État s'intéresse à la totalité de la région naturelle des Cévennes. Celle-ci

possède un potentiel géographique et culturel élevé ainsi qu'une forte concentration de patrimoine culturel et naturel. La délimitation de la zone périphérique a également été soumise à un processus de consultation auprès des communes.

Selon le décret de création du parc national des Cévennes, la zone centrale, d'une superficie de 914 km^2 , s'étend sur une partie des communes des départements du Gard et de la Lozère tandis que la zone périphérique (2370 km^2) comprend les parties des communes non classées dans la zone centrale des départements du Gard et de la Lozère ainsi que des communes du département de l'Ardèche. La carte 6 présente la délimitation du parc national des Cévennes (zone centrale et zone périphérique) tandis que la figure 8 présente la liste des communes de chacune des divisions du zonage.

Carte 6



Source :
Gouvernement du Québec (1990). *De Saguenay en Cévennes, une invitation au voyage*, Québec, p.29.

Figure 8

**La liste des communes par département
du parc national des Cévennes**

département	zone centrale	zone périphérique
Lozère	39 communes dont Florac, Bédouès, Cocurès, Meyrueis, St-Germain-de-Calberte, Le Pompidou	22 communes dont Villefort, Ispagnac, Ste-Énimie, La Malène, St-Étienne-Vallée française, Montbrun
Gard	13 communes dont Génolhac, Valleraugue, Dourbies, Aumessas, Alzon, Mars	34 communes dont St-Jean-du-Gard, Trèves, le Vigan, Chambon, Aveze, Mialet
Ardèche	aucune	9 communes dont Laval d'Aurelle, Montselgues, Banne, Malbosc, Ste-Marguerite Lafigère, Les Vans
nombre total	52 communes	65 communes

Source : élaboration personnelle

Il est possible de remarquer la répartition des communes du parc dans les différents départements. C'est le département de la Lozère qui est le mieux représenté en zone centrale tandis que le département du Gard compose la majorité de la zone périphérique en matière de nombre de communes.

3.2.1 La mission et les objectifs poursuivis par les dirigeants du parc

Selon le parc national des Cévennes (1990), la mission générale du parc est de :

« [...] protéger un patrimoine, très particulier, riche de multiples formes de vie et d'histoire, unissant à travers les âges des hommes et un terroir. Nous devons ensuite faire ressentir aux visiteurs la force de cette union ancestrale, lui faire comprendre les menaces qui pèsent sur son avenir. Pour qu'elle puisse exister encore longtemps, nous devons la faire partager par la sensibilité et l'émotion. Ce patrimoine exceptionnel mérite d'être protégé et d'être connu, dans toutes ces composantes. Telle est l'ambition du parc national des Cévennes. » (p.13)

Selon le même document, les missions de base du parc sont de « protéger et enrichir, accueillir et faire découvrir, transférer et échanger l'expérience acquise ». (p.13) De plus, les dirigeants du parc s'engagent à orienter leurs actions pour promouvoir l'animation culturelle, le tourisme, le développement économique et de conseiller les collectivités locales dans plusieurs domaines. La promotion du tourisme est très affirmée dans la mission des parcs nationaux français. Il s'agit d'une particularité importante à considérer dans la comparaison.

Selon le parc national des Cévennes (1986), les objectifs que se sont donnés les membres du conseil d'administration sont liés :

- au développement concourant aux objectifs de protection ;
- à la protection et à l'enrichissement du milieu naturel ;
- à la protection et à la mise en valeur des paysages et du patrimoine culturel ;
- à l'incitation de la découverte du parc. (p.13)

Comme décrit ci-haut, un conseil d'administration est impliqué dans la gestion du parc national. Ce concept particulier de la gestion des parcs nationaux français doit faire l'objet d'une description pour comprendre son rôle.

3.2.2 Les ressources patrimoniales

Situé dans la région du Languedoc-Roussillon et dans les départements du Gard et de la Lozère, le territoire du parc possède des ressources patrimoniales naturelles et culturelles remarquables. Le territoire du parc présente des diversités particulières en ce qui concerne la végétation, la roche-mère, l'agriculture et l'architecture à cause des différents massifs qui le composent.

La zone centrale est visitée par plus de 600 000 visiteurs en 1992 selon M. Lécuyer. Situé en moyennes montagnes, il offre aux touristes une richesse en rapaces dont les vautours, les aigles royaux, les grands ducs, et les faucons pèlerins. La présence de cerfs, de chevreuils, de mouflons, de castors et de sangliers témoigne de la présence en grand nombre des mammifères. On trouve également des reptiles et des chauves-souris. La flore se compose de nombreux étages de végétations depuis le chêne vert jusqu'à la pelouse alpine. L'étage asylvatique (1500-1700 mètres) est particulièrement intéressant. La diversité de la flore s'étale également des plantes subtropicales sèches aux plantes subarctiques et elle représente un tiers de la flore française. Les espèces d'arbres qui composent majoritairement la forêt cévenole sont le chêne vert, le chêne à feuillage caduque et le châtaignier. Il est à noter que la forêt couvre 55% de la zone centrale du parc. L'altitude varie entre 400 et 1700 mètres, le Mont-Lozère étant le sommet le plus élevé. Plusieurs rivières coulent en zone centrale. Quelques-unes sont

situées sur le versant atlantique : Lot, Tarn, Minente et Tarnon tandis que les autres sont situées sur le versant méditerranéen : Cèze, Gardons et Hérault.

La dominance du patrimoine culturel sur le patrimoine naturel est facilement identifiable grâce au nombre impressionnant de vestiges qui ponctuent le parc. L'identité culturelle forte est marquée par l'histoire et par une architecture rurale très typée et diversifiée. Plusieurs bâtiments datant de milliers d'années parsèment le territoire. Par exemple, des menhirs et des dolmens sont situés sur le causse tandis que l'on retrouve un château situé à Roquedols et un autre à Florac. On retrouve également plusieurs fours, moulins et croix dispersés sur le territoire. L'occupation agricole traditionnelle est distinctive avec des maisons de pierres et l'architecture est spécifique à chaque massif des Cévennes en fonction de la roche-mère (granit, calcaire, schiste).

3.2.3 La mise en valeur de la zone centrale

La mise en valeur de la zone centrale du parc se fait par l'offre de services de restauration, d'hébergement et de récréation aux visiteurs. Les services aux visiteurs sont restreints, car la réglementation empêche la mise en place d'infrastructures lourdes servant de support pour ces services. Dans la zone centrale du parc national des Cévennes, les installations concernent principalement le service de l'hébergement. Des gîtes et des refuges sont situés à proximité de sentiers de longues randonnées. En plus de la randonnée pédestre, les activités à pratiquer en zone centrale sont la randonnée équestre, la randonnée à vélo et la pratique du canot.

3.2.4 La structure administrative

L'organisme chargé de gérer le parc possède le profil d'un établissement public. Selon le gouvernement de la France (1970) dans le décret no 70-777 de la création du parc, « l'aménagement, la gestion et la réglementation du parc national des Cévennes sont confiés à un établissement public national à caractère administratif dont le siège est à Florac ». (p.11)

La précision du terme « établissement public » est nécessaire à sa compréhension. Selon Bezençon et Van Ruymbeke (1990) :

« L'établissement public a un objet social défini par l'arrêté qui le constitue [...] il est créé par l'État par arrêté ou décret [...] il est rattaché à une autre ou à plusieurs autres personnes publiques [...] l'État, [...] des collectivités locales [...] » (p.17-18)

De plus, des principes régissent les établissements publics. Selon le même document, il s'agit :

- « d'un organe délibérant composé d'élus ou de personnes désignées par les collectivités de rattachement pour un établissement public ;
- un exécutif qui prépare et effectue les délibérations de cet organe ;
- un personnel soumis aux règles de droit public ou de droit privé selon les personnalités publiques ». (idem p.18)

Le parc est donc géré par un organe délibérant, c'est-à-dire un conseil d'administration dont la composition est décrite dans le décret de création du parc. De façon générale,

les personnes qui siègent au conseil sont des représentants d'administration intéressés, des représentants des collectivités locales et des personnalités. On y retrouve également les maires des communes dont la surface de territoire comprise dans le parc est supérieure à dix pour cent. En ce qui concerne le parc national des Cévennes, son conseil est composé de 52 personnes. Selon le gouvernement de la France (1991) dans le décret no 91-1073 du 16 octobre 1991 (annexe au décret no 70-777 du 2 septembre 1970), il s'agit de :

- « douze fonctionnaires nommés sur proposition des ministères intéressés ;
- seize représentants des collectivités territoriales et locales ;
- vingt-trois personnalités ;
- un représentant du personnel élu par l'ensemble du personnel permanent du parc ». (p. 20-21)

La liste complète de la provenance des différents types de personnes peut être consultée à l'annexe 3 présentant le décret no 91-1073 du 16 octobre 1991.

En France, les fonctionnaires du parc doivent travailler en fonction des décisions prises par le conseil d'administration. Celles-ci sont gérées par le directeur. Le conseil d'administration et le directeur assurent le fonctionnement de l'établissement public créé pour gérer le parc, suivant le décret de chaque parc. Les fonctions de l'établissement sont de faire la gestion de l'aménagement et de la réglementation d'un parc. Les fonctions du conseil sont diverses et elles se situent dans la définition des principes de l'aménagement, de la gestion et de la réglementation. En plus, il doit voter le budget,

prévoir les dépenses et les recettes, en plus d'avoir un contrôle sur la gestion du directeur. Le directeur est nommé par le ministre chargé de la protection de la nature. En plus d'exécuter les décisions prises par le conseil d'administration, les fonctions à la direction d'un parc sont de diriger les différents services qui le composent.

Pour appliquer les missions que l'administration du parc s'est données, une stratégie d'intervention a été identifiée. Elle se compose de trois éléments distincts : une concentration des efforts pour la protection et la gestion de la zone centrale en développant un accueil de bonne qualité ; un partenariat avec l'État, les collectivités locales et les associations ; et une amélioration au niveau de l'efficacité des interventions.

3.3 La zone périphérique

La zone périphérique du parc national des Cévennes est un concept original des parcs nationaux français. Ses buts de maintien de l'équilibre des divers écosystèmes, de la mise en valeur de sites remarquables et du développement des activités patrimoniales d'un milieu de vie en font sa force. Un aperçu général et une description des ressources patrimoniales permettent de saisir l'importance des buts de cette zone.

3.3.1 La situation générale

D'une superficie de 2370 km², la zone périphérique s'étend sur trois départements situés dans deux régions (Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes) selon les proportions suivantes : 50% de la superficie dans le département de la Lozère (Languedoc-

Roussillon), 40% dans celui du Gard (Languedoc-Roussillon) et 10% dans celui de l'Ardèche (Rhône-Alpes). La délimitation de la zone périphérique se fait selon le décret de création du parc. Selon le gouvernement de la France (1970) dans le premier chapitre du décret no 70-777 de la création du parc national des Cévennes :

« Une zone périphérique est créée autour du parc national des Cévennes. Elle comprend d'une part, la partie non classée dans le parc du territoire des communes désignées à l'article précédent, d'autre part, la totalité du territoire des communes des départements de l'Ardèche, du Gard et de la Lozère [...] » (p.2)

Il s'agit donc de 117 communes dont les 52 de la zone centrale ont leur siège en zone périphérique. La population en 1991 était de 41 000 personnes. Malgré un rôle important dans cette zone, les activités du développement économique sont peu diversifiées et elles sont surtout réalisées dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Des contraintes provoquées par les fortes pentes, le type de sol et l'approvisionnement en eau rendent plus difficile leur pratique. De nombreuses petites industries sont présentes dans cette zone. Le commerce artisanal et le commerce de l'alimentation sont aussi présents dans les communes et permettent aux habitants d'avoir un revenu satisfaisant. Le tourisme est une activité économique que les communes idéalisent de façon importante. Le point de vue des dirigeants du parc est différent de celui des dirigeants des communes. Selon eux, il n'est pas certain que tout produit touristique sera rentable. Selon M. Didier Lécuyer, chargé de mission de la zone périphérique, l'offre d'activités touristiques pour les cévenols peut amener assurément des touristes et par le fait même des bénéfices importants. Par contre, les ressources investies dans la création d'un produit touristique ne seront donc pas

assurément rentabilisées. Il est à noter par contre, que l'accueil touristique est développé et que la place laissée à cet aspect du tourisme est importante.

3.3.2 Les ressources patrimoniales de la zone périphérique

Cette zone possède un potentiel élevé en rapaces (aigle royal, faucon) et une richesse en cerfs et en chevreuils. La faune est également composée des espèces telles que le castor, le renard, le sanglier et le mouflon. La diversité du sol entraîne une variété impressionnante au niveau de la flore. Des pineraies, des hêtraies, des sapinières et des chênaies composent une partie de la flore. Le relief s'adoucit dès que l'on s'éloigne des massifs centraux. Près de la limite extérieure de la zone périphérique, le paysage devient de moins en moins montagneux pour atteindre une altitude de 650 mètres au maximum. Les rivières qui coulent en zone périphérique sont la continuité des rivières qui coulent en zone centrale. Les ressources patrimoniales culturelles sont identiques à celles de la zone centrale, car il s'agit de la même entité de territoire où l'histoire a marqué le paysage.

Les événements qui ont marqué l'histoire sont les guerres de religions entre les catholiques et les protestants dès le 16^e siècle. Durant près de 230 ans, des combats entre ces deux groupes ont modifié le paysage des Cévennes. De nos jours, les lieux où des événements importants se sont déroulés sont des endroits attrayants pour les touristes passionnés d'histoire. Un exemple concret est la commune de Pont-de-Montvert qui a été la scène d'événements marquant le début de la révolte des Camisards.

3.4 Résumé et analyse

Le parc national des Cévennes, représentatif du massif central de la France a été créé pour la préservation d'un milieu culturel et naturel au potentiel très élevé. Reconnu mondialement par le jumelage avec des parcs d'envergure nationale, et par le programme MAB de l'UNESCO, il possède des caractéristiques naturelles et culturelles bien spécifiques. Rare parc au monde possédant une zone protégée habitée, la direction de celui-ci doit constamment être en lien direct avec les collectivités locales.

La formule originale des parcs nationaux français concernant la structure administrative favorise les relations entre la direction du parc et les collectivités locales. Un conseil d'administration composé de représentants de l'État et des communes permet une meilleure compréhension de la vocation des parcs nationaux de la part des collectivités locales. La participation au conseil d'administration des populations locales favorise l'implication de celles-ci dans la mise en valeur du territoire du parc national.

La mise en valeur de la zone centrale se fait par une offre de services de restauration, d'hébergement et de récréation limitée par une réglementation en vigueur dans cette zone. La zone périphérique permet le maintien de la vie économique tout en sensibilisant les populations locales à la pérennité des ressources pour les générations futures. La désertification des milieux ruraux, parallèle au phénomène de déstructuration des milieux ruraux au Québec, a sensibilisé la population. L'exode vers les villes industrialisées a également permis de créer le besoin d'union entre les différents types de

regroupements pour le maintien de la vie économique et sociale de la zone périphérique. De plus, le jumelage entre le parc du Saguenay et le parc national des Cévennes permet un transfert de connaissances favorisant le partenariat et la mise en valeur de la zone périphérique. Cette idée d'implication sera le sujet d'analyse du dernier chapitre. Auparavant, un bilan du jumelage et une analyse des éléments comparables du parc du Saguenay et du parc national des Cévennes seront effectués au prochain chapitre.

CHAPITRE IV

JUMELAGE ET ANALYSE GÉNÉRALE

Ce chapitre amorce l'analyse comparative des deux parcs étudiés. L'investigation portera sur le jumelage des deux parcs, le bilan du jumelage, les concepts de base ainsi que sur la structure générale des parcs. Une identification des similitudes et des différences permettra de saisir le profil de chaque parc.

4.1 Le jumelage de 1984

Le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française ont signé, le 4 juillet 1984, un acte de jumelage du parc du Saguenay et du parc national des Cévennes. Les dirigeants gouvernementaux se sont entendus sur des objectifs généraux. Découlant de ces énoncés, les gouvernements ont également convenu des objectifs spécifiques présentés sous forme d'articles.

4.1.1 Les énoncés du protocole d'entente

Les objectifs généraux convenus dans l'entente forment le fondement du jumelage, ceci afin de bien situer l'intervention de chaque partie dans la vocation des parcs : la protection du milieu naturel, les impacts économiques régionaux et la promotion des parcs. Selon le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française (1984), le texte de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le

gouvernement de la République française (1984)¹ (annexe 4), stipule que les deux parcs ont résolu de :

« [...] faire des parcs nationaux des moyens propres à assurer la protection de la nature et la mise en valeur des sites naturels exceptionnels pour le bénéfice des générations actuelles et futures, à promouvoir les parcs nationaux en recherchant les retombées maximales pour l'économie des collectivités locales et régionales concernées et pour l'économie nationale. » (p.1)

ainsi que :

« [...] d'engager les administrateurs de leurs parcs respectifs ainsi que les populations des collectivités environnantes dans des actions communes en faveur de la sauvegarde de la nature et de la compréhension des populations vivant en périphérie des parcs nationaux. » (idem, p.1)

Dans le respect de la vocation des parcs nationaux, l'entente permet un engagement de réciprocité adopté par les deux gouvernements. Elle permet un rapprochement des deux parcs favorisant des échanges concrets.

4.1.2 Les articles du protocole

Les neuf articles du protocole sont les objectifs spécifiques de l'entente de jumelage. Dans ce qui suit, chacun d'eux sera cité et commenté. En ce qui concerne le premier article, il spécifie uniquement que le parc national des Cévennes est jumelé au parc du Saguenay.

1. Appelé par la suite dans le texte : Entente sur le jumelage

L'article deux spécifie que :

« [...] la direction du parc national des Cévennes et celle du parc national du Saguenay procèdent à des échanges d'informations visant une meilleure connaissance des travaux scientifiques réalisés pour le compte ou au sujet de l'un et de l'autre des parcs, des techniques d'aménagement ainsi que des politiques de gestion en usage. » (idem, p.2)

Cet article rencontre un des incitatifs à la réalisation du jumelage, soit la volonté de connaître de nouvelles techniques d'aménagement et des politiques de gestion. Grâce à une constitution du territoire et des modes de gestion différents, les dirigeants des parcs peuvent bénéficier des connaissances acquises et ainsi résoudre des problèmes de gestion de ressources patrimoniales, d'aménagement et de relation avec les collectivités locales. Selon le gouvernement du Québec (1990), le résultat de cet article est « une meilleure connaissance réciproque des parcs, méthodes de gestion, de développement en zone parc et en zone périphérique ». (p.1)

Selon l'Entente sur le jumelage (1984), l'article trois précise que « des échanges de personnel sous la forme de séjours, ou de stages, pouvant durer au maximum une année, seront réalisés par les Directions des parcs ». (p.2) Ce type d'échange apporte des avantages à chacun : l'acquisition de connaissances et l'augmentation de l'expérience sur le terrain et de l'expertise dans le domaine de la gestion des parcs. Selon Bergeron (1982) :

« Ces deux parcs ont été jumelés pour favoriser l'échange d'informations sur les expériences françaises et québécoises en matière de conservation de la nature et de récréation de plein air et pour permettre aux communautés avoisinant les deux parcs d'établir des liens d'amitié dans un contexte de respect des traditions et de l'environnement. » (p.6)

Selon le gouvernement du Québec (1990), il y a une « participation active au fonctionnement du parc et de bons échanges sur l'approche cévenole dans la gestion du milieu naturel ». (p.2) Le résultat de l'échange des membres du personnel est surtout la venue de Cévenols en sol saguenéen. La réciprocité québécoise peut avoir lieu seulement si les « programmes disponibles le permettent ». (idem, p.2)

L'article quatre permet aux populations en zone périphérique de bénéficier de séjours dans le parc jumelé. Selon le gouvernement du Québec (1990), « Les parties associeront leurs efforts pour permettre les échanges d'informations et de séjours au profit des populations vivant dans les parcs jumelés ou dans la zone périphérique ». (p.2)

Dès les premiers contacts, des liens ont été établis, car la situation des deux populations vivant en périphérie des parcs est similaire, c'est-à-dire vivant dans des zones « relativement pauvres et peu développées qui comptent sur le parc et le tourisme pour stimuler leur économie ». (idem, p.3) Dans le même document, une liste des missions effectuées depuis 1986 démontre l'intérêt de chaque population à découvrir l'autre pays, l'autre milieu de vie. La diversité de types de personnes (étudiants, personnes retraitées, travailleurs, fonctionnaires, agents de voyage, photographes, agriculteurs, cuisiniers) participants aux échanges apporte une dimension culturelle et professionnelle importante au dynamisme du jumelage. L'acquisition de connaissances et de techniques dans divers domaines professionnels peuvent favoriser l'augmentation de l'implication des collectivités locales en zone périphérique d'un parc.

L'article cinq du texte de l'Entente sur le jumelage (1984) précise que « les directions des parcs assureront la production et la diffusion de publications et documents

audiovisuels destinés à faire connaître le parc national des Cévennes au Québec et le parc national du Saguenay en France ». (p.2)

Le but de ces documents est de faire la promotion du jumelage et des parcs aux populations locales et régionales. Différents types d'outils sont utilisés (affiches, dépliants, brochures). Lors de l'accord de jumelage, une réciprocité devait avoir lieu en ce qui concerne la production d'ouvrages de chacun des parcs. Les Cévenols ont produit en 1986 la revue « Saguenay-Cévennes l'air du voyage ... » dans la série de revues Cévennes, éditée par le parc. Ce document d'une soixantaine de pages présente un aperçu des parcs nationaux, de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, du parc du Saguenay. De plus, on retrouve un petit guide précisant des itinéraires touristiques dans la province du Québec et une description des actions du jumelage. Selon Sabatier (1986) dans la revue Cévennes « Dans cette convention figure l'engagement de publier des ouvrages destinés à faire connaître l'un et l'autre parcs dans les deux pays. » (p.2)

Les Saguenéens, quant à eux, ont rédigé le document « De Saguenay en Cévennes, une invitation au voyage ». Selon ce document :

« La brochure que nous vous présentons poursuit un but précis : inviter les Québécois et tout particulièrement les habitants de la zone périphérique du parc du Saguenay, de Tadoussac à La Baie, à visiter l'une des plus pittoresques régions de France [...] Cette brochure est essentiellement saguenéenne. Elle a été conçue et écrite par des gens de la zone périphérique du parc du Saguenay. Elle est proposée aux Saguenéens en particulier. » (p.4)

Les sujets traités sont le jumelage, les parcs québécois et français, de façon plus spécifique le parc national des Cévennes, en plus de témoignages et d'activités du parc national. Selon Bergeron (1986), ce document a été écrit cinq ans avant sa production. C'est seulement en 1990, lors du voyage en France du ministre Blackburn, que la revue fut publiée.

L'article six du document de l'Entente sur le jumelage (1984) énonce que « Les Directions des parcs apposeront aux entrées des parcs ou tous lieux appropriés des panneaux signalant le jumelage ». (p.2) Le résultat de l'application de cet article est que le jumelage est une réalité très présente dans les zones périphériques des parcs, la signalisation étant mise à des endroits stratégiques.

L'article sept précise que :

« Les Parties s'engagent à réserver à même leurs crédits dont elles ont l'administration, les sommes requises pour concrétiser le jumelage du parc national des Cévennes au parc national du Saguenay et pour assurer la réalisation de la présente entente. » (idem, p.2)

Les ministères concernés et les dirigeants devront s'assurer de supporter financièrement toutes les activités d'échanges et de promotions financières provenant du jumelage. Les populations de la région du Bas-Saguenay et de la région des Cévennes ont la responsabilité de continuité du jumelage. Pour ce, elles devront manifester le même enthousiasme pour les missions à venir que pour celles déjà réalisées.

Selon le texte de l'Entente sur le jumelage (1984), l'article huit précise que « les séjours prévus aux articles 3 et 4 pourront être organisés et financés dans le cadre des

programmes établis à cette fin par la Commission permanente de la coopération franco-qubécoise ». (p. 2) Selon le gouvernement du Québec (1990), le support organisationnel apporté par la Commission fut efficace car « des centaines de personnes, en très grande majorité de la zone périphérique du parc du Saguenay, ont participé à des séjours aux Cévennes ». (p.16)

L'article neuf précise dans le texte de l'Entente sur le jumelage (1984) que « les parties s'engageaient à se rencontrer périodiquement pour évaluer les actions résultant de l'application de la présente Entente ». (p.3) Plusieurs visites des uns et des autres ont permis de réaffirmer la « volonté de respecter les engagements ». (idem, p.3)

En résumé, les neuf articles précisés dans l'entente de jumelage exposent clairement les orientations et les actions convenues par les deux gouvernements concernés. Plusieurs actions ont été réalisées depuis le début du jumelage et les projets à venir offrent une bonne perspective de continuité des échanges.

4.1.3 Les dix ans du jumelage

L'année 1994 souligne les dix ans de jumelage des deux parcs. À cette occasion, deux missions ont été organisées. La première a eu lieu dans la région saguenéenne. La délégation française est venue souligner le dixième anniversaire en juillet 1994. Par le fait même, un document précisant un plan de travail sur des objectifs communs pour une période de trois ans concernant le jumelage a été rédigé. La réciprocité de cette mission a eu lieu au mois d'octobre de la même année. Au cours de ce voyage commémoratif, le plan de travail a été révisé et officiellement accepté et signé le 4

octobre au château de Roquedols, en présence de la délégation sagnéenne et de plusieurs dignitaires du département de la Lozère et des employés du parc national des Cévennes.

Le document Plan de travail 1994-1996 est composé de cinq objectifs généraux dont les thèmes sont les échanges et les rencontres, la gestion, l'éducation-information, les réflexions thématiques et la qualité d'accueil. Pour chacun des objectifs, des actions concrètes visant à augmenter la collaboration entre les deux parcs ont été établies.

La figure 9 intitulée « Les objectifs et les actions du Plan de travail 1994-1996 » donne un aperçu général de l'orientation donnée par les dirigeants gouvernementaux et les dirigeants des parcs pour l'avenir du jumelage. De plus, l'annexe 5 présente le document de travail.

Figure 9

Les objectifs et les actions du Plan de travail 1994-1996

Objectifs		Actions	
1	Échanges et rencontres	1	10 ^e anniversaire du jumelage Saguenay - Cévennes
		2	Rencontres des associations de randonnée pédestre
		3	Échanges de personnel des deux parcs
		4	Jumelage de municipalités
		5	Échanges toponymiques entre les parcs
		6	Concours photographiques
2	Gestion	1	Participation au colloque « Place de l'homme dans les espaces protégés »
		2	Organisation d'échanges sur la gestion de la faune en milieu forestier
3	Éducation - information	1	Échanges de groupes scolaires
		2	Échanges de valises pédagogiques
		3	Réalisation d'une exposition sur « l'homme et l'animal »
4	Réflexions thématiques		Différents sujets de réflexion nécessitant une préparation minutieuse avant d'en faire de véritables actions identifiables en terme de plan de travail
5	Qualité d'accueil		Réaffirmation du souci d'assurer le meilleur accueil possible

adaptation personnelle

Source :
 Parc de conservation du Saguenay et parc national des Cévennes (1994). Plan de travail 1994-1996.
 Florac.

L'identification de ces actions concrètes réaffirme la volonté de chaque gouvernement à la continuité des échanges divers. De plus, cette entente permet de réactualiser une réalisation de certaines actions abandonnées au cours des dix ans de jumelage. Selon le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française (1994), « Plusieurs échanges ont déjà eu lieu mais à chaque fois, leur organisation a donné lieu à des difficultés administratives importantes. Certains d'entre eux ont même été abandonnés à la suite des restrictions de crédits ». (p.3)

Le bilan des actions réalisées jusqu'à maintenant s'avère bon. Le jumelage a permis et permet toujours un échange d'informations scientifiques et d'expertise en matière de gestion d'un parc. Cet échange de connaissances favorise chaque parc dans l'atteinte des objectifs de création. La concrétisation de l'apprentissage des connaissances s'est faite en partie par l'échange des membres du personnel. De plus, les différentes missions dans les deux parcs et dans les deux régions ont permis un contact humain et physique direct avec le milieu. Les populations de la zone périphérique des parcs ont pu bénéficier du jumelage grâce aux missions. Elles ont permis l'élargissement des connaissances dans différents domaines et l'apport d'expérience acquise par la population de l'autre parc. La continuation et surtout la multiplication des missions, d'échanges d'information et d'actions concrètes favorisent le renforcement du sentiment d'appartenance. De plus, chaque parc en retire des bénéfices importants favorisant l'élargissement des connaissances. La régularité des actions du jumelage permet d'augmenter les résultats positifs en matière d'expertise, d'expérience et de connaissances.

L'avenir du jumelage pour les trois prochaines années s'avère intéressant dans le sens où la volonté de chaque partie à faire vivre le jumelage est présente. Chaque parc pourra bénéficier des connaissances acquises par son homologue.

4.2 Les concepts de base

Cette partie présente l'analyse comparative des concepts de base des parcs : la tenure, le parc en tant que tel et le zonage. Il sera aussi question des entités territoriales qui sont reliées directement avec la superficie des parcs. Une analyse des différences et des ressemblances permettra une compréhension adéquate de la réalité des deux parcs. La première annexe présente la compilation de plusieurs renseignements concernant les deux parcs et il est possible de comparer les différents concepts à la lecture de ces grilles.

4.2.1 La tenure des parcs

La tenure d'un parc est le mode de possession des terres de celui-ci. Elle diffère d'une société à l'autre. La tenure du parc du Saguenay est essentiellement exclusive, c'est-à-dire qu'il n'y a qu'un seul possesseur des terres du parc. Il s'agit du gouvernement du Québec. La situation au parc national des Cévennes est différente, la tenure du parc est mixte à dominance privée, c'est-à-dire que le territoire de la zone centrale est divisé entre différents propriétaires. Le domaine privé possède le plus haut pourcentage des terres. De façon détaillée, 60% des terres appartiennent au privé, 30% sont des terrains domaniaux, 7% sont sectoriaux et 3% des terrains appartiennent à l'État.

La présence de plusieurs propriétaires de terrains pour le territoire du parc peut amener différents types d'interactions dans la gestion du parc. Il y aura des interactions favorables par la réunion de ressources humaines permettant une expertise variée et un dynamisme considérable dans la gestion des ressources patrimoniales. Parallèlement, des relations défavorables pourraient être présentes par des idées et des besoins différents des propriétaires engendrant ainsi des conflits.

4.2.2 Les concepts de parc et de zonage

La notion de zonage ne réfère pas aux mêmes réalités dans le système des parcs québécois et dans le système des parcs français. Une différence se situe principalement dans la délimitation d'une zone de protection divisée en zones d'utilisation excluant les villages pour les parcs québécois, et de la délimitation d'une zone centrale et d'une zone périphérique incluant les communes pour les parcs français.

Cette différence est importante à considérer, car les dirigeants de chaque parc doivent composer différemment avec les collectivités locales selon la situation qui prévaut. Au parc du Saguenay, le territoire de protection est géré par la direction du parc tandis que le territoire habité est totalement indépendant de cette entité administrative. Au parc national des Cévennes, la zone protégée et la zone habitée sont gérées par la même entité : la direction du parc présentée sous forme d'établissement public.

La gestion de ces deux territoires peut relever directement de la même entité ou être totalement indépendante. À titre d'exemple, au parc du Saguenay la réglementation des activités de chaque territoire ne possède pas cette homogénéité car la zone

périphérique se situe à l'extérieur des limites du parc. Donc, aucune juridiction du parc n'est applicable à la zone habitée. Cependant, les intervenants de la zone périphérique se sont regroupés pour structurer leurs actions en matière de restauration, d'hébergement et de récréation. Dans le cas des parcs français, il faut souligner que les deux territoires, c'est-à-dire la zone centrale et la zone périphérique, sont des parties intégrantes du parc.

La composition de la zone centrale est un second élément à considérer pour comprendre le concept de parc de chaque sujet à l'étude. À cause de la situation géographique du parc du Saguenay, le territoire se compose de neuf segments riverains séparés par les villages situés au bord de la rivière Saguenay. Ces segments d'étendues variables sont exposés à des perturbations extérieures. Le même phénomène d'exposition aux menaces a lieu au parc national des Cévennes. La cause de ces perturbations est la présence humaine en zone de protection. Des efforts pour la protection du milieu naturel sont en vigueur dans la politique de chaque système de parc afin d'atténuer ces menaces.

Un système de zonage est utilisé dans chacun des parcs à l'étude. Au Québec, le zonage s'applique au territoire du parc. Celui-ci est divisé en cinq zones caractérisées par l'unité biophysique, le degré et le potentiel d'utilisation. Au parc national des Cévennes, le zonage fait référence à la division « zone centrale ou zone de protection » et « zone périphérique ou zone tampon habitée ». Cette division est basée sur les règles suivant la loi des parcs et le décret de création de chaque parc. Il est important de souligner qu'une division est également faite dans la zone de protection selon les caractères biophysiques du territoire : le mont Aigoual, le mont Lozère, le causse Méjean et les vallées cévenoles. De plus, selon le gouvernement de la France (1960),

on retrouve dans la zone centrale « des réserves intégrales, à but exclusivement scientifique et à protection renforcée ». (p.3)

En résumé, chaque société a adapté le concept de parc selon ses besoins et ses ressources. Bien adaptés au milieu, les parcs peuvent remplir leur fonction de protection du milieu naturel, de développement de l'économie locale et d'offre d'activités de plein air. Il est possible de déceler des différences dans la compréhension du concept de zonage. Les différences se situent au niveau de la délimitation, de l'entité responsable de la gestion d'une zone, de la composition de chacune des zones et de l'intensité de leur utilisation. Malgré celles-ci, l'idée de protection du milieu naturel est présente dans les deux sujets à l'étude, en considérant qu'au Québec il existe une échelle d'utilisation du territoire, tandis qu'en France on retrouve principalement l'idée de dualité protection et milieu de vie.

4.2.3 Les entités territoriales

Le territoire du parc du Saguenay se situe sur trois municipalités régionales de comté. Celles-ci relèvent de trois régions administratives différentes. Une situation semblable se présente également au parc national des Cévennes. Le territoire du parc français se retrouve dans trois départements répartis dans deux régions. Il n'est cependant pas possible de faire l'équivalence entre les deux systèmes administratifs à cause de la complexité du sujet. Par contre, il est possible de dire que cette situation pourrait amener des complications de gestion des opérations entre les entités. Or, le fait d'appartenir à plusieurs régions engendre des avantages en ce qui concerne les

ressources humaines et financières, car plusieurs enveloppes budgétaires pourraient être attribuées au parc (zone centrale ou zone périphérique).

4.2.4 Résumé et analyse

La création d'un parc en milieu naturel est différente d'un pays à l'autre. Au Québec, la grandeur du territoire et le pourcentage des terres non habitées permet d'établir des parcs de façon plus ordonnée selon un principe de représentativité, tandis qu'en France, la densité de population rend l'établissement d'un parc plus difficile. Ceci a amené un concept original que sont les parcs nationaux français avec la zone de protection et la zone périphérique habitée. Il faut considérer également l'originalité de la création des parcs français par la législation en vigueur : la loi des parcs nationaux et le décret de création d'un parc.

Un autre point à considérer dans le dynamisme de la gestion du parc est la période écoulée entre le premier parc créé dans cette société et celui à l'étude. Pour la situation québécoise, 89 ans séparent les deux événements tandis qu'en France la période est de dix ans.

Le système de zonage est également un point où des différences sont très visibles. Basé sur un principe d'utilisation rationnelle du territoire au Québec, il en est autrement en France. Il s'agit plutôt d'une délimitation « zone centrale et zone périphérique » en considérant des éléments exceptionnels à protéger en zone centrale en plus des réserves intégrales où la protection est considérée extrême. La protection du milieu naturel est présente dans les deux systèmes de zonage. La composition de la zone centrale est

aussi importante à considérer. La gestion d'un territoire morcelé en neuf segments peut provoquer davantage de problèmes au niveau de la protection du milieu naturel et culturel. Un territoire unique permet de contrôler plus efficacement la venue de menaces externes à la zone protégée.

Une ressemblance est à noter au niveau de l'étendue de ces deux parcs. Le territoire de chacun des parcs se retrouve sur différentes entités territoriales pouvant provoquer des conflits, mais aussi présenter des intérêts considérables au niveau des ressources humaines et financières.

4.3 Résumé et analyse du chapitre

Le parc du Saguenay et le parc national des Cévennes sont jumelés depuis 1984, selon un accord passé entre le gouvernement du Québec et celui de la République française. Cet accord permet un rapprochement entre les deux entités vouées à la protection du milieu naturel, au développement du potentiel humain et à l'offre d'activités de plein air. L'accord précise neuf articles orientant les actions du jumelage. Le bilan des actions est positif et la signature du Plan de travail 1994-1996 servira à maintenir les relations déjà établies.

Le processus de création d'un parc s'avère différent dans chacune des sociétés à l'étude. Les facteurs influençant la méthode de création d'un parc sont la densité humaine et l'historique du milieu. De plus, la grandeur du territoire favorise le choix et la mise en place d'un parc. La création de réseau permet d'envisager une protection minimale des différents sites exceptionnels de chaque territoire.

En comparant, on aperçoit une différence initiale au niveau du concept de parc. Le gouvernement du Québec et celui de la République française ont adapté à leur milieu respectif (besoins et ressources) le concept de parc national tout en conservant l'idée originale américaine. Parmi l'originalité de chacun du concept de parc, on retrouve le zonage. Au Québec, il est basé sur l'utilisation rationnelle du territoire selon le degré de fragilité du sol. En France, on considère davantage des sites exceptionnels entourés d'une zone de protection habitée. La mise en commune l'expertise de chaque gouvernement en matière de zonage pourrait permettrait de bénéficier des avantages des systèmes respectifs.

Une ressemblance en ce qui a trait à l'espace occupé par les deux parcs se situe au niveau des entités territoriales. Chaque territoire se situe sur trois entités différentes. Celles-ci ne peuvent être comparées entre elles car le système politique est différent entre les deux sociétés.

Les systèmes québécois et français des parcs en milieu naturel possèdent une mission et des objectifs communs. De plus, le système français a adopté une vocation de recherche scientifique à sa mission. Un comité scientifique relevant de la direction du parc applique ce volet de la mission des parcs français. Bien structuré et formel, il profite d'un échantillon protégé du milieu naturel pour ses recherches. La direction du parc et l'organisation administrative, qui se caractérise par la hiérarchie de fonctionnaires, sont également des points communs. Le gouvernement du Québec devra bénéficier de l'expertise en matière d'alliance entre la gestion d'un territoire et la recherche scientifique permettant ainsi de développer un partenariat entre les deux entités.

En plus des concepts analysés dans ce chapitre, un point important à analyser est la dynamique qui existe au niveau de la gestion de la zone périphérique par le biais de l'implication des collectivités locales. Ce sera le sujet du prochain chapitre.

CHAPITRE V

ANALYSE COMPARATIVE DE L'IMPLICATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES DANS LA GESTION DE LA ZONE PÉRIPHÉRIQUE DES PARCS

Cette partie se compose de la description des partenaires du parc, des moyens pour mettre en valeur la zone périphérique et de l'implication des collectivités locales dans leur milieu pour offrir des services aux visiteurs du parc. De plus, une liste des facteurs endogènes et exogènes de cette implication sera faite et une analyse portera sur ces facteurs.

5.1 Les partenaires du parc

Pour favoriser la gestion et la mise en valeur du territoire du parc, les administrateurs de celui-ci ont convenu avec des organismes et des entreprises privées des ententes permettant de gérer des installations et des services. Les actions entreprises dans ce sens s'intègrent au concept de gestion partagée présenté par Trépanier et Ouellet (1986) :

« Le modèle de gestion partagée qui s'apparente à une décentralisation de la gestion d'un parc en faveur des autorités locales ; [...] des liens de collaboration ou de subordination relative sont maintenus entre le local et le central. » (p.138)

La gestion partagée peut donc s'appliquer à un milieu où deux types d'intervenants sont en relation directe, en relation de partenariat. Ce concept de gestion est en accord

avec la nouvelle philosophie de gestion des parcs en milieu naturel. Selon le gouvernement du Canada (1991) :

« Étant donné que la gestion des écosystèmes nécessite une plus grande focalisation sur l'intégration des objectifs de la zone protégée aux besoins et aux aspirations des collectivités et des propriétaires fonciers des environs, il est particulièrement important de reconnaître la valeur du concept de partenariat. Ce concept suppose l'adoption d'une méthode plus ouverte et réceptive par les organismes gouvernementaux pour ce qui est des activités de gestion qui se tiennent à l'intérieur ou à proximité des zones protégées, en particulier à des fins de recherche, de prestation de services, de surveillance, d'éducation et d'interprétation. » (p. 47)

En France, et plus particulièrement au parc national des Cévennes, le concept de partenariat est présent dans les pratiques de gestion du parc. Selon le parc national des Cévennes (1990) :

« Aussi serait-il souhaitable d'établir avec ces collectivités un partenariat plus affirmé, pour assurer une bonne synergie dans nos politiques respectives. Ce partenariat auquel devraient également être associés les services de l'État pourrait porter, conformément aux orientations d'utilisation des crédits du Parc destinés à son action en zone périphérique, sur la protection de la nature, du patrimoine et les équipements de découverte. » (p. 52-53)

Cet énoncé exprime de façon explicite l'orientation du partenariat dans les parcs français. Respectant les orientations de protection du milieu naturel du parc, les actions du gouvernement en zone périphérique seront de même nature que celles appliquées en zone centrale.

L'analyse comparative des actions de partenariat est faite à partir d'une base de référence commune. Il s'agit d'une relation d'entente entre le gouvernement et les collectivités locales pour gérer des services dans une zone protégée. Plus précisément, le partenariat s'applique sur la zone possédant un cadre juridique gouvernemental. Au Québec, c'est le territoire complet du parc qui possède un cadre juridique. Tandis qu'en France, il s'agit uniquement de la zone centrale du parc. Donc, les groupes qui participent à la mise en valeur du territoire juridique sont appelés partenaires alors que les groupes dont leurs actions sont davantage situées en zone périphérique sont appelés intervenants.

Plusieurs types de groupes peuvent jouer un rôle important dans le concept de gestion partagée. Les différents types présentés par Trépanier et Ouellet (1986) sont divisés en deux domaines : le public et le privé. Dans le domaine public, on en retrouve cinq types : le central coordonné (gouvernement), le central sectoriel (ministères), l'État-région (région), le local intermunicipal (regroupement intermunicipal) et le local municipal (municipalité, ville, commune). Dans le domaine privé, on retrouve le secteur lucratif (promoteurs), le secteur non lucratif conservationniste (groupes environnementaux), le secteur non lucratif non conservationniste (groupes socio-économiques) et les citoyens non organisés (résidents et usagers individuels).

De ce classement, la présente étude portera sur le partenariat entre :

- le central sectoriel : le MLCP - direction du parc ;
- le secteur lucratif : les entreprises privées ;
- le secteur non lucratif non conservationniste : les associations communautaires.

Les raisons de ces choix d'intervenants sont liées au fait que chacun d'entre eux est relié à une situation de l'un des deux parcs à l'étude. La figure 10 présente les différents partenaires existants au parc du Saguenay et au parc national des Cévennes.

Figure 10

Les partenaires des parcs à l'étude

secteurs vs parcs	secteur lucratif	secteur lucratif non conservationniste
Parc du Saguenay	Les Croisières du Cap Trinité inc.	Société de développement touristique de Rivière- Éternité
Parc national des Cévennes	aucune entreprise	L'association VAG L'association du Mont- Garcia
		Partenaires locaux pour l'Écomusée de la Cévenne

Source : élaboration personnelle

5.1.1 Le secteur lucratif

Dans la zone périphérique du parc du Saguenay, plus précisément près du pôle principal, secteur de Rivière-Éternité, Les Croisières du Cap Trinité inc. opèrent pour le parc les croisières sur le fjord du Saguenay. Celles-ci ont lieu entre Ville de La Baie et la baie Éternité en plus des croisières d'une heure dans la baie Éternité. Lors de la collecte des données, cette entreprise était la seule à avoir une entente de partenariat avec la direction du parc, le central sectoriel. Selon une liste des membres de la Société touristique du Fjord (STF), il existe un nombre important d'entreprises qui pourraient

posséder ce type d'entente. Sans toutefois dupliquer les services à cause du nombre d'entreprises oeuvrant dans un domaine connexe aux parcs en milieu naturel, il serait avantageux de retrouver aux différents pôles du parc des entreprises privées possédant un partenariat avec la direction du parc. Ceci favoriserait l'économie de la région, car ces entreprises posséderaient une plus grande visibilité auprès des visiteurs. Il est à noter que la participation de ces entreprises privées dans le parc ne doit pas nuire à la vocation des parcs.

Au parc national des Cévennes, selon un questionnaire envoyé à M. Didier Lécuyer (en juin 1993), il n'existe aucune entreprise privée qui possède une relation de partenariat. Considérant la grandeur du territoire du parc, les possibilités de partenariat sont grandes. Pour comprendre l'absence de partenariat en zone centrale, il faut considérer le contexte dans lequel le partenariat est entendu dans ce pays. L'accent est davantage mis sur la zone périphérique. Celle-ci est reconnue en tant qu'entité viable, c'est-à-dire une zone d'appartenance au parc, plus spécifiquement une zone d'aménagement et de réglementation spécifique.

5.1.2 Le secteur non lucratif non conservationniste

Lors de la création du parc du Saguenay, la Société de développement touristique de Rivière-Éternité a été l'un des premiers partenaires, puisque cette société avait entrepris des actions d'aménagement d'un site d'observation de la statue Notre-Dame-du-Saguenay avant la création du parc. Pour s'y rendre, des sentiers de randonnée pédestre ont été aménagés. Lors de l'établissement, le territoire exploité touristiquement par la municipalité est devenu une partie du territoire du parc. Par une entente avec le gouvernement du Québec, la Société de développement touristique de Rivière-Éternité

est devenue un partenaire tout en continuant ses activités d'opération. La société opère donc les services reliés au camping, à la longue randonnée pédestre, au ski hors-piste et à la raquette ainsi qu'un comptoir alimentaire dans la zone protégée. Il s'agit du seul organisme dans la région du Bas-Saguenay qui possède une entente avec la direction du parc.

En France, on retrouve des exemples d'organismes ayant une entente de partenariat avec le groupe gestionnaire du parc. Selon M. Didier Lécuyer, il y a donc deux associations qui gèrent des gîtes d'étapes appartenant au parc national des Cévennes : l'Association VAG qui gère le gîte d'étape du Mas de la Bargue au mont Lozère et l'Association du Mont-Garcia qui gère le gîte d'étape aire de Côte au mont Aigoual.

5.1.3 Analyse : similitudes et différences

La liste peu exhaustive des groupes du secteur lucratif et du secteur non lucratif non conservationniste possédant une relation de partenariat avec le groupe gestionnaire des parcs permet de considérer que des efforts doivent être déployés pour permettre ces types de relation. Ceci permettrait de stimuler et de développer l'économie de la zone périphérique du parc (car ces groupes proviennent de cette zone) et favoriserait les bonnes relations entre les groupes concernés qui peuvent parfois être difficiles à cause de la création d'un parc d'envergure nationale.

Le concept de partenariat entre les dirigeants des parcs et les secteurs d'intervention semble peu mis en pratique. L'étendue du territoire et la composition des différents secteurs de chaque parc offrent un fort potentiel pour développer des ententes de

collaboration. Une bonne répartition sur le territoire n'empêcherait pas une quantité importante d'entreprises et d'organismes. Au contraire, elle permettrait de diversifier les types d'offres (restauration, hébergement, récréation).

En ce qui concerne le parc du Saguenay, il est important de considérer que plusieurs pôles touristiques ne sont pas encore complètement développés. Lorsque ceux-ci le seront de façon à être exploités, de nouvelles ententes de partenariat pourront avoir lieu permettant ainsi l'exploitation des installations et des services offerts aux visiteurs dans l'un ou l'autre des secteurs d'intervention. Après une collaboration de dix ans avec la zone périphérique, la direction a fait un bilan. Selon le gouvernement du Québec (1993) dans le document Le parc du Saguenay et sa zone périphérique : 10 ans de vie active ! :

« Le Parc doit poursuivre son association avec des partenaires dans tous les domaines de sa gestion afin d'exporter et d'assurer le rayonnement de sa mission de conservation auprès de ses deux clientèles cibles : la population de la zone périphérique et la clientèle touristique. » (p. 39)

Au parc national des Cévennes, un potentiel territorial permet de favoriser la création d'organismes communautaires pour gérer davantage des services de restauration, d'hébergement et de récréation à l'intérieur de la zone protégée. Il en est autrement pour les entreprises privées. Considérant l'étendue du territoire du parc, un contrôle de nombre d'entreprises doit être fait pour conserver la mission du parc. Selon des rencontres avec les employés du parc, les collectivités locales envisageaient étrangement la venue d'un parc national dans leur territoire lors de son établissement. La direction du parc doit donc orienter la gestion de son territoire en s'efforçant d'harmoniser les relations avec les collectivités locales.

Les similitudes entre les deux parcs en ce qui concerne les partenaires sont au nombre de deux. Les partenaires du groupe gestionnaire d'un parc peuvent être de diverses natures. Possédant chacun leurs objectifs de création et d'orientation, les partenaires doivent remplir leur mission convenue entre les deux parties. On retrouve une similitude dans les deux parcs au niveau de la volonté de partenariat entre le groupe gestionnaire du parc (la direction du parc du Saguenay et le conseil d'administration du parc national des Cévennes) et les intervenants extérieurs (organismes et entreprises privées). De plus, la quantité de partenaires des groupes gestionnaires des parcs s'avère presque identique. Ce nombre restreint peut être causé par le fait que la gestion partagée est un concept qui s'applique depuis peu. Il serait bon de voir la progression du nombre d'organismes et d'entreprises possédant une relation de partenariat dans une dizaine d'années.

La différence entre les deux parcs au niveau des partenaires n'est pas très visible car les deux situations sont très similaires. Il est possible de spécifier qu'au parc du Saguenay, le partenariat avec des entreprises privées est présent, mais avec une seule entreprise tandis qu'au parc national des Cévennes, le partenariat avec des entreprises privées est absent.

5.2 La mise en valeur de la zone périphérique

La mise en valeur de la zone périphérique d'un parc est essentielle à son développement économique, social et touristique. Cette mise en valeur se fait par des objectifs de développement de l'économie et du maintien des populations locales. Connaissant la situation économique précaire des zones habitées en périphérie d'un parc en milieu

naturel, des moyens doivent être utilisés pour offrir des services aux visiteurs des parcs afin qu'ils prolongent leur séjour en zone périphérique.

5.2.1 Le parc du Saguenay

Au parc du Saguenay, une démarche spécifique a permis de produire un document permettant de cerner les actions à réaliser en zone périphérique. Selon Boisvert (1987), en 1983, le MLCP a remarqué lors des audiences publiques pour la création du parc du Saguenay, que celles-ci ont permis « de mettre en évidence la volonté des intervenants du milieu de se regrouper pour concevoir un plan de développement ». (p.89) De plus, selon le gouvernement du Québec (1993), les audiences publiques ont « clairement mis en évidence le besoin de générer des retombées économiques substantielles étant donné la précarité de l'économie locale et le potentiel évident de la zone ». (p.25)

À partir de ces énoncés, un moyen de répondre aux attentes fut la réalisation d'un plan intégré de mise en valeur de la zone périphérique du parc : le plan d'actions concerté. C'est un comité interministériel présidé par l'Office de planification et de développement du Québec (O.P.D.Q.) qui a eu « le mandat de réaliser ce plan en associant les divers intervenants qui oeuvrent dans la zone (périphérique), notamment les municipalités ». (idem, p.26) Il s'agit donc d'un processus de consultation auprès de la population locale. Ce processus s'est fait par l'intermédiaire d'un comité du milieu. Celui-ci a été formé selon le mandat de l'O.P.D.Q. et il était composé d'un représentant des onze municipalités qui composent la zone périphérique. Selon Boisvert (1987), les buts initiaux de la démarche de consultation visaient « l'harmonisation des intérêts

de chaque intervenant et l'accroissement des retombées économiques générées par la présence d'un parc national de conservation ». (p.89) De plus, la concertation a permis de proposer un concept de développement pour donner une image touristique au Bas-Saguenay.

Pour la zone périphérique du parc du Saguenay, les objectifs ont été établis par le comité de représentants du milieu et le comité interministériel. Selon le gouvernement du Québec (1984), pour orienter le développement, les objectifs établis étaient de :

- « prioriser la mise en valeur des potentiels forts ;
- faire de la zone du Bas-Saguenay une destination intéressante ;
- maximiser les retombées économiques locales ;
- étendre la fréquentation touristique sur toute l'année. » (p.80-81)

À partir des objectifs choisis par les deux comités, 47 actions ont été dressées. Le bilan de l'année 1991, réalisé par la Société touristique du fjord (STF), démontre que toutes les actions majeures ont débuté et qu'approximativement 40% de la totalité du plan d'actions concerté est réalisé en 1992 ou en voie de l'être. Les actions énumérées dans le plan font référence à l'établissement d'infrastructures récréo-touristiques. Il en résulte donc des installations pour la pratique d'activités de loisir et pour l'offre de service aux visiteurs.

On retrouve en zone périphérique du parc du Saguenay des installations davantage orientées vers les activités nautiques dont les marinas, les quais, les jetées, les rampes de lancement et les plages. De plus, des belvédères, des haltes routières et des kiosques

d'accueil sont aménagés près des routes. Des aires de pique-nique sont en nombre suffisant et sont bien réparties sur le territoire. Ces installations favorisent la pratique d'activités telles que des excursions de plaisance sur la rivière Saguenay, la pêche sur les rivières adjacentes et la baignade. Un réseau de sentiers pédestres développé permet d'observer plusieurs points de vue. Au plan des activités hivernales, les visiteurs peuvent pratiquer le ski de randonnée hors-piste, la raquette, la motoneige, la pêche blanche et le ski alpin. En plus des activités sportives, les visiteurs peuvent s'adonner à des activités de loisir à caractère culturel et d'interprétation. Cinq musées et cinq centres d'interprétation favorisent les activités de loisir se rattachant aux ressources patrimoniales culturelles et naturelles.

Des services de restauration et d'hébergement sont offerts en grand nombre aux touristes. Malgré une grande offre, une forte concentration des services d'hébergement et de restauration se situe à Ville de La Baie et à Tadoussac (80% des chambres et 75% des places de restaurant). À Rivière-Éternité, un service de restauration des produits de l'érable est offert aux visiteurs au printemps. En plus, on retrouve une auberge de jeunesse, cinq gîtes ruraux et 200 chalets d'accueil. Un village vacances-familles est situé à l'Anse-Sainte-Étienne.

5.2.2 Le parc national des Cévennes

Au parc national des Cévennes, l'énoncé des objectifs reliés à la mise en valeur de la zone périphérique se fait dès la création du parc. Des objectifs précis orientent les actions à réaliser en zone périphérique. Il s'agit d'un cadre légal convenu dans le décret de création du parc. Selon le gouvernement de la France (1970) :

« Le programme des réalisations et améliorations d'ordre social, économique et culturel [...] est élaboré pour l'ensemble de la zone périphérique par les administrations intéressées en liaison avec l'établissement public. Il fait l'objet de la consultation locale prévue par l'Article susvisé, dans les conditions qui fixent les préfets des départements de l'Ardèche, du Gard et de la Lozère. Il est ensuite institué à cet effet auprès du préfet de la Lozère. » (p.17)

Une réglementation applicable au territoire du parc oriente obligatoirement la mission de la zone périphérique. En plus des points posés par la loi et le décret, l'administration du parc peut posséder des objectifs précis de mise en valeur de la zone périphérique.

Au parc national des Cévennes, l'objectif de développement relié à la zone périphérique est de permettre aux habitants des communes concernées de continuer à demeurer dans celles-ci, tout en étant en présence d'un parc national. Pour mettre en valeur la zone périphérique, des installations permettant l'offre de services sont présents à plusieurs endroits. De plus, des installations bâties ou rénovées ponctuent le territoire, entre autres choses des hôtels et des haltes routières avec des points de vue sur le paysage cévenol.

Des activités de loisir de plein air sont pratiquées en zone périphérique du parc : le parapente, le vélo tout terrain, l'escalade, le canot, la randonnée pédestre et équestre et la spéléologie. Des activités de loisir culturel et historique prédominent. De vieux bâtiments tels que des chapelles, des châteaux, des temples et des églises ponctuent le paysage. L'établissement récent des écomusées favorise les activités de loisir se rattachant aux ressources patrimoniales naturelles et culturelles : l'écomusée du mont Lozère, l'écomusée du schiste et l'écomusée du calcaire. Pour le service d'hébergement et de restauration aux touristes, les collectivités locales et les entreprises privées

ont mis sur pied des hôtels, des auberges, des gîtes et des terrains de camping. Le service d'accueil est assuré par des centres et des relais d'information.

5.2.3 Analyse : similitudes et différences

La mise en valeur de la zone périphérique d'un parc doit suivre des objectifs précis en considérant la situation de la zone. Des actions doivent être posées pour permettre une plus grande offre de service aux visiteurs du parc augmentant ainsi la durée de leur séjour et donc aidant directement la situation économique régionale.

La situation de la zone périphérique du parc du Saguenay en est une de consultation publique. Par l'élaboration d'un plan d'actions concerté, le gouvernement du Québec a intégré les populations locales dans son processus de planification. Planifiée par l'État mais prise en charge et réalisée par les collectivités locales, les résultats de cette démarche sont la réalisation à 40% (en 1991) de toutes les actions planifiées. De plus, cette démarche a eu des conséquences sociales et économiques sur la région du Bas-Saguenay. L'initiative de groupes de citoyens à former des associations pour mettre en valeur une partie du territoire de la zone périphérique est un exemple concret. Parmi les actions réalisées, on retrouve la mise sur pied d'entreprises locales favorisant l'économie régionale.

Au parc national des Cévennes, les objectifs de mise en valeur de la zone périphérique se situent dans un cadre légal. Malgré que la zone périphérique fait intégralement partie du parc, une démarche de consultation a eu lieu pour connaître les attentes des populations, car elle est prescrite par le décret de création du parc.

Les similitudes au niveau de la mise en valeur de la zone périphérique se situent au niveau de la situation économique, des installations et des activités. La situation économique des collectivités locales est une préoccupation importante pour la direction des deux parcs, car celle-ci est précaire. Une stimulation par des programmes d'aide permettrait de rendre la situation économique meilleure, favorisant du même coup le maintien des populations locales.

Au niveau des installations, chaque zone en possède une quantité importante qui favorise la pratique d'une grande variété d'activités offertes aux touristes fréquentant la zone périphérique. De plus, chaque parc porte une attention particulière à l'accueil des visiteurs.

En ce qui concerne les différences, au parc du Saguenay, les dirigeants mettent l'emphasis sur le concept de destination touristique, c'est-à-dire de rendre la région du Bas-Saguenay attirante pour les visiteurs augmentant ainsi le capital financier. Au parc national des Cévennes, les dirigeants favorisent l'idée de maintenir la population locale sur place, malgré la présence continuelle d'une réglementation.

Chaque zone périphérique possède un potentiel élevé pour permettre un type d'activité. La zone périphérique du parc du Saguenay possède un potentiel élevé d'activités se situant principalement au niveau des ressources naturelles. Tandis que le parc national des Cévennes possède une densité plus forte d'éléments du patrimoine culturel favorisant les activités de ce type.

Le type d'outils utilisé par chacun des parcs pour mettre en valeur les ressources patrimoniales s'avère différent : musée versus écomusée. Au Saguenay, le musée est

utilisé pour mettre en valeur certaines ressources. Ce dernier offre des expositions à caractère interprétatif qui permettent de comprendre des phénomènes reliés au parc. En Cévennes, l'écomusée est un outil d'enseignement pour comprendre l'écologie. Il présente une dimension nouvelle et importante : la dimension naturelle (sur le terrain). Même s'ils ne sont pas présents au parc du Saguenay, il ne faut toutefois pas passer sous silence que les écomusées sont présents à plusieurs endroits au Québec. L'importance des écomusées est l'aspect de conservation du patrimoine naturel et culturel ainsi que les relations entre l'homme et le milieu naturel.

5.3 Les intervenants en zone périphérique

La mise en valeur de la zone périphérique se fait grâce à l'intervention du gouvernement et par la prise en charge des populations pour offrir des services aux visiteurs d'un parc. Tant au Québec qu'en France, les populations vivant en périphérie d'un parc ont su se regrouper pour former des entreprises, des associations, des comités, des régies, des coopératives ou des corporations ayant différents buts.

5.3.1 Les entreprises à but lucratif

Les entreprises privées, en grand nombre dans la zone périphérique des deux parcs, permettent aux visiteurs de la région de recevoir des services (restauration, hébergement et récréation). Cette offre de services, que les visiteurs encouragent par leur utilisation, stimule l'économie de la région favorisant une meilleure situation économique régionale. Dresser la liste de toutes les entreprises privées existantes dans chacune des zones périphériques n'est pas pertinent à cause du grand nombre.

5.3.2 Les organismes

Les organismes dont il est question sont des regroupements de personnes ayant pour buts la promotion touristique et l'entraide dans un domaine précis. Villages et communes à population faible, les personnes doivent se regrouper pour agir en force devant l'exigence d'une qualité de services de la part des visiteurs.

Au Québec ainsi qu'en France, plusieurs regroupements se sont formés au cours des années dans différents secteurs des régions saguenéenne et cévenole. Une description de chacun d'eux permettra de comprendre les préoccupations de la population.

5.3.2.1 Les organismes en zone périphérique du parc du Saguenay

La situation en zone périphérique du parc du Saguenay se présente de la façon suivante : la STF est l'organismes central qui chapeaute des organismes sectoriels.

La Société touristique du Fjord

La Société touristique du Fjord a été créée en 1983 lors de la réalisation du plan d'actions concerté. D'après l'entrevue téléphonique réalisée avec M. Guy Girard, directeur de la société, elle est le maître-d'oeuvre des activités de développement prévues dans le plan d'actions concerté. Il s'agit d'une corporation intermunicipale comprenant les villes de Ferland-Nadeau, Saint-Félix-d'Otis, Rivière-Éternité, Anse-Saint-Jean, Petit-Saguenay, Baie-Sainte-Catherine, Sainte-Fulgence, Sainte-Rose-du-Nord, Sacré-Coeur, Ville de La Baie et Tadoussac ainsi que plusieurs organismes et entreprises privées de la région du Bas-Saguenay. Elle est chargée de représenter la

population de la zone périphérique auprès du MEF. Au cours des années, cette société a vu sa mission se généraliser en devenant un promoteur touristique pour la région du Bas-Saguenay. La figure 11 présente les différents organismes membres de la STF qui seront présentés par la suite. Ils sont classés en relation avec les pôles touristiques du parc du Saguenay.

Figure 11

**Les organismes de la zone périphérique membres de la STF (1991)
classification par pôles du parc du Saguenay**

	Pôles du parc du Saguenay	Municipalités de la zone périphérique	Organismes	vocation
P r i n c i p a l	secteur de Rivière-Éternité	Rivière-Éternité	Société de développement touristique de Rivière-Éternité	touristique
	secteur de Tadoussac	Tadoussac		
	secteur de Baie-Sainte- Marguerite	Sacré-Coeur	Régie intermunicipale de la Rivière-Sainte-Marguerite	touristique
s e c o n d a i r e	secteur de Baie-Sainte- Catherine	Baie-Sainte- Catherine		
	secteur d'Anse-à- la-Croix	Saint-Félix-d'Otis		
	secteur de rivière Sainte-Marguerite - Lac Otis			
t e r t i a i r e	secteur de Petit-Saguenay	Petit-Saguenay	Comité de développement économique de Petit-Saguenay	touristique
	secteur de Sainte- Rose-du-Nord	Sainte-Rose- du-Nord	Corporation touristique de Sainte-Rose-du-Nord	touristique
	secteur d'Anse de Tabatière	Anse-Saint-Jean	Société de développement touristique de l'Anse-Saint-Jean inc.	touristique

Source : élaboration personnelle

La Société de développement touristique de Rivière-Éternité

En plus d'être un partenaire du parc du Saguenay, la Société de développement touristique de Rivière-Éternité, créée en 1972, est impliquée dans la zone périphérique. Une entrevue avec M. Émile Bouchard, directeur, a permis de connaître les activités assumées par cet organisme. Elle doit voir à la gestion des activités de loisir en zone périphérique du secteur Rivière-Éternité qui sont essentiellement orientées vers le service d'hébergement en mettant à la disposition du public des chalets avec restauration.

La Régie intermunicipale de la Rivière Sainte-Marguerite

La Régie intermunicipale de la Rivière Sainte-Marguerite a été créée en 1985. Selon les réponses à un questionnaire envoyé au mois de juillet 1993, le but premier de la régie était la gestion et le développement de la vallée de la rivière Sainte-Marguerite pour en faire un lieu de récréation. Les actions sont d'exploiter et d'administrer un terrain de camping et un centre d'hébergement requis au développement de la vallée.

Le Comité de développement économique de Petit-Saguenay

Le Comité de développement économique de Petit-Saguenay a été créé lors de l'établissement du parc du Saguenay en 1983. Une action prioritaire de ce comité a été la production de la revue *Échologique*. Selon M. Jean Bergeron, rédacteur de la revue, elle avait pour but de sensibiliser tous les intervenants du milieu et la population sur les enjeux du développement de la zone périphérique du parc du Saguenay. Durant

cinq ans, la revue a publié des articles concernant le développement de la zone périphérique du parc du Saguenay, le jumelage avec le parc national des Cévennes et tout autre sujet se rapportant à la région du Bas-Saguenay.

La Corporation touristique de Sainte-Rose-du-Nord

Les renseignements concernant la Corporation touristique de Sainte-Rose-du-Nord ont été recueillis par l'entremise d'un questionnaire complété par un membre de la corporation. Celle-ci a vu le jour en 1973 sous le nom de la Corporation du festival des Artisans. Le but premier de la création de la corporation était d'organiser le festival des Artisans et de promouvoir le tourisme. Le nom a été modifié en 1988 à cause de la réorientation des actions. Les buts révisés sont de susciter et de coordonner le développement de l'industrie touristique à Sainte-Rose-du-Nord incluant la sauvegarde du patrimoine, de réaliser les projets mis de l'avant par la corporation en vue de développer l'industrie touristique de Sainte-Rose-du-Nord, d'appuyer les projets proposés par les membres, de promouvoir le tourisme à Sainte-Rose-du-Nord et d'organiser des fêtes et des activités touchant la municipalité, la zone périphérique du parc du Saguenay et la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La Société de développement touristique de l'Anse-Saint-Jean inc.

La Société de développement touristique de l'Anse-Saint-Jean inc. a été créée en 1985 pour venir en aide au développement économique de ce village. Selon un questionnaire envoyé, cette société a pour but de mettre en branle différents projets pour offrir un produit touristique « quatre saisons ». Parmi les actions réalisées, on note le projet de

mise en valeur de la rivière Saint-Jean ainsi que le projet d'étude récréo-touristique pour prioriser les activités à développer.

5.3.2.2 Les organismes en zone périphérique du parc national des Cévennes

En Cévennes, les groupes menant des actions en zone périphérique se caractérisent par l'entité dont ils relèvent, c'est-à-dire de la commune, du département ou de la région. Ils peuvent également se regrouper selon leur vocation de développement touristique, de protection de l'environnement ou de coopération. La figure 12 présente des organismes cités à titre d'exemple qui interviennent dans la zone périphérique selon le type d'intervention et le type d'entité territoriale dont ils relèvent. Selon M. Didier Lécuyer, il existe plus d'une centaine d'organismes qui oeuvrent dans la zone périphérique de ce parc.

Figure 12

**Les organismes intervenants dans la zone périphérique
du parc national des Cévennes**

Type d'entités territoriales	Type d'intervention		
	Touristique	Environnementale	Coopérative
Communale ou intercommunale	Syndicat d'initiative	Association syndicale des travaux forestiers	Diverses coopérations d'entraide
		Association de défense pour l'environnement	
Départementale : Lozère, Ardèche, Gard	Comité départemental du tourisme	Fédération « Environnement nature »	
	Fédération des foyers ruraux de la Lozère		
Régionale : Languedoc-Roussillon Rhône-Alpes	Comité régional au tourisme	Centre régional de la propriété forestière	

Source : élaboration personnelle

Le syndicat d'initiative

Le syndicat d'initiative a pour objectif l'animation locale et le développement touristique. La totalité des syndicats d'initiative possède le même profil d'établissement et de fonctionnement. Il relève des communes ou d'un ensemble communal et son établissement provient d'une décision des gens du milieu. Sa structure est composée d'un directeur qui supervise un certain nombre de bénévoles pour maintenir les activités d'opération du syndicat.

Le comité départemental du tourisme

Le comité départemental du tourisme relève directement du département dans lequel il intervient : Lozère, Gard ou Ardèche. Les objectifs de ce type d'intervenant sont de développer le tourisme, de faire la promotion et la coordination des acteurs du tourisme. Ces actions peuvent être différentes d'un comité à l'autre, mais les orientations de celles-ci restent les mêmes. Une action concrète du comité départemental du tourisme de la Lozère est le système de réservation des gîtes d'étapes. Une centrale de réservation a été mise sur pied pour offrir un meilleur service à la clientèle et pour rejoindre plus facilement cette clientèle.

La fédération des foyers ruraux de la Lozère

Il s'agit d'un organisme qui contribue avec la direction du parc à favoriser l'organisation de veillées festives d'hiver. Le champ d'intervention de cet organisme est dans le domaine touristique et les actions sont davantage reliées au département de la Lozère.

Le comité régional au tourisme

Le comité régional touristique oriente ses actions vers le tourisme d'une région. Les objectifs de ce comité sont de faire la promotion de la région en faveur de son développement touristique. Comparativement aux syndicats d'initiative et aux comités départementaux de tourisme, chaque comité régional possède ses propres caractéristiques en matière d'intervention auprès de sa clientèle.

L'association syndicale des travaux forestiers

L'association syndicale des travaux forestiers regroupe des propriétaires privés de forêt. Elle a pour objectif le développement de la sylviculture. Ses actions se situent principalement dans la réalisation de travaux forestiers en collaboration avec différents propriétaires.

L'association de défense de l'environnement

L'association de défense de l'environnement, comme le dit son nom, oriente ses actions vers le domaine environnemental. Ses actions sont variées et elles sont réalisées à l'échelle communale ou intercommunale.

La fédération « Environnement nature »

La fédération des associations cévenoles « Environnement nature » réalise de nombreuses actions au niveau du patrimoine naturel et culturel. Elle a pour objectif la protection de l'environnement. Cette fédération regroupe plus d'une cinquantaine d'associations cévenoles situées principalement dans les départements du Gard et de la Lozère.

Le centre régional de la propriété forestière

Le centre régional de la propriété forestière a pour but de mettre en valeur les ressources forestières du parc et son mandat est d'aider les propriétaires de forêts de grande superficie à mettre en valeur cette ressource. Ses actions se situent dans la région du

Languedoc-Roussillon, mais plus particulièrement sur le territoire du parc où se situent les propriétaires de forêts.

Diverses coopérations d'entraide

Plusieurs personnes se sont regroupées pour pouvoir accomplir certaines actions difficiles à réaliser seules. Des coopératives agricoles ont donc été créées pour mettre en valeur les produits de la ferme. Un exemple concret est la coopérative du Causse qui réunit treize agriculteurs du causse Méjean pour la transformation des produits du terroir. Ils se sont unis pour offrir des produits issus de la tradition et élaborés dans la région. Ils ont bâti un atelier de transformation des produits primaires. Chaque agriculteur peut faire ainsi la transformation de ses produits d'élevage, aidé par les autres membres de la coopérative. L'entraide s'effectue par un échange du nombre d'heures utilisées par chaque agriculteur. Tous les membres participent donc à la production du groupe. La grande variété des produits offerts transformés dans cette usine artisanale proviennent du porc, de la volaille, du mouton et des abeilles.

5.3.3 Analyse : similitudes et différences

Dans chacun des parcs, des regroupements d'initiatives locales ou régionales se forment pour mobiliser un grand nombre de ressources humaines et naturelles. Cette prise en charge aide au maintien de la population en zone périphérique. Les habitants des villages et des communes possèdent donc un but collectif pour demeurer en périphérie d'un parc.

La situation de la zone périphérique du parc du Saguenay se présente de cette façon : différents organismes se sont formés près des pôles de développement touristique du parc, profitant de l'achalandage pour s'établir. Le développement du parc n'étant pas complètement réalisé, il est probable de voir la naissance d'autres organismes d'ici peu. Les regroupements de citoyens déjà présents dans certains villages de la zone périphérique pourraient posséder une entente de partenariat avec la direction du parc du Saguenay lors du développement éventuel de pôles touristiques.

La figure 13 présente les partenaires du parc du Saguenay et les intervenants en zone périphérique du parc par rapport à leur statut. Il est possible de remarquer que le potentiel de partenaires pour la direction du parc est élevé. Il serait favorable de considérer ce type de relation pour responsabiliser les organismes face au territoire du parc du Saguenay et non pas seulement au territoire de la zone périphérique.

Figure 13

**Le rôle des entreprises à but lucratif et des organismes
communautaires au sein du parc du Saguenay
et de sa zone périphérique**

Type de relation vs secteur d'intervention	Partenaires (zone centrale)	Intervenants (zone périphérique)
Entreprises à but lucratif	Les Croisières du Cap Trinité inc.	Grande diversité d'entrepri- ses à but lucratif
Organismes communautaires		Société touristique du Fjord
	Société de développement touristique de Rivière- Éternité	Société de développement touristique de Rivière- Éternité
		Régie intermunicipale de la Rivière-Sainte-Marguerite
		Comité de développement économique de Petit- Saguenay
		Corporation touristique de Sainte-Rose-du-Nord
		Société de développement touristique de l'Anse-Saint- Jean inc.

Source : élaboration personnelle

Au parc national des Cévennes, des groupes d'initiative communale, départementale et régionale se sont formés pour favoriser la protection de l'environnement et la promotion touristique. Ces deux objectifs sont directement liés à la mission des parcs nationaux français.

La figure 14 représente les deux types de relations possibles que les entreprises privées et les organismes communautaires peuvent avoir avec la direction du parc national des Cévennes. Il est important de souligner la présence d'organismes communautaires dont l'intervention se situe dans le domaine de la coopération. Selon Rémy Noël, directeur des communications du parc, « le Parc a créé le besoin d'union d'agriculteurs ». Ce besoin a été créé avec la venue du parc national qui a fait augmenter les ventes des produits.

Figure 14

Le rôle des entreprises à but lucratif et des organismes communautaires au sein du parc national des Cévennes

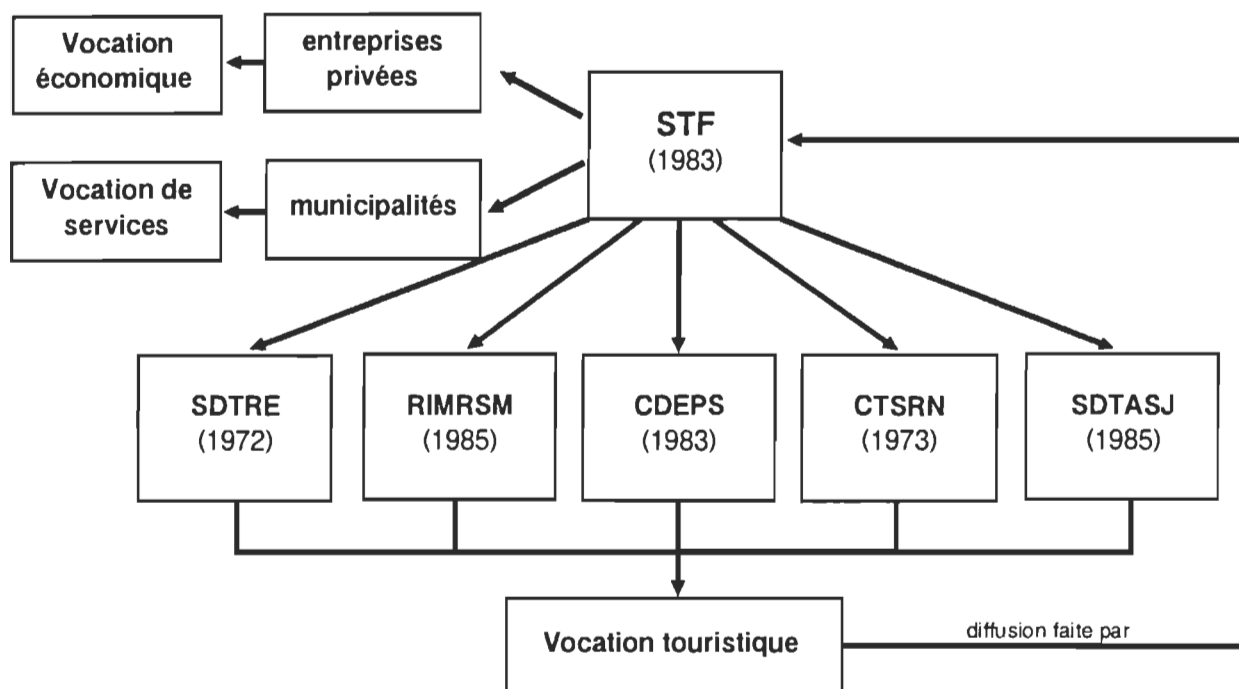
Type de relation vs secteur d'intervention	Partenaires (zone centrale)	Intervenants (zone périphérique)
Entreprises à but lucratif		Grande diversité d'entreprises à but lucratif
Organismes communautaires		Syndicat d'initiative
		Comité départemental de tourisme
		Fédération des foyers ruraux de la Lozère
		Comité régional au tourisme
		Association syndicale des travaux forestiers
		Association de défense pour l'environnement
		Fédération « Environnement nature »
		Centre régional de la propriété forestière
		Diverses coopératives d'entraide

Source : élaboration personnelle

Après la description de chacune des situations, saguenéenne et cévenole, des tendances peuvent être identifiées. Parmi celles-ci, on remarque une tendance commune qui est la présence d'un modèle-type d'associations pour chaque parc. De cette constatation, il est possible d'identifier un modèle-type général commun aux deux parcs selon leur profil et leur type d'intervention. Au Québec, le modèle-type se décrit comme étant un regroupement qui offre différents services reliés au tourisme et au développement. La figure 15 présente sous forme de schéma les tendances de la situation en zone périphérique.

Figure 15

Les tendances d'interventions au parc du Saguenay



STF : Société touristique du Fjord

SDTRE : Société de développement touristique de Rivière-Éternité

RIMRSM : Régie intermunicipale de la Rivière-Sainte-Marguerite

CDEPS : Comité de développement économique de Petit-Saguenay

CTSRN : Comité touristique de Sainte-Rose-du-Nord

SDTASJ : Société de développement touristique de l'Anse-Saint-Jean inc.

Source : élaboration personnelle

Par cette figure, il est possible d'identifier les tendances des organismes dans la zone périphérique du parc du Saguenay. La STF est un organisme régional qui chapeaute divers types de regroupements : des organismes, des entreprises privées et des municipalités. Ces regroupements sont membres de la STF.

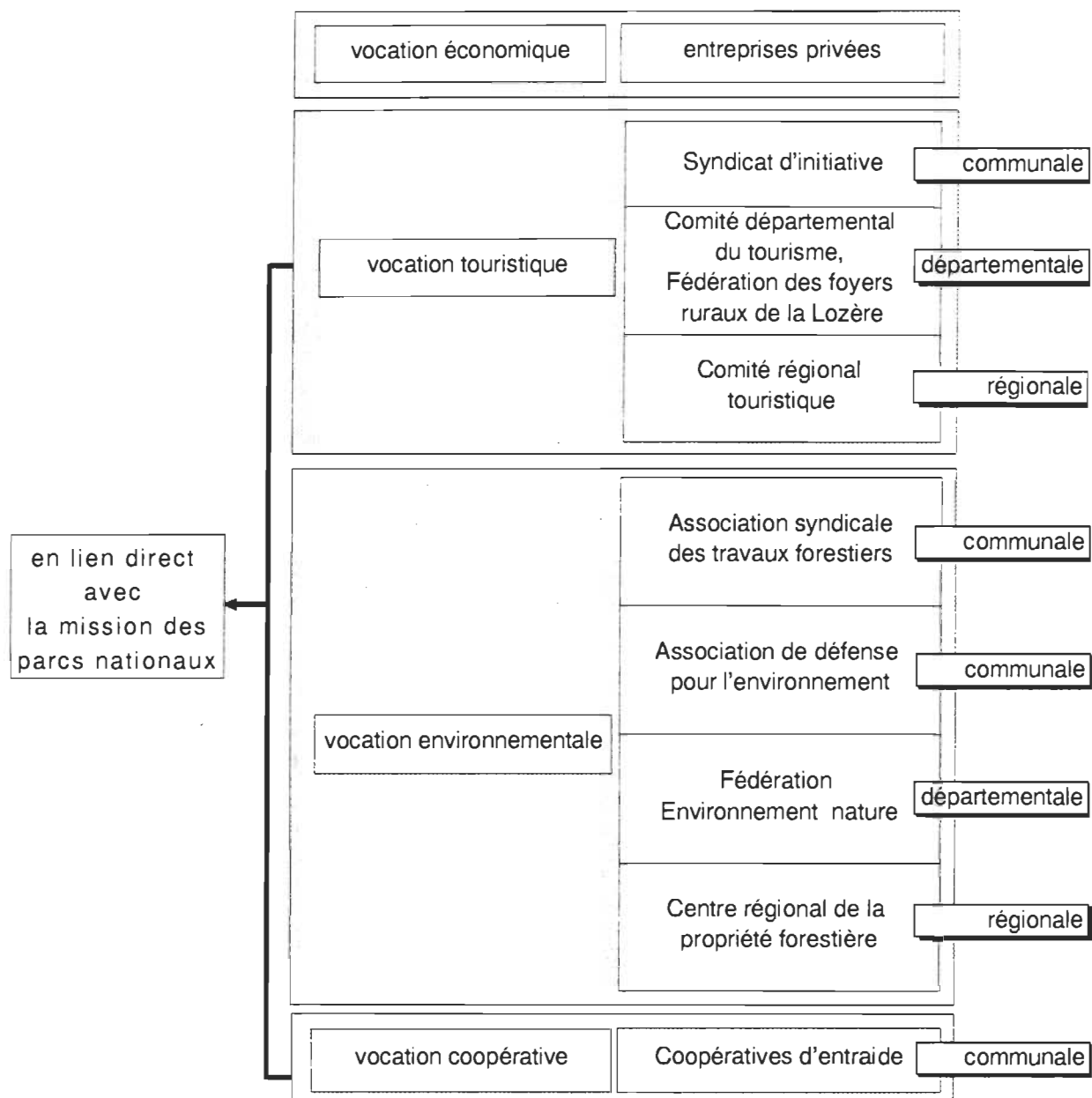
Les organismes locaux qui sont à l'étude sont ceux dont la vocation prioritaire est le tourisme. La STF intervient auprès d'eux à titre de diffuseur touristique pour la région du Bas-Saguenay. Il est à noter que parmi ces organismes, quelques-uns ont été créés avant la STF. Ceci signifie que bien avant la venue des démarches pour la création d'une zone périphérique reliées au parc du Saguenay, les collectivités locales étaient déjà impliquées dans leur milieu. L'émergence de nouvelles organisations pour la promotion du tourisme et la mise en valeur des ressources indiquent un certain niveau de sensibilisation de la prise en charge par les collectivités locales.

Les entreprises privées possèdent la vocation économique tandis que les municipalités offrent des services à leurs citoyens. La STF participe aux actions de ces deux types de regroupements mais sans être un diffuseur de leur vocation respective.

En France, le modèle-type est davantage celui d'un regroupement dont les orientations sont concentrées sur un type de services seulement. La situation des organismes intervenant en zone périphérique se présente selon la figure 16.

Figure 16

Les tendances d'interventions au parc national des Cévennes



Source : élaboration personnelle

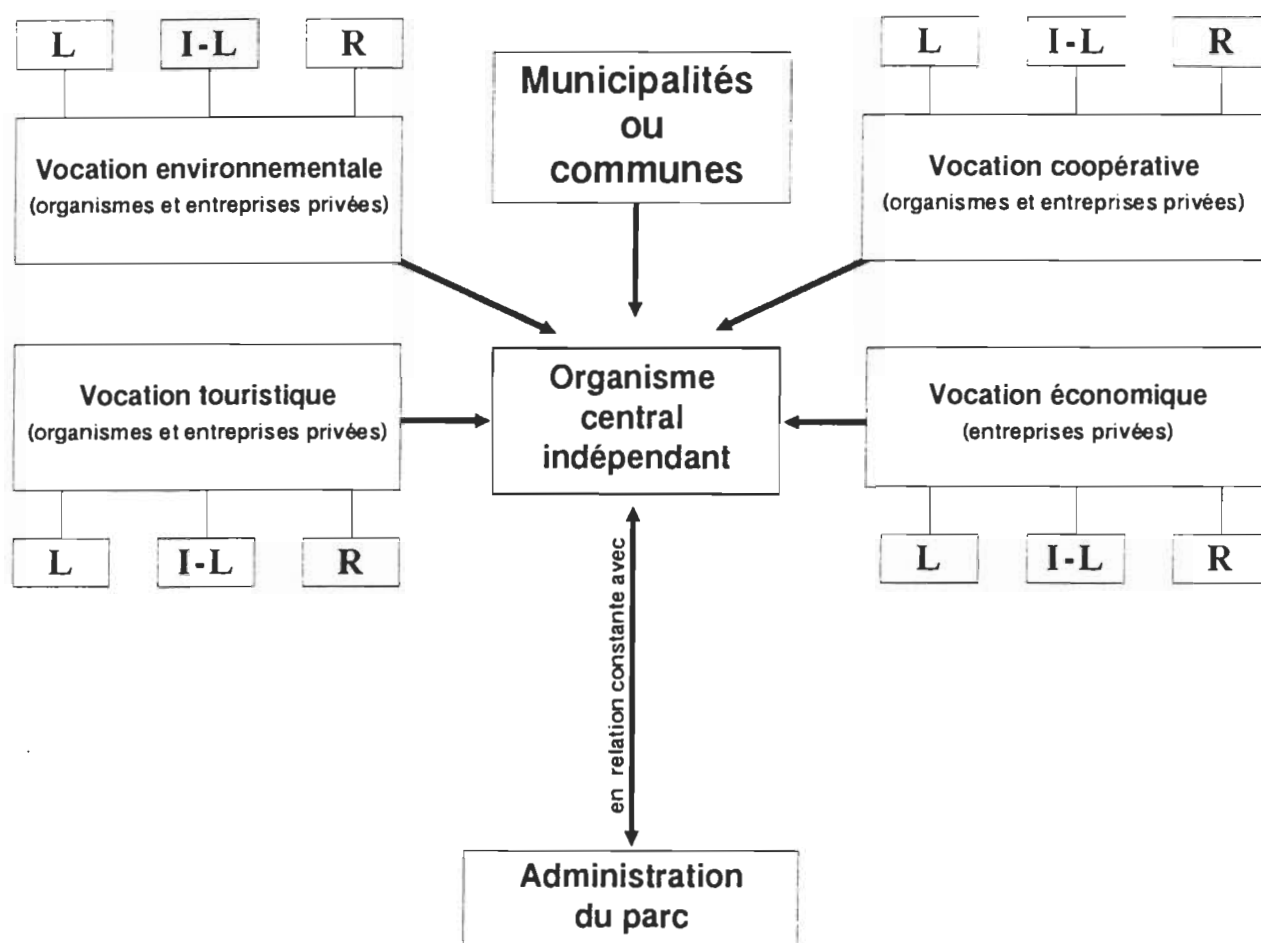
Le modèle-type spécifique approprié dans le cas de la zone périphérique du parc national des Cévennes se divise en quatre parties précises. Une partie importante est la présence des organismes intervenants en zone périphérique du parc. Ils sont le point de départ du modèle. Ces organismes ont été regroupés par vocations. Celles-ci sont le noyau du modèle. Tout en étant regroupés, les organismes ne sont pas nécessairement liés entre eux. Leurs actions dans un domaine précis les amènent à se chevaucher sur un territoire commun. De plus, les différentes vocations sont en lien direct avec les objectifs que veut atteindre la direction du parc national des Cévennes. La protection d'un milieu naturel est son principal objectif. Cependant, la promotion touristique est une caractéristique des parcs nationaux français. La vocation coopérative est visible par l'objectif qui met en considération le support apporté aux collectivités locales. La troisième partie est liée à l'entité territoriale à laquelle relèvent les organismes : la commune, le département, la région.

La dernière partie est la présence des entreprises privées dans les actions en zone périphérique. Leur présence est importante pour maintenir l'activité économique dans cette région.

Le modèle-type général selon les tendances des organismes de la zone périphérique est une union des deux modèles-types spécifiques. La figure 17 présente ce modèle général suggéré.

Figure 17

Le modèle-type de la structure organisationnelle en zone périphérique



L : local (municipalité - commune)
 I-L : inter-local (MRC - département)
 R : régional (région - région)

Source : élaboration personnelle

Le modèle-type général proposé se compose de quatre éléments. Le premier élément est l'organisme central indépendant qui est le lien entre les organismes, les entreprises privées et les municipalités ou les communes. Son rôle précis serait de voir au bon fonctionnement des actions réalisées en zone périphérique. Le second élément du modèle est le type de vocation des organismes et des entreprises privées. Quatre champs d'intervention sont proposés : environnement, tourisme, coopération et économie. La combinaison de ces champs d'intervention et leur présence en zone périphérique favoriserait le maintien des populations locales et l'économie régionale. De plus, les organismes et les entreprises privées devraient relever de plusieurs entités territoriales pour permettre une présence d'un plus grand nombre de ressources humaines et financières. Toutes les actions réalisées en zone périphérique devraient effectivement tenir compte des objectifs du parc concerné lorsque des relations étroites entre l'organisme central et l'administration du parc auront lieu.

Ce modèle-type général peut être appliqué avec la collaboration des collectivités locales, de l'administration du parc et des dirigeants gouvernementaux. Pour permettre l'implication des collectivités locales, des facteurs favorisant l'importance de leurs actions en zone périphérique ont été identifiés. Ceux-ci sont en lien direct avec les facteurs exogènes et endogènes du concept de développement local défini par Vachon (1993). La prochaine partie présente ces facteurs ainsi que les éléments de l'implication des populations vivant en périphérie d'un parc.

5.4 Le développement local, un mode de gestion approprié

Le concept de développement local présenté par Vachon (1993) est le mode de gestion qui s'applique à la situation de mise en valeur de la zone périphérique du parc du Saguenay. Dans Vachon (1993) selon Région Alsace (no 7, juin 1988) :

« Le développement local est fondé sur la mobilisation locale des ressources et des savoir-faire et met l'accent sur le développement des initiatives locales, le renforcement des solidarités intercommunales et la prise en compte des aspirations et des besoins de la population dans les domaines économique, social et culturel. » (p.XI)

De plus, Vachon (1993) précise que « le développement local assigne un rôle de premier plan aux institutions, aux groupes communautaires et aux divers organismes et associations d'une collectivité ». (p.3) En considérant les différents organismes énumérés précédemment et la définition du développement local, il est possible d'appliquer les notions de ce concept à la présente étude.

5.4.1 Les facteurs du développement local

Tel que démontré précédemment, l'implication des collectivités locales peut se faire par les ententes de partenariat ou par des initiatives locales pour favoriser les conditions d'un milieu de vie. Elles peuvent intervenir en zone centrale du parc ou en zone périphérique en offrant des services aux visiteurs. En considérant la situation du parc du Saguenay, il est possible de faire une liste des facteurs pouvant influencer l'implication de la population vivant en périphérie du parc.

Les facteurs à la base de l'implication des collectivités locales sont :

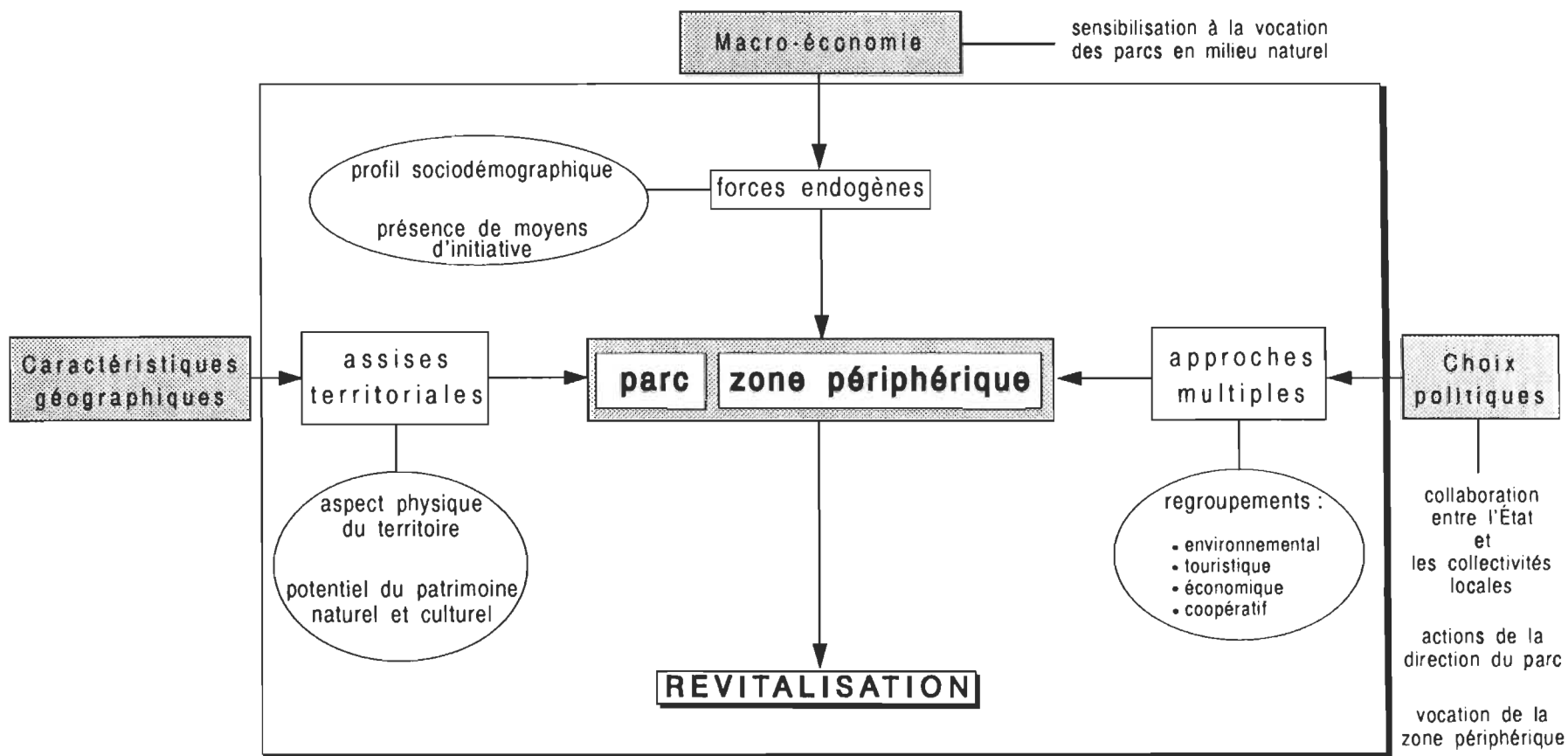
- l'aspect physique du territoire de la zone périphérique ;
- la sensibilisation des populations à la vocation d'un parc en milieu naturel et à celle d'une zone périphérique ;
- la vocation et le statut de la zone périphérique pouvant modifier considérablement la façon dont les collectivités locales interviendront dans leur milieu de vie ;
- les actions menées par la direction du parc en matière de développement de pôles touristiques et d'aménagement pour l'offre de services aux visiteurs ;
- la nouveauté en matière de collaboration entre l'État et les collectivités locales ;
- le potentiel du patrimoine naturel et culturel du parc et de la zone périphérique ;
- le profil sociodémographique de la population ;
- la présence de moyens favorisant l'initiative de la population.

Tous ces facteurs amènent une raison d'être au jumelage. L'échange d'expertise et d'information en matière de gestion du territoire en milieu naturel, de techniques d'aménagement et de recherche scientifique favorisent le développement de chacun des parcs. La connaissance approfondie dans certains domaines de la direction du parc national des Cévennes peut contribuer à renforcer la gestion du parc du Saguenay. La réciprocité des missions depuis quelques années aide de façon considérable à améliorer la situation de chacun des parcs et de leur zone périphérique.

La figure 18 représente l'application du cadre de référence théorique à la situation de recherche. Les différents facteurs énumérés auparavant ont été situés et de plus, les différents types de regroupement retrouvés en zone périphérique ont été ajoutés.

Figure 18

L'application du cadre de référence théorique



Source : élaboration personnelle

Il est possible de remarquer que certains facteurs sont situés à l'intérieur de l'encadré. Il s'agit donc de facteurs internes à la situation en cause qui influencent directement le dynamisme du jumelage tandis que les facteurs situés à l'extérieur du cadre sont indirectement liés au milieu étudié. Toutefois leur présence est importante car ils agissent à un niveau supérieur à la situation, ce qui permet un recul face au dynamisme en zone périphérique.

Une explication de chaque facteur permet de comprendre leur impact sur le processus de revitalisation de la zone périphérique du parc.

5.4.1.1 Facteurs relatifs à l'assise territoriale

On entend par l'aspect physique du territoire de la zone périphérique la densité de la population, le nombre et l'importance des villes et la répartition de celles-ci sur le territoire de la zone périphérique. Toutes ces variables sont importantes à considérer. Premièrement, si la densité humaine est forte à certains pôles de développement du parc, ceci favorisera l'implication des collectivités locales car un plus grand nombre de ressources humaines est rassemblé, donc il y a plus de moyens pour réaliser des projets. Deuxièmement, le nombre de villes pourrait définir l'importance en nombre et en grandeur de projets à réaliser car un projet peut être d'initiative locale, mais aussi intermunicipale. Il est à noter que dans cette étude, l'importance des villes se mesure par la population et par le nombre de ses activités industrielles et touristiques. Troisièmement, la répartition des villes peut influencer l'implication des collectivités locales. Si celles-ci sont isolées les unes des autres, il sera difficile de rassembler les ressources disponibles pour réaliser des projets d'envergure intermunicipale.

Le potentiel du patrimoine naturel et culturel du parc et de la zone périphérique est en relation directe avec ce facteur, car les collectivités locales possèdent des éléments importants à mettre en valeur grâce au potentiel patrimonial naturel et culturel de la zone périphérique. Ce potentiel doit être mis en valeur pour favoriser le prolongement du séjour des visiteurs du parc en zone périphérique. Par des services de restauration et d'hébergement typiquement régionaux ainsi que des activités de loisir reliées aux ressources naturelles disponibles, les visiteurs seront portés à séjourner dans la zone périphérique favorisant ainsi l'économie locale.

5.4.1.2 Facteurs relatifs à la force endogène

Le profil sociodémographique de la population peut faire varier l'implication des collectivités locales dans la gestion de la zone périphérique du parc. Les variables de ce facteur sont : l'âge, le niveau de scolarité et la situation sociale de la population. Elles jouent un rôle très important dans l'implication des collectivités locales, car elles déterminent les moyens locaux utilisables, le type de moyens à utiliser et les outils s'y rattachant pour faire des réalisations. La situation sociale des membres d'une communauté est importante à considérer dans leur implication. La perte d'emplois et l'augmentation du taux de chômage entraînent une diminution de l'enthousiasme à bâtir des projets. Le niveau de scolarité détient également une place importante dans l'implication. Les personnes possédant un haut niveau de scolarité désertent graduellement les régions éloignées des centres urbains. De plus, un manque de connaissance des nouvelles tendances en matière de gestion nuit au bon fonctionnement d'une entreprise ou d'un organisme qui essaie de se tailler une place dans le marché touristique. Le vieillissement de la population ainsi que l'exode rural sont d'autres

facteurs à considérer pour l'intensité de l'implication des collectivités locales dans la mise en valeur de la zone périphérique d'un parc.

La présence d'outils favorisant l'initiative de la population est un autre facteur important à prendre en compte. L'initiative locale peut être stimulée par la présence d'outils favorisant l'implication des collectivités. Un diagnostic de l'état de la situation des collectivités locales par rapport à l'ensemble du territoire québécois est indispensable pour mobiliser la population. Des subventions ainsi que des programmes d'aide aux municipalités, aux entreprises et aux associations aideront les collectivités locales à réaliser des projets favorisant l'économie locale et l'augmentation de services aux visiteurs du parc.

5.4.1.3 Facteurs relatifs à la macro-économie

La sensibilisation des populations à la vocation d'un parc en milieu naturel et à celle d'une zone périphérique est une mentalité de protection du milieu naturel qui provient d'un concept mondial qui peut s'appliquer à tout milieu de vie. Il doit être présent dans le cadre de vie des collectivités locales vivant en zone périphérique d'un parc. Cette mentalité est la base de la reprise économique de la région, car la présence d'un parc bien préservé favorise sa promotion et augmente ainsi la fréquentation touristique. Cette augmentation de la fréquentation est en lien direct avec les activités économiques de la région.

5.4.1.4 Facteurs relatifs aux choix politiques

La nouveauté en matière de collaboration entre l'État et les collectivités locales est une tendance à la gestion partagée, adoptée par la direction du parc, qui favorise

l'implication des collectivités locales pour mettre en valeur la zone périphérique d'un parc. Des regroupements de personnes provenant d'entreprises privées ou d'associations communautaires se forment pour mettre en valeur des ressources patrimoniales naturelles et culturelles ou tout simplement pour offrir un service de restauration, d'hébergement ou de récréation.

Les actions menées par la direction du parc, en matière de développement de pôles touristiques non exploités, permettraient aux collectivités locales de ces pôles de s'impliquer dans le dynamisme de la zone périphérique. Ceci pourrait entraîner une augmentation de l'implication des populations. De plus, la présence d'équipements pour la pratique d'activités permet d'offrir une gamme de services récréatifs aux visiteurs. Grâce à cette présence, la tendance à la gestion déléguée peut être davantage appliquée. La participation en tant que partenaires des collectivités locales peut faire en sorte que celles-ci soient portées à mettre également en valeur la zone périphérique.

La vocation et le statut de la zone périphérique sont déterminés par les responsables du ministère concerné. Cette zone non incluse dans le territoire du parc peut faire varier le type d'implication des collectivités locales. N'étant pas obligatoirement et directement concernés par les activités du parc de par leur situation externe à ce dernier, les collectivités locales pourraient avoir moins d'intérêt à participer à la revitalisation de la zone périphérique.

Cette application des facteurs et des regroupements de la population au cadre de référence théorique permet de conclure que le développement local est le mode de gestion approprié à la situation au cause. Conséquemment, les dirigeants du parc du Saguenay auraient avantage à l'appliquer en collaboration avec les collectivités locales pour favoriser une harmonie au niveau des actions entreprises et futures dans la zone périphérique du parc.

Pour atteindre l'harmonie entre les dirigeants des parcs et les collectivités locales et pour augmenter de l'activité économique de la région, le modèle-type général (figure 16) est une suggestion d'application. Ceci permettrait de dynamiser davantage la vie régionale et d'augmenter par le fait même les relations de partenariat entre les parties. De cette façon, le parc ne serait plus considéré comme un obstacle à la vie patrimoniale de la région, mais comme un collaborateur au maintien de la vie économique.

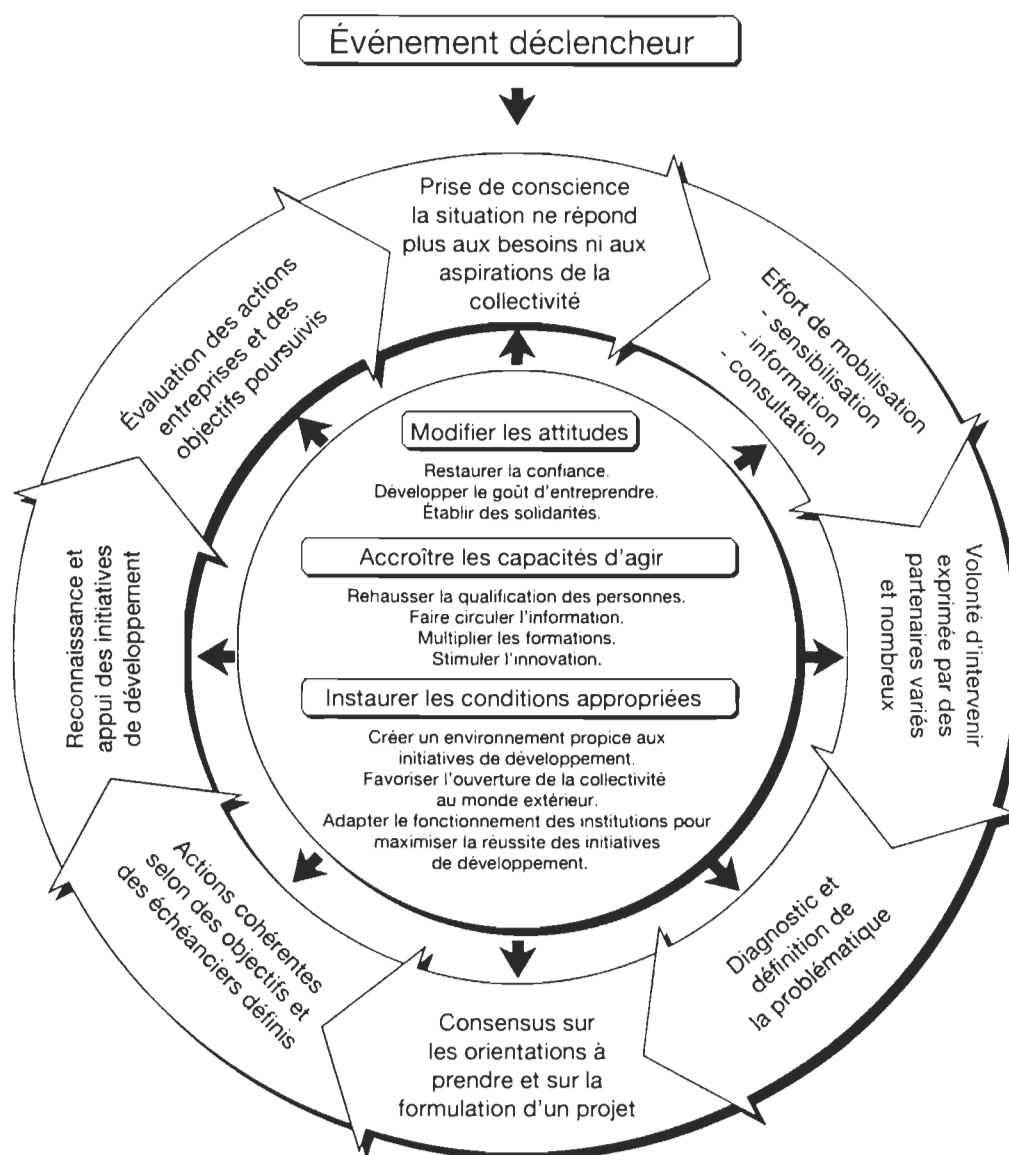
Lors de la création éventuelle de parcs en milieu naturel au Québec, les expériences de collaboration entre les dirigeants d'un parc et les collectivités locales autant au Québec qu'en France devront servir d'exemple. Que la zone périphérique soit partie intégrante du parc ou simplement une entité extérieure, la collaboration entre les dirigeants et les collectivités locales devra avoir lieu dès les premières démarches de création pour dynamiser la vie économique, sociale et culturelle de la zone périphérique.

5.4.2 Le processus de revitalisation par le développement local

Par l'application du cadre de référence théorique en identifiant les facteurs influençant les collectivités locales à intervenir en zone périphérique et en énumérant les moyens de regroupements utilisés, il est possible d'appliquer le processus de revitalisation de Vachon. Ce processus de revitalisation par le développement local se fait par étapes. Selon Vachon (1993), « chaque étape est un préalable à l'étape suivante ». (p.119) Selon la figure 19, ces étapes sont situées à l'extérieur du cercle. De plus, des conditions sont nécessaires à la mise en place du processus. Celles-ci sont situées à l'intérieur du cercle.

Figure 19

Le processus de revitalisation par le développement local



Source :
Vachon, B. (1993). Le développement local. Théorie et pratique. Gaëtan Morin éditeur, Boucherville, p.121.

L'explication de chaque étape sera faite ainsi qu'un parallèle avec la problématique de recherche. Par la suite, une analyse des effets du jumelage sur la dynamique existante en zone périphérique du parc du Saguenay permettra de saisir les résultats de la présente recherche.

La prise de conscience d'une situation est le résultat d'un événement déclencheur. Pour la présente étude, l'événement déclencheur est la création du parc du Saguenay. La prise de conscience d'une situation économique précaire est clairement indiquée dans le plan d'actions concerté. Selon le gouvernement du Québec (1983), « les audiences publiques tenues par le MLCP ayant précédé la création du nouveau parc du Saguenay ont clairement mis en évidence le désir de l'ensemble des intervenants, et plus particulièrement du milieu directement touché par la création du parc, de voir celui-ci générer des retombées économiques substantielles étant donné la précarité de l'économie locale et le potentiel de mise en valeur de la zone périphérique du parc. » (p.VII)

L'effort de mobilisation se résume par la sensibilisation à un problème, par l'information sur celui-ci et par la consultation de la population. De plus, on parle d'initiation à la participation aux activités reliées directement à l'événement déclencheur et au but de la revitalisation. Lors des audiences publiques pour la création du parc du Saguenay, la population a fait connaître son point de vue aux dirigeants de l'État. Ensemble, ils ont créé par la suite la Société touristique du Fjord.

La volonté d'intervenir s'exprime par les moyens adoptés par les collectivités locales pour revitaliser le milieu concerné. Le nombre de membres de la Société touristique du Fjord présente cette volonté d'agir.

La définition de la problématique est un élément très important dans le processus de développement local. Selon Vachon (1993), « parce que l'approche du développement local est globale et intégrée, cette opération s'applique à définir et à mettre en relation l'ensemble des caractéristiques de la collectivité pour en faire un portrait ». (p.138) Ce portrait permet de faire ressortir la réalité socio-économique et la capacité collective de développement. Les différents aspects de la collectivité sont les suivants : humain, social, culturel, économique, organisationnel, territorial ainsi que biophysique et climatique. Dans cette recherche, les différents points ont été décrits et il est possible de définir la situation de cette façon : la désertification des milieux ruraux entraîne principalement une diminution de la population et de l'activité économique des collectivités locales. De plus, la fréquentation d'un parc et la protection du milieu naturel sont deux facteurs opposés qui doivent être considérés dans le processus de revitalisation. La connaissance d'un milieu similaire au niveau de l'intensité de l'identité culturelle et du potentiel naturel ainsi que d'une situation économique difficile en raison de l'éloignement des centres urbains peut aider à l'implication des collectivités locales par la connaissance de nouveaux moyens d'implication.

Parallèlement aux démarches de prise en charge de la zone périphérique, un projet de jumelage entre le parc du Saguenay et le parc national des Cévennes a vu le jour. Celui-ci a permis d'élargir les horizons en matière de développement d'un milieu éloigné des centres urbains. Les orientations des actions du jumelage sont clairement indiquées dans le protocole d'entente entre les directions des deux parcs.

Les actions sont cohérentes selon les objectifs et les échéanciers définis. Des actions sont entreprises pour permettre la réalisation des objectifs du projet amenant à la revitalisation du milieu de vie. La meilleure connaissance réciproque des parcs, de

nouvelles méthodes de gestion, de développement en zones centrale et périphérique. la création d'entreprises privées au sein des collectivités locales, la visibilité du parc dans l'autre pays, la création d'outils de promotion, l'acquisition de connaissances dans plusieurs champs d'activités en lien indirect avec le parc (gastronomique, universitaire, photographique, etc), le jumelage entre les villes et les différentes missions sont des actions concrètes et en relation directe avec les objectifs du jumelage.

La reconnaissance et l'appui des initiatives de développement sont des éléments importants à considérer car ils stimulent à continuer le projet en cours. Par le fait même, la direction du parc du Saguenay favorise directement tout genre d'initiative en matière de collaboration avec la population des collectivités locales.

Selon Vachon (1993), l'évaluation des actions entreprises et des objectifs poursuivis « consiste à accroître l'efficacité de la démarche de développement et à démontrer qu'elle n'est pas uniquement une réaction intuitive et ponctuelle, mais aussi une formule concrète et adaptée à la recherche de solutions aux problèmes de dévitalisation et de déstructuration des collectivités ». (p.182) Le plan d'actions 1994-1996 pour le jumelage des deux parcs est un exemple concret de continuation des actions entreprises.

Auparavant, il a été clairement présenté dans le texte que le processus de revitalisation par le développement local est applicable à la situation de la zone périphérique du parc du Saguenay. Toutes les étapes sont réalisées. Cependant, une continuation de la réalisation du projet, des actions cohérentes, de la reconnaissance et des appuis des

initiatives ainsi que l'évaluation du processus permettront de dynamiser davantage la zone périphérique et par le fait même, de conserver une vie économique, sociale et culturelle au Bas-Saguenay.

5.4.3 Les effets du jumelage sur la région du Bas-Saguenay

Les étapes du processus de revitalisation par le développement local ont démontré l'importance du jumelage pour son application en zone périphérique du parc du Saguenay. Plusieurs actions entreprises et réalisées ont permis de dynamiser la vie économique, sociale et culturelle de la zone périphérique. Les effets du jumelage des deux parcs à l'étude sont nombreux et ceux-ci se divisent en différents types. Il s'agit des effets relatif à la gestion, à la promotion et au développement. Tout d'abord, chaque type d'effets s'applique à un milieu donné, soit le territoire du parc, la zone périphérique (milieu intra-régional) ou sur une partie du territoire québécois (milieu extra-régional). Ensuite, les effets qui relèvent au territoire du parc concernent les actions entreprises par la direction du parc pour gérer le territoire du parc. Les effets qui s'appliquent au milieu inter-régional sont en lien direct avec le territoire de la zone périphérique et ils concernent le dynamisme de la population. Finalement, les effets sur le milieu extra-régional prennent la forme d'un incitatif pour les autres unités du réseau des parcs à s'engager dans la voie de la gestion participative.

La figure 20 démontre les effets du jumelage selon la catégorisation présentée auparavant et une explication de chacun d'entre eux dans son contexte permet de comprendre la dynamique existante.

Figure 20

Les effets du jumelage

	DIRECTION DU PARC	INTRA-RÉGIONALES	EXTRA-RÉGIONALES
DE GESTION	de nouvelles méthodes de gestion l'accessibilité à une documentation variée	un accroissement des connaissances en matière de développement en zone périphérique	diffusion de l'expertise des démarches sur d'autres régions de la province en matière de parc
DE PROMOTION	la production de documents promotionnels la promotion du parc dans un autre pays	la promotion et la visibilité de la région du Bas-Saguenay dans la région du Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes	la promotion de la province et du réseau des parcs provinciaux dans un autre pays surtout dans des régions éloignées des centres urbains
DE DÉVELOPPEMENT	l'augmentation des connaissances une nouvelle façon d'appliquer la protection du milieu naturel et culturel	le jumelage de villes et de musées l'établissement d'un certain nombre d'entreprises touristiques la création d'organismes de promotion touristique	des recherches universitaires dans certains domaines

Source : élaboration personnelle

5.4.3.1 Les effets de gestion

Comme expliqué ci-haut, les effets de gestion s'appliquent sur trois milieux différents. En ce qui concerne le territoire du parc, les effets sont en lien direct avec l'apprentissage de nouvelles méthodes de gestion ainsi qu'à l'accessibilité d'une documentation variée.

La population de la zone périphérique bénéficie également d'une expertise en gestion acquise par la direction du parc national des Cévennes. Un accroissement des connaissances en matière de développement de zones habitées à proximité d'un territoire national protégé permet d'harmoniser les relations entre les différents paliers d'autorité. Également, elle mène à une prise de conscience de l'état de la situation en zone périphérique et à une prise en charge du milieu par la population.

Les effets relatifs au milieu extra-régional consistent en des retombées des démarches effectuées par la direction du parc du Saguenay et des différents ministères concernés sur le réseau de parcs québécois. Chacune des unités de ce réseau pourrait tirer partie des expériences acquises à travers les différentes actions entreprises grâce au jumelage.

5.4.3.2 Les effets de promotion

Les effets de promotion s'expliquent par la publicité du parc du Saguenay, de la zone périphérique et de la province de Québec effectuée par le jumelage des deux parcs. Plus spécifiquement, on retrouve la production de documents promotionnels pour faire connaître le parc, la région du Bas-Saguenay et la province aux collectivités locales

du parc français. Cette promotion se fait principalement en zone périphérique du parc national des Cévennes, mais également, de façon indirecte avec le parc jumeau espagnol de ce dernier. De plus, la promotion du réseau des parcs québécois est également faite. Ces activités de promotion contribuent à la diffusion des informations pour l'ensemble du réseau des parcs québécois.

5.4.3.3 Les effets de développement

Les effets de développement s'expliquent différemment pour chaque milieu. En ce qui concerne le territoire du parc, il s'agit pour la direction du parc du Saguenay de la connaissance d'une nouvelle façon d'appliquer le concept mondial de protection du milieu naturel. Cette acquisition de connaissance permet une vision différente dans les modes de gestion. En ce qui concerne la zone périphérique, des actions concrètes ont eu lieu. Il s'agit du jumelage entre différentes municipalités québécoises et communes françaises, du jumelage des musées, de l'établissement d'entreprises privées à vocation touristique, et de la création d'organismes d'envergure municipale pour la promotion des ressources patrimoniales naturelles et culturelles. Ces différentes actions sont en lien direct avec le processus de revitalisation par le développement local. La mise en valeur des ressources patrimoniales, la présence de ressources humaines et les différentes approches utilisées sont présentes pour permettre un dynamisme en zone périphérique. Au niveau des effets sur le milieu extra-régional, on retrouve la production de recherches dans certains domaines et l'application de l'exemple des différentes relations créées par le jumelage pour permettre ainsi d'autres collaborations internationales.

5.5 Résumé et analyse

Le jumelage du parc du Saguenay avec le parc national des Cévennes a apporté des changements positifs tant au plan local que régional. Ceux-ci concernent la valorisation du territoire du parc, la situation économique, sociale et culturelle de la région du Bas-Saguenay et les différentes interventions en matière de gestion, de promotion et de développement des ressources.

Les dix ans de collaboration entre deux entités possédant une culture et une histoire bien différentes ont permis et permettent toujours des échanges bénéfiques tant au niveau de la direction du parc pour la gestion des ressources patrimoniales que pour la revitalisation de la zone périphérique et pour l'ensemble du réseau des parcs québécois.

Le phénomène de désertification des milieux ruraux laisse graduellement place à la revitalisation par le développement local, grâce en partie à la présence du jumelage entre le parc du Saguenay et le parc national des Cévennes. La volonté d'agir de la part des collectivités locales et une reconnaissance par les paliers supérieurs des actions entreprises contribuent à la revitalisation des zones périphériques des parcs.

CONCLUSION

À l'échelle internationale, on retrouve plusieurs catégories d'espaces protégés ayant pour but de préserver la patrimoine naturel et culturel pour les générations futures. Parmi celles-ci, les parcs visent l'intégrité écologique et humaine des territoires dont ils ont la juridiction. De plus, différentes associations mondiales pour la conservation de la nature sont créées pour permettre un cadre de référence afin d'atteindre de façon harmonieuse les différents objectifs de protection des ressources de la terre. Donc, les gouvernements nationaux à travers le monde ont entrepris la protection de leur patrimoine naturel. Plus particulièrement au Québec et en France, les dirigeants de ces sociétés francophones ont établi des parcs en les adaptant à leurs réalités. Possédant des attributs spécifiques mais à vocation semblable, les systèmes de parcs québécois et français permettent de protéger les ressources patrimoniales naturelles et culturelles respectives.

Le parc du Saguenay et le parc national des Cévennes sont jumelés depuis dix ans et leur collaboration leur permet de bénéficier des connaissances et des expériences acquises. Des similitudes et des différences au niveau de la structure, du réseau, des entités territoriales, de la tenure, de la mission, des objectifs et de l'organisation administrative permettent un dynamisme important dans cette relation. Plus précisément, les connaissances dans le domaine de l'implication des collectivités locales sont un aspect de la gestion qui est important à considérer, car il s'agit d'un domaine où chaque parc a adopté un mode de gestion bien spécifique à son milieu. Cette dernière partie donne donc la possibilité de faire un bilan de l'atteinte des objectifs de la recherche.

Ce bilan a permis de dégager des éléments importants relatifs aux deux parcs. Le premier objectif était de faire la comparaison des systèmes québécois et français. Un des résultats au niveau des similitudes est la possession commune d'une même vocation de protection du milieu naturel tout en répondant aux besoins d'activités de plein air. Parmi les objectifs reliés à la mission des parcs, une réciprocité entre les administrations des parcs a lieu au niveau de la protection du milieu et des ressources patrimoniales, de l'offre de services à la clientèle et de l'implication des collectivités locales. De plus, il est à noter que la vocation de ces systèmes de parcs s'inscrit dans le courant mondial de protection du milieu naturel.

Au niveau des différences, trois aspects sont à souligner. Premièrement, la vocation scientifique, dans la mission des parcs français, est clairement précisée et il s'agit d'un objectif précis et réaliste. Un comité est créé et il coordonne tous les travaux à caractère scientifique menés dans les limites du territoire du parc. Les différents travaux réalisés par ce comité sont rendus accessibles à la direction du parc. Au Québec, le volet scientifique est présent dans les parcs. Cependant, la reconnaissance de ce type d'activités ne possède pas le caractère officiel reconnu par la législation française. L'originalité du volet scientifique français permet à la direction du parc d'être directement concernée et impliquée par les travaux effectués.

Une deuxième différence, lors de la comparaison des systèmes, touche le processus de la création des parcs. Possédant leurs caractéristiques spécifiques en matière de ressources, de développement du milieu et de densité humaine, les dirigeants de ces sociétés ont adapté la création des parcs selon leurs potentiels. La notion de réseau est également un point de comparaison important à souligner. Au Québec, une planification selon une représentativité des régions naturelles du territoire est à la base de la

création du réseau. En France, cette approche de réseau a vu le jour depuis quelques années seulement. La mise en place d'un système d'identification, d'appartenance à un groupe ainsi que d'une planification en fonction de l'identification des ressources à préserver sont maintenant en oeuvre pour former un réseau national. Les avantages de la constitution d'un réseau de parcs sont l'uniformité au niveau de la présentation et de la promotion auprès de la clientèle ainsi que l'harmonisation au niveau du développement des parcs.

L'organisation administrative est le troisième point de comparaison qui différencie les deux systèmes. Chacune des organisations possède une structure bien établie et reliée au système politique du pays. Cette relation empêche donc une comparaison plus spécifique entre les deux organisations car il existe peu de réciprocité entre les deux systèmes politiques. Par contre, on peut souligner que la présence d'un conseil d'administration relié à la direction du parc est un concept original des parcs nationaux français. Il favorise l'implication des collectivités locales aux décisions.

Le second objectif de cette étude était de comparer la situation des parcs à l'étude. Une similitude se retrouve au niveau des entités territoriales. Le territoire de chaque parc s'étend sur différentes entités favorisant l'apport de ressources humaines et financières.

Les différences sont plus nombreuses en ce qui concerne les concepts de base. La tenure est essentiellement exclusive au parc du Saguenay tandis que l'on retrouve plusieurs propriétaires au parc national des Cévennes. Ceci est étroitement relié au zonage qui est également différent d'un système à l'autre. La reconnaissance juridique de la zone périphérique du parc national des Cévennes est caractéristique du système

français tandis que le zonage fait plutôt référence à une échelle d'utilisation du territoire en ce qui concerne le parc du Saguenay.

Le dernier objectif était d'identifier les effets du jumelage dans le processus de revitalisation par le développement local sur le territoire du parc du Saguenay et sur sa zone périphérique. Pour y arriver, une identification des intervenants et des partenaires a été faite pour connaître leur implication en zone périphérique. Le premier profil est celui dont les entreprises et les associations ont des relations directes avec les dirigeants des parcs en intervenant dans la zone protégée. Un contrat d'entente est passé entre les deux entités en cause. Les intervenants sont les entreprises et les associations qui portent leurs actions en zone périphérique. Le nombre d'intervenants est davantage plus élevé que le nombre de partenaires. La concession de services de restauration, d'hébergement et de récréation est une pratique peu développée dans les deux parcs. Les actions sont davantage centrées sur les relations en zone périphérique. Ceci est causé par le caractère de protection des ressources des parcs.

Les objectifs de la recherche étant atteints, des observations peuvent être dégagées de l'étude. Des tendances dans les zones périphériques ont été identifiées et des modèles ont pu être élaborés. Chaque situation possède des particularités importantes et l'union de celles-ci permet de proposer un modèle-type général reprenant les forces des deux systèmes étudiés. La suggestion apportée est qu'un organisme central indépendant devrait superviser les actions des organismes et des entreprises privées selon les quatre vocations identifiées. Cette supervision ne concernerait que la mise en valeur de la zone périphérique du parc. De plus, un regroupement des organismes et des entreprises privées provenant d'échelles locale, inter-locale et régionale existe déjà. Il est à noter que l'adhésion à l'organisme est volontaire. Les dirigeants des municipalités et des

communes agissent en étroite collaboration avec cette structure. L'organisme central est en relation constante avec l'administration du parc pour s'assurer d'un développement harmonieux.

Ce modèle-type général s'intègre dans le processus du développement local, car celui-ci considère l'implication de la population dans les différentes étapes. L'application du concept de développement local à la situation de revitalisation de la région du Bas-Saguenay se fait en quelques étapes : l'identification des facteurs influençant l'implication des collectivités locales, la relation entre les facteurs et le modèle théorique, l'application du processus et finalement l'identification des effets du jumelage.

Les facteurs identifiés pour connaître ce qui influence l'implication des collectivités locales s'intègrent dans le modèle théorique et ceux-ci sont en lien direct avec l'application du processus de revitalisation. Les facteurs sont reliés à l'assise territoriale, à la force endogène, à la macro-économie et aux choix politiques. Ces différents aspects sont importants à considérer dans l'application du processus.

Après dix ans de fonctionnement, les effets du jumelage sont significatifs pour chaque direction de parc. La signature d'un plan de travail pour les trois prochaines années est une action concrète et une volonté de continuité du jumelage. Pour les dirigeants français, le jumelage a permis l'acquisition de connaissances en matière d'éducation au milieu naturel, et d'interprétation et de gestion des ressources naturelles. Tandis que pour les québécois, l'observation des relations avec les collectivités locales et le fonctionnement du comité scientifique sont riches en enseignement. Les échanges de citoyens, des jumelages de villes saguenéennes et de communes cévenoles et la

promotion de chaque parc en région sont des exemples concrets de la diversité et de l'effet d'entraînement du jumelage en zone périphérique. Donc, les effets du jumelage sont visibles quant à la gestion, la promotion et le développement sur le territoire du parc et de la zone périphérique.

Pour conclure, précisons que l'apport spécifique de cette recherche est, avant tout, une compilation de plusieurs renseignements concernant les deux parcs et une analyse des tendances en zone périphérique au Bas-Saguenay. Cette recherche a été faite pour permettre aux personnes qui s'intéressent au jumelage de ces parcs de saisir rapidement les similitudes et les différences. De plus, cette étude a permis de constater les actions en zones périphériques et d'en dégager les tendances actuelles.

Donc, l'analyse comparative des deux parcs permet de constater que le jumelage favorise des échanges bénéfiques dans l'application du processus de développement local. Malgré des situations bien différentes au premier abord, les deux parcs possèdent des ressemblances leur permettant une entraide dans le domaine de l'implication des collectivités locales. La volonté de continuer les actions de jumelage et l'engagement des gouvernements à créer des programmes pour favoriser les échanges permettront à chaque groupe gestionnaire de continuer à remplir la mission et de répondre aux objectifs du jumelage. L'adoption du modèle-type général permettrait aux dirigeants des parcs québécois et français de sensibiliser davantage les collectivités locales à la mission des parcs d'envergure nationale et par le fait même d'augmenter les actions en zone périphérique.

De plus, la continuation de l'application du processus de revitalisation par le développement local devrait avoir lieu dans la région du Bas-Saguenay. Une application des

différentes actions entreprises par la direction du parc du Saguenay et de celle du parc national des Cévennes est un atout pour diminuer l'effet de déstructuration des milieux ruraux. Le renouvellement de l'entente de jumelage en octobre 1994 signifie que les actions menées depuis dix ans ont été bénéfiques pour chaque direction de parc. Ce renouvellement démontre l'intérêt de chacune des parties à poursuivre cette collaboration fructueuse et à échanger des méthodes de gestion pour l'avenir.

BIBLIOGRAPHIE

BARABÉ, A (1990). Loisir et gestion des milieux naturels protégés. Environnement de loisir et développement durable. Loisir et Société , 13, no 2 , 568 p.

BARABÉ, A (1995). Parcs, tourisme et développement durable. Téoros, 14, no 1, 8-12.

BERGERON, J. (1985). Au coeur d'une stratégie locale de développement touristique. Échologique, la revue des gens du Fjord, 1, no 5, 4-5.

BERGERON, J. (1986). La Société Touristique du Fjord : Faire de la concertation et du développement. Échologique, la revue des gens du Fjord, 3, no 1-2 (novembre), 7.

BERGERON, J. (1985). La Société Touristique du Fjord, l'outil du milieu au service de la concertation et du développement. Échologique, la revue des gens du Fjord, 2, no 3, 5.

BERGERON, J. (1982). Le parc national québécois du Saguenay est jumelé au parc national français des Cévennes. Échologique, la revue des gens du Fjord, 2, no 1.

BERGERON, J. (1985). Parc du Saguenay-parc des Cévennes, un jumelage pour créer des liens. Échologique, la revue des gens du Fjord, 2, no 1, 6-10.

BEZANÇON, X. et VAN RUYMBEKE, O. (1990). Le guide des collectivités locales, Éditions du Moniteur, Paris.

BOISVERT, N. (1988). Développement local et intégration régionale des parcs: le cas de la zone périphérique du parc du Saguenay, Université du Québec à Chicoutimi, Chicoutimi.

BOURDAGES, J.-L., BOUCHARD, A., TRÉPANIÉ, M.-O. (1984). Les parcs naturels du Canada et du Québec, Politiques, lois et règlements, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal, Montréal.

BUISSIÈRE, G. (1990). Le réseau de parcs du Québec: évolution et relation avec le développement durable. Loisir et Société, 13, no 2, 359-377.

COLLIN, G. (1990). Rural Society and Protected Area: Which Dialogue? The Case Study of Cevennes National Park and Biosphere Reserve (France). Landscape and Urban Planning, 19, 173-180.

COLLIN, G. (1985). The Cevennes Biosphere Reserve, Integrating Traditional Uses and Ecosystem Conservation. Parks, 10, no 3, 12-14.

COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT (1988). Notre avenir à tous, Édition du Fleuve, Montréal.

CONSEIL RÉGIONAL DES LOISIRS DU FJORD (1983). Zone périphérique du parc du Saguenay : orientations de développement, propositions du comité du milieu au comité interministériel Août '83, Ville de La Baie.

CONTANDRIOPOULOS et al. (1990). Savoir préparer une recherche. La définir, la structurer, la financer, Montréal, P.U.M.

CORPORATION PROFESSIONNELLE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC (1974). Parcs, territoires et zones analogues, Plein air et conservation au Québec, Bibliothèque nationale du Québec, Québec.

DARMANGEAT, P. (1991). Parcs et réserves de France, Paris, Éditions Arthaud.

DAUDE, G. (1973). Écologie et humanisme à travers l'exemple du parc national de Cévennes, Travaux de l'Institut de Géographie, no 13-14, 91-103.

DEARDEN, P. et ROLLINS, R. (1993) Parks and Protected Areas in Canada, Oxford University Press, Don Mills.

DUBOIS, P. (1993). Parc marin : plus que de l'eau ! Francvert, 10, no 3, 18-19-22-23.

FAUVET, J.-C. et STEFANI, X. (1983). La sociodynamique: un art de gouverner, Les Éditions d'organisation, Paris.

GAUDREAULT, D. (1987). La zone périphérique du parc du Saguenay : Des gens qui vous accueillent... des richesses à découvrir... Échologique, la revue des gens du Fjord, 3, no 8, 23-26.

GAUTHIER, B. (sous la direction de) (1992) Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données, Sillery, P.U.Q.

GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (1971). Revue forestière française, École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, numéro spécial.

GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DIRECTION DES FORÊTS (non daté). En Savoie, le parc national de la Vanoise, Pérignan, Imprimerie du Midi.

GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (1960). Loi No 60-708 du 22 juillet 1960 relative à la création des parcs nationaux, Paris.

GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (1960). Loi No 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la Nature, Paris.

GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (1970). Parc national des Cévennes (décret no 70-777), Paris.

GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (1990). Parcs nationaux de France., Atelier de Création Graphique 90 - Grapus, Paris.

GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE (1978). Le parc national du Mercantour, Nice.

GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE (1979). Quinze ans de parcs nationaux français, Paris.

GOUVERNEMENT DU CANADA, CONSEIL CONSULTATIF CANADIEN DE L'ENVIRONNEMENT (1991). Une vision des zones protégées pour le Canada, Ottawa.

GOUVERNEMENT DU CANADA, ENVIRONNEMENT CANADA, SERVICE CANADIEN DES PARCS (1988). Amendement au plan de gestion, parc national Forillon, Ottawa.

GOUVERNEMENT DU CANADA, ENVIRONNEMENT CANADA, SERVICE CANADIEN DES PARCS (1991). L'état des parcs, Profil 1990, Ottawa.

GOUVERNEMENT DU CANADA, ENVIRONNEMENT CANADA, SERVICE CANADIEN DES PARCS (1991). L'état des parcs, Rapport 1990, Ottawa.

GOUVERNEMENT DU CANADA, ENVIRONNEMENT CANADA, SERVICE CANADIEN DES PARCS (1986). Plan de gestion préliminaire, Réserve de parc national de l'Archipel-de-Mingan, Ottawa.

GOUVERNEMENT DU CANADA, ENVIRONNEMENT CANADA, SERVICE CANADIEN DES PARCS (1990). Plan de services, Parc national Forillon, Ottawa.

GOUVERNEMENT DU CANADA, ENVIRONNEMENT CANADA, SERVICE CANADIEN DES PARCS (1979). Plan directeur et plan d'intégration régionale, parc national de la Mauricie, Ottawa.

GOUVERNEMENT DU CANADA, ENVIRONNEMENT CANADA, SERVICE CANADIEN DES PARCS (1990) Projet de réseau des parcs nationaux, Ottawa.

GOUVERNEMENT DU CANADA, PATRIMOINE CANADIEN, PARCS CANADA (1994) Principes directeurs et politiques de gestion, Ottawa.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1990). De Saguenay en Cévennes, une invitation au voyage, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1992). Règlements sur les parcs, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, DIRECTION GÉNÉRALE DU SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN (1984) Zone périphérique du parc du Saguenay. Plan d'actions concerté, Jonquière.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE, DIRECTION DES COMMUNICATIONS (1982). Audiences publiques sur le parc du Saguenay, Jonquières, Tomes I et II.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1990). Entente sur le jumelage des parcs des Cévennes et du Saguenay. Bilan et perspectives, Ville de La Baie.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1992). La nature en héritage, plan d'action sur les parcs, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1993). Le parc du Saguenay et sa zone périphérique : 10 ans de vie active !, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1983). Le parc du Saguenay, La nature devenue fjord, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1982). Les parcs québécois, 1. La politique, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1982). Les parcs québécois, 2. L'organisation du réseau, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1982). Les parcs québécois, 3. Aménagement, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1982). Les parcs québécois, 4. Les activités et services, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1982). Les parcs québécois, 5. La gestion des ressources naturelles, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1982). Les parcs québécois, 6. L'éducation au milieu naturel, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1982). Les parcs québécois, 7. Les régions naturelles, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1982). Les parcs québécois, 8. L'accueil des visiteurs, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1992). Évaluation de la délégation de gestion, rapport final, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1992). Le positionnement des parcs et des réserves fauniques du Québec, rapport final, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE (1980). Parc du Saguenay, schéma d'aménagement provisoire, Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (1984). Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française concernant le jumelage du parc national des Cévennes et du parc national du Saguenay, Rivière-Éternité.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (1994). Plan de travail, 1994-1996, Florac.

IUCN (1994). Parks for Life, Action for Protected Areas in Europe, Gland, Suisse.

LACHAUX, C. (1980) Les parcs nationaux, Collection Que sais-je? Presses Universitaires de France, Paris.

LALIBERTÉ, LANCTÔT, COOPERS ET LYBRAND (1992). Évaluation de la délégation de gestion, Québec.

LALIBERTÉ, LANCTÔT, COOPERS ET LYBRAND (1992). Le positionnement des parcs et des réserves du Québec, Québec.

LOTHIAN, W.F. (1977). Histoire des parcs nationaux du Canada, vols 1 à 3, Ottawa.

LOTHIAN, W.F. (1977). Petite histoire des parcs nationaux du Canada, Ottawa.

MACE, G. (1988) Guide d'élaboration d'un projet de recherche, Québec, P.U.L.

MENGIN, J. et MASSON G. (1989). Guide du développement local et du développement social, Éditions l'Harmattan, Paris.

PARCS NATIONAUX DE FRANCE (1994). Les Parcs Nationaux et l'Aménagement du Territoire, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (non daté). Arbres, arbustes, herbes et fleurs du Parc national des Cévennes, Revue du parc national des Cévennes. Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1985). Désert et pays camisard, Revue du parc national des Cévennes, no 29-30, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (non daté). Ensembles monumentaux architecturaux et leur cadre naturel, Parc national de Port-Cros, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1988). Le jardin des plantes, Revue du parc national des Cévennes, no 38-39, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1989). Les gens d'ici..., Revue du parc national des Cévennes, no 40, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1988). Nature et paysages, Revue du parc national des Cévennes, no 36-37, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1983). Oiseaux du parc national des Cévennes, Revue du Parc national des Cévennes, no 11-12, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (non daté A). Parc national des Cévennes, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (non daté B). Parc national des Cévennes, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1992). Plantes stratégies secrètes., Revue du parc national des Cévennes, no 46-47, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1986). Programme d'aménagement, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1994). Programme d'aménagement 1994-1999, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1992). Programme d'aménagement de la zone périphérique du parc national des Cévennes, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1990). Réflexion prospective sur l'action du parc national des Cévennes, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1986). Saguenay-Cévennes l'air du voyage..., Revue du parc national des Cévennes, no 33-34, Florac.

PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1991). Sauvages de tous poils, les mammifères dans le parc national des Cévennes, Revue du parc national des Cévennes, no 44-45, Florac.

PARC NATIONAL DES ÉCRINS (1990). Programme d'aménagement 1991-1995, Gap, Imprimerie des Alpes.

RÉMOND, B. et BLANC, J. (1989). Les collectivités locales. Presses de la fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, Saint-Just-La-Pendue.

RICHEZ, G. (1992). Parcs nationaux et tourisme en Europe, Édition de l'Harmattan, Paris.

RIOPEL, R. (1987). La concertation au Québec : prolongement d'un rapport de force. Université du Québec à Trois-Rivières, Trois-Rivières.

SOCIÉTÉ TOURISTIQUE DU FJORD (non daté). Révision du plan triennal de développement du parc du Saguenay par le MLCP: Points de vue des intervenants du milieu, secteurs Baie Sainte-Marguerite et Tadoussac, Ville de La Baie.

STOKES, G.L. (1990). The Evolution of Wilderness Management. Journal of Forestry, 88, no 10, 15-20.

TAMISIER, A. (1991). The Camargue: in Search of a new Equilibrium between Man and Nature. Landscape and Urban Planning, 20, 263-267.

TRÉPANIÉ, M.-O. et GARIÉPY, M. (1990). La gestion associative des espaces ouverts publics : une panacée ? Loisir et Société, 13, no 2, p.455-477.

TRÉPANIÉ M.-O. et OUELLET, B. (1986). La contribution des organisations locales à la gestion d'un parc national : trois études de cas. Loisir et Société, 9, no 1, p. 125-164.

VACHON, B. (1993). Le développement local : théorie et pratique. Gaëtan Morin éditeur, Boucherville.

WARD, E. et KILLHAM, B. (1988). La conservation du patrimoine en milieu naturel, Waterloo.

WARWICK, D.P. et OSHERSON, S. (1973) Comparative Research Methods. Englewood Cliffs, Prentice Hall Inc.

WEST SELLARS, R. (1992). The Roots of National Park Management. Journal of Forestry, 90, no 1, 16-19.

WORLD CONSERVATION UNION (THE) (1994). Parks for Life, Actions for Protected Areas in Europe, Suisse.

ANNEXE 1

LÉGENDE ET DÉFINITIONS EMPLOYÉES DANS LES GRILLES

Abréviations:

Z.C. : zone centrale

Z.P. : zone périphérique

MLCP : Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

MEF : Ministère de l'Environnement et de la Faune

MRC : Municipalité régionale de comté

Qc : Québec

F r: France

(-) : référence bibliographique

italique : se rapportant à la zone centrale

gras : se rapportant à la zone périphérique

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Caractéristiques générales du parc</u>		
Établissement	L'établissement du parc du Saguenay a eu lieu en 1983 selon la Loi sur les parcs du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. (1)	L'établissement du parc national des Cévennes a eu lieu en 1970, suivant le décret de création du parc du ministère de l'Environnement de la France.(3)
Reconnaissance mondiale	Jumelé avec le parc national des Cévennes depuis 1984.	Jumelé avec le parc du Saguenay depuis 1984. Jumelé avec le Parc de Montseny en Espagne depuis 1987 (29). Classé Réserve mondiale de la biosphère depuis 1985 (programme MAB - UNESCO).
Superficie totale	La superficie totale du parc, i.e. la zone protégée (dite centrale par la suite) et la zone périphérique, est de 1301 km^2 . (1000 km^2 z.p. + 301 km^2 z.c.) (2)	La superficie totale du parc, i.e. zone centrale et zone périphérique, est de 3284 km^2 . (2370 km^2 z.p. + 914 km^2 z.c.) (4)
Fréquentation zone protégée (zone centrale)	La fréquentation de la zone centrale (ou zone protégée pour le Québec) en 1992 était de 100 000 visiteurs. (14)	La fréquentation de la zone centrale en 1992 était de 600 000 visiteurs. (23) Il est à noter qu'en 1979, la fréquentation de la zone centrale atteignait le seuil des 100 000 visiteurs. (5)

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Caractéristiques générales du parc</u> (suite)		
Éléments de la planification	Les documents de planification sont : Plan directeur provisoire décentralisé selon les unités géographiques et les unités de gestion. (15) Plan d'actions concerté, zone périphérique du parc du Saguenay, 1984. (2) Schéma d'aménagement provisoire (1980)	Les documents de planification sont : Programme d'aménagement 1986-90. (10) Réflexion prospective sur l'action du parc national des Cévennes 1990. (9) Programme d'aménagement 1994-1999. (26)
Ressources patrimoniales naturelles zone parc	<i>Le parc du Saguenay est représentatif de la région naturelle du fjord du Saguenay du Québec et comprend aussi un élément naturel exceptionnel : la présence d'un fjord navigable sous une latitude méridionale. (25)</i>	<i>Le parc national des Cévennes est représentatif du Massif central de la France.</i>
Faune	<i>Espèces animales du Québec: ours, orignaux, loups, castors et lynx. (2) Espèces menacées : faucons pèlerins et bélugas. (25)</i>	<i>On retrouve une variété de rapaces (vautours, aigles royaux, grands ducs, faucons pèlerins), des reptiles ainsi que des cerfs, chevreuils, mouflons, sangliers, castors et chauves-souris. (27)</i>
Flore	<i>Érablières à bouleau jaune, sapinières à bouleau blanc, sapinières à bouleau jaune. (2) Petites pinèdes en bordure de la rivière Saguenay et espèces arctiques alpines sur les sommets dénudés. (25)</i>	<i>De nombreux étages de végétation depuis le chêne vert jusqu'à la pelouse alpine, grande diversité la flore s'étale des plantes subarctiques à des plantes subtropicales sèches. Un tiers des espèces florales de la France. La forêt couvre 55% de la z.c. On retrouve le chêne vert, le chêne à feuillage caduque et le châtaignier. L'étage asylvatique (1500-1700 m) est particulièrement intéressant. (27)</i>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Caractéristiques générales du parc</u> (suite)		
<i>Ressources patrimoniales naturelles zone parc (suite)</i>		
<i>Relief</i>	<i>Des caps et des parois de plus de 300 mètres, des vallées, des sommets et des plateaux forment le paysage du parc. (8) Les plus hauts sommets sont les caps Éternité et Trinité. (25)</i>	<i>Le parc se situe sur le massif central de la France dont l'altitude varie entre 400m et 1700 m. (4) Le Mont-Lozère est le plus haut sommet (1700m). (7) L'altitude moyenne en zone centrale est de 1200m. (22)</i>
<i>Hydrographie</i>	<i>Plusieurs lacs surtout dans le secteur de Rivière-Éternité ainsi que sur la rive nord du fjord du Saguenay face à la Baie Éternité. (8) Un réseau important de rivières dont la source se retrouve en zone périphérique, par contre elles se jettent dans le fjord. (25)</i> <i>Dominance du patrimoine naturel au parc du Saguenay.</i>	<i>Plusieurs rivières coulent dans la zone centrale. Elles sont situées dans le versant atlantique : Lot, Tarn, Minente et Tarnon. D'autres sont situées dans le versant méditerranéen: Cèze, Gardons et Hérault. (7)</i>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Caractéristiques générales du parc</u> (suite)		
<p><i>Ressources patrimoniales naturelles zone parc (suite)</i></p> <p><i>Ressources patrimoniales culturelles</i></p>	<p><i>Les ressources patrimoniales datent du 18^e siècle car la région du Saguenay-Lac-St-Jean a célébré le 150^e anniversaire de découverte en 1988.</i></p> <p><i>Les ressources patrimoniales culturelles se situent dans trois secteurs du parc soit :</i></p> <p><i>Secteur Rivière Éternité : statue Notre-Dame-du-Saguenay .</i></p> <p><i>Secteur Tadoussac : Maison Chauvin et Vieille Chapelle de Tadoussac. (8)</i></p> <p><i>Secteur Baie Ste-Marguerite : vestige du moulin Price. (25)</i></p>	<p><i>Plusieurs bâtiments (vieux édifices, menhirs et dolmens) datant de milliers d'années ponctuent le territoire du parc. Voici des exemples: des menhirs et des dolmens sont situés sur les Causses, un château est situé à Roquedols tandis qu'on en retrouve un autre à Florac. (4)</i></p> <p><i>Occupations agricoles traditionnelles : superbes maisons de pierre aux toits de lauze, aux architectures très spécifiques en fonction de la roche mère (granit, calcaire, ou schiste), Nombreux éléments du petit patrimoine bâti (fours, moulins, croix).</i></p> <p><i>Dominance du patrimoine culturel au parc national des Cévennes. Identité culturelle forte marquée par l'histoire et par une architecture rurale très typée et diversifiée. (27)</i></p>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Caractéristiques générales du parc</u> (suite)		
Zonage	<p><i>La tenure du parc est essentiellement exclusive, i.e. qu'il n'y a qu'un seul propriétaire des terres du parc. Ce propriétaire unique est le gouvernement du Québec.</i></p>	<p><i>La présence d'une zone centrale et d'une zone périphérique compose le zonage de ce parc.</i></p> <p><i>La zone centrale comprend les parties du territoire des communes des départements du Gard et de la Lozère désignées au relevé cadastral selon un document en annexe du décret. On retrouve dans la zone centrale des réserves intégrales à but exclusivement scientifique et à protection renforcée.</i></p> <p><i>La zone périphérique comprend la partie non classée dans le parc du territoire des communes des départements du Gard et de la Lozère, et la totalité du territoire des communes des départements de l'Ardèche, du Gard et de la Lozère. (11)</i></p> <p><i>La tenure du parc est mixte à dominance privée, i.e. que le territoire de la zone centrale est divisé entre différents propriétaires. Par contre, ce sont les propriétaires privés qui possèdent le plus haut pourcentage des terres:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 60% de terrains privés ; - 30% de terrains domaniaux ; - 7% de terrains sectoriaux ; - 3% de terrains appartenant à l'État. (22)

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Caractéristiques générales du parc</u> (suite)		
Zonage (suite)	<p><i>Les zones qui divisent la zone protégée sont les suivantes :</i></p> <p><i>services : Cette zone abrite les centres d'accueil à l'entrée du parc: Rivière Éternité et Tadoussac (déjà en place), Baie Ste-Marguerite, Baie-Ste-Catherine et Anse à la Croix. (1) On y retrouve également des campings et des bâtiments administratifs .(2)</i></p> <p><i>récréation : non pertinent car il s'agit d'un parc de conservation.</i></p> <p><i>ambiance naturelle : La zone la plus vaste vouée à la découverte et à l'exploitation avec des routes, des sentiers, des sites de camping rustiques aménagés par le Parc lui-même. (1)</i></p> <p><i>préservation : Elle renferme des éléments représentatifs du milieu naturel accessibles par sentiers sans intervention pour modifier le caractère naturel du site: Cap Éternité, Cap Trinité, Baie Ste-Marguerite, Anse aux petites îles.(1) Cette zone regroupe une partie des berges proprement dites. (2)</i></p>	<p><i>La zone protégée se divise en unités géographiques mais sans distinction du degré d'utilisation.</i></p> <p><i>Les unités géographiques quatre grands massifs composent le parc :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <i>1. Le Mont-Lozère-Bougès nord</i> <i>2. Les vallées cévenoles</i> <i>3. Le causse Méjean et ses gorges (Tarn et Jonte)</i> <i>4. Le massif de l'Aigoual. (27)</i>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Caractéristiques générales du parc</u> (suite)		
Zonage (suite)	<p><i>Pour chacune des zones du système de zonage, un rôle leur est attribué :</i></p> <p><i>services : objectif d'offrir des services d'accueil et autres services complémentaires. (13)</i></p> <p><i>ambiance : objectif de découverte et d'exploration du milieu ambiant</i></p> <p><i>préservation : objectif de préservation avec autorisation d'aménagement de sentiers et de sites de camping d'intégration, activités permettant de parcourir, d'observer et d'apprécier le milieu.</i></p> <p><i>La zone centrale s'étend sur trois MRC : Fjord du Saguenay, Haute Côte-Nord et Charlevoix-Est. (16).</i></p> <p><i>La zone centrale du parc, divisée en neuf morceaux, est une bande de territoire de 100 km longeant la rivière Saguenay. (15)</i></p>	<p><i>Pour chacune des zones du système de zonage, un rôle leur est attribué :</i></p> <p><i>zone centrale : protéger des espèces en voie de disparition, faire connaître la nature et sensibiliser le public aux problèmes que pose sa protection, maintenir un certain cadre de vie économique et sociale.</i></p> <p><i>zone périphérique : maintenir l'équilibre des divers écosystèmes, mettre en valeur certains sites remarquables et - ou développer des activités culturelles ou récréatives et le tourisme. (15) De plus, le développement économique joue un rôle important dans cette zone. (29)</i></p> <p><i>La zone centrale s'étend dans la région du Languedoc-Roussillon selon les proportions suivantes: 80% de la superficie dans le département de la Lozère et 20% dans le département du Gard. (22)</i></p>
Superficie de la zone centrale	<p><i>La zone centrale du parc du Saguenay est d'une superficie de 301 km². (12)</i></p>	<p><i>La zone centrale du parc national des Cévennes est d'une superficie de 914 km². (4)</i></p>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Caractéristiques générales du parc (suite)</u>		
Zone périphérique	<p>Cette zone touche à trois régions administratives : Saguenay-Lac-St-Jean, Côte-Nord et Québec et trois MRC : Fjord du Saguenay, Haute Côte-Nord et Charlevoix-Est.</p> <p>Sur la rive nord du fjord du Saguenay, une zone qui s'étend de l'ouest à l'est, entre St-Fulgence et Tadoussac inclusivement, et du nord au sud, entre la rive du fjord du Saguenay, et une ligne imaginaire située à environ deux km au nord de la route 172 et la rive du Saguenay.</p> <p>Sur la rive sud du fjord du Saguenay, une zone qui s'étend de l'ouest à l'est entre St-Félix-d'Otis et Baie Ste-Catherine inclusivement, et du nord au sud entre la rive du Saguenay, et une ligne imaginaire située à environ deux km au sud de la route 170, entre St-Félix-d'Otis et Petit-Saguenay, et le prolongement de cette ligne imaginaire en direction est jusqu'à Baie-Ste-Catherine.</p> <p>Est également incluse dans la zone, une bande d'environ deux km de part et d'autre de la route 381 de la Baie jusqu'à l'extrémité sud du Petit lac Ha! Ha! (2)</p>	<p>La zone périphérique s'étend dans les régions Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes.</p> <p>La superficie de la zone périphérique s'étend sur trois départements dans cette proportion:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 % de la superficie dans le département de la Lozère (Languedoc-Roussillon) ; - 40% de la superficie dans le département du Gard (Languedoc-Roussillon) ; - 10% de la superficie dans le département de l'Ardèche (22) (Rhône-Alpes).

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Caractéristiques générales du parc</u> (suite)		
Ressources patrimoniales naturelles zone périphérique Faune	Cette région possède un <u>potentiel marin élevé</u> : baleines, dauphins, marsouins et phoques et au-delà de 400 espèces d'invertébrés dont plusieurs d'affinité arctique. Espèce menacée : le béluga. (25) Les animaux terrestres: idem à la z.c. (2)	Ce parc possède un potentiel élevé en rapaces (aigle royal, faucon), et une richesse en cerfs et chevreuils. On retrouve également du castor, du renard, du sanglier et du mouflon. (5)
Flore	Idem à la zone centrale: érablières à bouleau jaune, sapinières à bouleau jaune, sapinières à bouleau blanc et plantes arctiques alpines. (2)	Des pineraies, des hêtraies, des sapinières et des chênaies composent une partie de la flore. On retrouve également des châtaigneraies, représentatives de la région des Cévennes, qui ont disparu mais que l'homme a réimplantées. (9)
Relief	Le relief est formé de plateaux élevés jusqu'à 600m d'altitude (très montagneux et vallonné). Vers l'ouest, la topographie s'adoucit à mesure que l'on rejoint les basses terres du Haut-Saguenay, vers l'est, les collines du Bas-Saguenay réduisent l'élévation avant d'atteindre le fleuve St-Laurent mais sans vraiment diminuer l'impression de rudesse du paysage. Le fjord a un potentiel naturel exceptionnel. (2)	Le relief s'adoucit dès que l'on s'éloigne des massifs centraux. Le paysage est de moins en moins montagneux près de la limite extérieure de la zone périphérique. (4) L'altitude moyenne en zone périphérique est de 650m. (22)

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
Caractéristiques générales du parc (suite)		
Ressources patrimoniales naturelles zone périphérique		
Hydrographie	Le fjord du Saguenay est le motif même de la création du parc du Saguenay. On y retrouve également plusieurs rivières et lacs à potentiel récréatif (pêche, canot). (2)	On y retrouve les mêmes rivières qu'en zone centrale: Lot, Tarn, Tarron, Cèze, Gardons, Hérault. (7)
Ressources patrimoniales culturelles zone périphérique	Un site archéologique (Baie-Ste-Catherine), plusieurs ponts couverts (Sacré-Coeur, L'Anse-St-Jean, La Baie, Ferland-Boileau), un des premiers site habités par les colons (L'Anse-St-Jean), le Camp des Messieurs (Petit-Saguenay), le site de l'anse de St-Étienne témoigne l'épopée de la colonisation, la pointe aux Alouettes où fut signé le traité entre Champlain et les nations montagnaises de la région en 1608, les maisons tronquées, le club de pêche de Sainte-Marguerite, les ruines de l'Écorceur à l'anse à Benjamin, l'église et le presbytère de Grande-Baie, la situation géographique de Tadoussac avec des paysages, des bâtiments, des vestiges qui donnent une grande valeur patrimoniale et touristique. (2)	Les menhirs et les dolmens ponctuent le paysage. Les bâtiments des collectivités locales présentent un caractère culturel très important pour l'identité cévenol. De plus, les activités économiques traditionnelles (ovin, caprin, bovin) sont encore pratiqués mais dans plusieurs cas actualisées.

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Caractéristiques générales du parc (suite)</u>		
Superficie de la zone périphérique	La zone périphérique du parc du Saguenay est d'une superficie de 1000 km ² (1). Il s'agit de la région du Bas-Saguenay.	La zone périphérique du parc national des Cévennes est d'une superficie de 2370 km ² . (4) Elle comprend le département de la Lozère, du Gard et de l'Ardèche. Il s'agit des régions Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes. (29)
Nombre de collectivités locales dans la zone périphérique	Onze villages situés en périphérie ou sur les rives de la rivière Saguenay sauf Ferland-Boileau qui est retiré vers les terres. (2) Voir liste en annexe.	Cent dix-sept communes sont réparties dans la zone périphérique du parc. (6) Parmi les 117 communes, les 52 de la zone centrale ont leur siège en zone périphérique. (23)
Population	Recensement de 1981: 31 727 habitants. (2)	41 000 personnes en 1991. (6)
Situation économique de la zone périphérique	<p>Cette zone possède une situation agro-forestière difficile. Malgré un faible niveau de services, les collectivités locales possèdent une autonomie relative. Les municipalités de la zone périphérique ont connu l'exode rural dès 1961. Il est à noter que chaque municipalité comporte des particularités économiques. (2)</p> <p>La création du parc du Saguenay vise à maximiser l'impact économique touristique généré par l'aménagement du parc sur la région. (2) (25)</p>	<p>Les activités économiques sont la sylviculture, le déboisement sans valeur, la sériciculture et l'agriculture. De nombreuses petites industries sont présentes dans cette zone. (29)</p> <p>Selon le décret de création du parc, l'exploitation des mines et carrières est autorisée dans le parc ainsi que des activités commerciales et artisanales établies avant la création du parc. (11)</p> <p>La création du parc national des Cévennes vise à encourager le maintien et le développement de l'activité humaine en zone centrale et en zone périphérique. (11)</p>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Partenaires du parc</u>	Intervenants dans le parc	Intervenants en zone centrale
L'État et les ministères	Le ministère responsable des parcs est le ministère de l'Environnement et de la Faune. Par contre, plusieurs ministères interviennent dans les actions entreprises en zone périphérique. (2)	Le ministère responsable des parcs est le ministère de l'Environnement. Par contre, plusieurs ministères interviennent lors d'actions réalisées en zone périphérique. (9)
Les institutions scolaires	Les institutions scolaires qui apportent leurs connaissances sont: l'Université du Québec à Chicoutimi, l'université du Québec à Trois-Rivières, les cégeps de St-Félicien, de Chicoutimi et de Jonquière et la polyvalente Arvida de Jonquière.(2) (25) Il est à noter que la recherche scientifique est peu développée au Québec en matière de parc.	Parmi les buts de création des parcs nationaux en France, on retrouve la recherche scientifique. Les dirigeants considèrent les territoires des parcs comme étant des laboratoires naturels. On retrouve au sein de la direction du parc, un comité scientifique composé de personnalités choisies en raison de leur compétence et chargé de donner à l'établissement des aides techniques et de procéder aux études qui lui sont confiées. (11)
Les entreprises privées	Les Croisières du Cap Trinité inc. opèrent pour le Parc les croisières d'une heure dans la Baie Éternité. (25)	De très nombreuses entreprises ont des relations de partenariat avec le parc. (29)

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Partenaires du parc</u> (suite)	Intervenants dans le parc	Intervenants en zone centrale
Les organismes (suite)	<p>Société de développement touristique de Rivière-Éternité : elle opère pour le Parc les services reliés au camping, à la longue randonnée pédestre, au ski-hors piste et à la raquette ainsi qu'un comptoir alimentaire. De plus, elle offre à l'entrée du parc, une dizaine de chalets en location et un service de restauration.</p>	<p>Ces deux gîtes d'étapes appartiennent au parc: Association VAG : gère le gîte d'étapes du Mas de la Bargue au mont Lozère. Mont-Garcia : gère le gîte d'étapes aire de Côte au mont Aigoual. (Chemin de la soie). (29)</p> <p>Partenaires locaux pour la mise en place de l'Écomusée de la Cévenne : Cendras, Molezon, St-Hippolyte du Fort, St-Laurent de Trêves, Les chemins de la scie, le Musée des vallées cévénoles, le Musée du Désert, La Figarette, le Musée du cévenol. (28)</p>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Intervenants de la zone périphérique</u>	Intervention en zone périphérique	Intervention en zone périphérique
Organismes de la zone périphérique	<p>Société touristique du Fjord : Corporation intermunicipale comprenant les villes de La Baie, Ferland-Boileau, St-Félix-d'Otis, Rivière Éternité, Anse-St-Jean, Petit-Saguenay, Baie Ste-Catherine, Ste-Rose-du-Nord, Sacré-Coeur et Tadoussac ainsi que plusieurs organismes de la région du Bas-Saguenay. Elle est chargée de représenter la population de la zone périphérique auprès du MEF. Elle est le maître-d'oeuvre des activités de développement prévues dans le plan d'actions concerté. (1). Elle a également un rôle de promotion touristique. (17)</p> <p>La société de développement touristique de l'Anse-St-Jean inc. a été créée en 1985 pour venir en aide au développement économique de l'Anse-St-Jean. Cette société a pour but de mettre en branle différents projets pour offrir un produit touristique « quatre saisons ». Parmi les actions réalisées, on note le projet de mise en valeur de la rivière Saint-Jean ainsi que le projet d'étude récréo-touristique pour rendre prioritaire les activités à développer à l'Anse-St-Jean.</p>	<p>Il s'agit d'organismes cités à titre d'exemple. Il y en a plusieurs centaines dans la zone périphérique. (29)</p> <p>Centre régional de la propriété forestière : a pour objectif de mettre en valeur les ressources forestières du parc et son mandat est d'aider les propriétaires de forêt de grande superficie à mettre en valeur cette ressource.</p> <p>Association syndicale des travaux forestiers : réalisent des travaux forestiers en commun. Elle a pour objectif le développement de la sylviculture et elle regroupe des propriétaires privés. (23)</p> <p>Fédération des associations cévénoles « Environnement nature » : nombreuses actions concernant le patrimoine naturel et culturel des Cévennes. Elle a pour objectif la protection de l'environnement. Cette fédération regroupe plus d'une cinquantaine d'associations cévénoles situées principalement dans les départements du Gard et de la Lozère. (23)</p> <p>Fédération des foyers ruraux de la Lozère : partenariat avec le parc pour contribuer à l'objectif des veillées festives d'hiver. (26)</p>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
<u>Intervenants de la zone périphérique</u> (suite)	Intervention en zone périphérique	Intervention en zone périphérique
Organismes de la zone périphérique (suite)	<p>Corporation touristique de Ste-Rose-du-Nord a vu le jour sous le nom de la Corporation du festival des Artisans. Le nom a été modifié en 1988. Le but premier de la création de la corporation était d'organiser le festival des Artisans et de promouvoir le tourisme. Depuis 1988, il y a eu réorientation des actions de la corporation. Les buts révisés sont de susciter et de coordonner le développement de l'industrie touristique à Sainte-Rose-du-Nord incluant la sauvegarde du patrimoine, réaliser les projets mis de l'avant par la corporation en vue du développement de l'industrie touristique de Sainte-Rose-du-Nord, appuyer les projets proposés par les membres, promouvoir le tourisme à Sainte-Rose-du-Nord et organiser des fêtes et activités touchant la municipalité, la zone périphérique du parc du Saguenay et la région du Saguenay-Lac-St-Jean.</p>	<p>Association de défense de l'environnement : actions variées dans tous les domaines de l'environnement. Elle a pour objectif la défense de l'environnement. (23)</p> <p>Centre régional de la propriété forestière : actions par des appuis techniques aux propriétaires forestiers privés. Ce centre a pour objectif le développement de la sylviculture. Il relève de la région du Languedoc-Roussillon. (23)</p> <p>Syndicat d'initiatives : diverses actions dans le domaine du tourisme et de l'animation. Ce syndicat a pour objectif l'animation locale et le développement touristique. Il relève des communes ou d'un ensemble communal. (23)</p>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
Intervenants de la zone périphérique (suite)	Intervention en zone périphérique	Intervention en zone périphérique
Organismes de la zone périphérique (suite)	<p>Le Comité de développement économique de Petit-Saguenay a été créé lors de l'établissement du parc du Saguenay. Une action prioritaire de ce comité a été la production de la revue «Échologique». Cette revue avait pour but de sensibiliser tous les intervenants du milieu et la population sur les enjeux du développement de la zone périphérique du parc du Saguenay. Durant cinq ans, la revue a publié des articles concernant le développement de la zone périphérique du parc du Saguenay, le jumelage avec le parc national des Cévennes et tout autre sujet se rapportant à la région du Bas-Saguenay dont la route relie Petit-Saguenay et Baie Ste-Catherine.</p> <p>La Régie intermunicipale de la Vallée de la Rivière Ste-Marguerite a été créée en 1985. Son but premier lors de la création était la gestion et le développement de la Vallée de la Rivière Ste-Marguerite pour en faire un lieu de récréation. Les objectifs sont d'exploiter et d'administrer un terrain de camping et un centre d'hébergement requis au développement de la Vallée. Les réalisations sont un terrain de camping et un centre d'hébergement. En ce qui concerne un éventuel partenariat avec les dirigeants du parc du Saguenay, la situation serait à évaluer.</p>	<p>Comité départemental du tourisme: actions très diverses et différentes d'un comité départemental du tourisme à l'autre. Les objectifs sont de développer le tourisme, de faire de la promotion et de la coordination des acteurs du tourisme. (23)</p> <p>Comité régional au tourisme: ses actions sont variées et reliées au tourisme régional. Les objectifs de promotion de la région Languedoc-Roussillon en faveur de son développement touristique guident les actions. Ce comité relève de la région. (29)</p>
Entreprises privées	Voir la liste des membres associés de la Société touristique du Fjord (21)	Données non-disponibles car il y a de très nombreuses entreprises de services dans la zone périphérique.

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
Menaces au milieu naturel		
Menaces internes	Le défi du développement durable. Le souhait d'un développement anarchique pour des groupes promoteurs voulant améliorer les retombées économiques du parc et des aménagements. Faibles capacités financières d'acquérir des connaissances. (25)	Les menaces internes de ce parc sont l'exode rural, le genêt envahissant, la chasse et l'entreposage des ordures.
Menaces externes	<p>Les pluies acides causées par les industries du pays et des États-Unis.</p> <p>La pollution du fleuve Saint-Laurent et du fjord du Saguenay qui touche indirectement la situation naturelle du fjord du Saguenay. (25) La pression touristique peut nuire aux efforts de protection et de conservation (ex.: érosion des terrasses fluvio-glacières de Tadoussac, espèces arctiques alpines). (25)</p>	La pression touristique peut nuire aux efforts de protection.
Possibilités d'atténuer les menaces	<p>Réglementation internationale concernant la pollution produite par les usines.</p> <p>Le Plan d'action St-Laurent touche l'amélioration de la qualité de l'eau du fjord du Saguenay.</p> <p>La mise en oeuvre du plan de protection des secteurs plus vulnérables. (25)</p>	

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
Mise en valeur de la zone parc		
<i>Les installations</i>	<i>Les installations sont des refuges, des terrains de camping, une station piscicole, des débarcadères et des stationnements (2), des sentiers, des centres d'interprétations. (25)</i>	<i>Les installations concernent principalement le service d'hébergement. Il s'agit de gîtes et de refuges. (18)</i>
<i>Les activités dominantes</i>	<i>Le zonage en vigueur en zone centrale permet la pratique restreinte de quelques activités à certains endroits. Les activités pratiquées dans la zone centrale sont donc réglementées. Elles sont les suivantes: le camping, le pique-nique, l'interprétation de la nature (activités guidées animées par des naturalistes et activités auto-guidées (25)), les randonnées pédestres, le ski hors-piste et les randonnées en raquette (8) et la pêche blanche. (25)</i>	<i>Les activités de loisir sont restreintes dans cette zone. Le touriste pourra au cours de son séjour pratiquer la randonnée pédestre, équestre et à vélo. On retrouve également la pratique du canot sur plusieurs rivières. (18)</i>
<i>Les services</i>	<i>Les services d'hébergement se retrouvent sous forme de refuges et de sites de camping. Les services de restauration sont les aires de pique-nique. Les services d'accueil se retrouvent sous la forme de kiosques d'accueil à l'entrée des pôles du parc. Ils sont distribués dans trois secteurs : Rivière-Éternité, Baie Ste-Marguerite (en devenir, 25) et Tadoussac. (2)</i>	<i>Les services aux visiteurs du parc dans cette zone sont restreints. La réglementation en vigueur empêche la mise en place d'infrastructures lourdes servant de support aux services d'hébergement, de restauration et d'accueil. (18)</i>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
Mise en valeur de la zone périphérique		
Les objectifs de développement	<p>Le fjord du Saguenay est le motif même de la création du Parc et l'élément dominant et central de la mise en valeur de la zone périphérique.</p> <p>Les objectifs communs provenant des objectifs du comité de représentants du milieu et du comité des ministères concernés sont: Rendre prioritaire la mise en valeur des potentiels forts ; Faire de la zone du Bas-Saguenay une destination touristique intéressante ; Maximiser les retombées économiques locales ; Étendre la fréquentation touristique sur toute l'année. (2)</p>	<p>L'objectif de développement général relié à la périphérie est de permettre aux habitants des communes concernées de continuer à rester dans la zone périphérique tout en étant en présence d'un parc national. (9)</p> <p>L'enjeu d'un développement durable s'appuyant sur un effort de protection et l'implication des populations locales est donc fortement affiché sur toute la région. (26)</p> <p>Valorisation et connaissance du patrimoine naturel et culturel. Opérations programmées et contractualisées d'aménagements écologiques des paysages. Équipements de découvertes pédagogiques du patrimoine naturel et culturel et mise en conformité des gîtes avec la charte de qualité environnement et découverte. (26)</p>
Les installations	<p>Les infrastructures nautiques sont les marinas, les quais, les jetées, les rampes de lancement, des bouées d'ancrage et les plages. Des belvédères et des haltes routières parsèment les routes. On retrouve également des kiosques d'accueil. (2)</p>	<p>Les installations bâties ou rénovées sont très nombreuses. Par contre la liste n'est pas disponible. (23)</p>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
Mise en valeur de la zone périphérique (suite)		
Les activités dominantes	<p>Les activités estivales sont surtout les activités nautiques, dont les excursions de plaisance sur la rivière Saguenay, la pêche dans les rivières adjacentes et la baignade. La randonnée pédestre peut également être pratiquée. Un réseau de sentiers développé permet de visiter le parc et d'observer plusieurs points de vue. (8) On retrouve également des croisières d'observation des mammifères marins et des croisières sur le fjord du Saguenay. (25)</p> <p>En ce qui concerne les activités hivernales ce sont le ski de randonnée hors-piste, la raquette, la motoneige, la pêche blanche et le ski alpin. (8)</p> <p>En plus des activités sportives, les visiteurs peuvent s'adonner à des activités de loisir à caractère culturel et interprétatif. Plusieurs sites et équipements pour ce type d'activités se retrouvent en zone périphérique. (2)</p> <p>Plusieurs centres d'interprétation de la nature mettant en valeur différents potentiels du patrimoine naturel ou historique régional (ex.: CIMM, centre d'interprétation des battures et de réhabilitation des oiseaux de St-Fulgence). (25)</p>	<p>Des activités de loisir de plein air sont pratiquées telles que le parapente, le vélo tout-terrain, l'escalade, le canot, la randonnée pédestre et équestre et la spéléologie. (18)</p> <p>Des activités de loisirs culturel et historique prédominent. De vieux bâtiments tels que des chapelles, des châteaux, des temples et des églises ponctuent le paysage. (18)</p>

PARCS VS CATÉGORIES	PARC DU SAGUENAY	PARC NATIONAL DES CÉVENNES
Mise en valeur de la zone périphérique (suite)		
Les activités dominantes (suite)	Cinq musées et cinq centres d'interprétation favorisent les loisirs se rattachant aux ressources patrimoniales culturelles et naturelles. (25)	L'établissement des écomusées favorise les loisirs se rattachant aux ressources patrimoniales culturelles: l'écomusée du Mont-Lozère, l'écomusée du schiste et l'écomusée du calcaire, (20) l'écomusée de la Cévenne et l'écomusée du Causse. (26)
Les services	<p>Une forte concentration des services d'hébergement et de restauration se situent à Ville de la Baie et à Tadoussac. (80% des chambres et 75% des places de restaurant). Une érablière située à Rivière-Éternité offre un service de restauration aux visiteurs, au printemps. En plus, on retrouve une auberge de jeunesse, cinq gîtes ruraux et 200 chalets d'accueil. Un village vacances-familles est situé à l'Anse-Ste-Étienne.</p> <p>Des aires de pique-nique et des haltes routières sont en nombre suffisant et bien réparties sur le territoire. (2)</p>	<p>Pour l'accueil des touristes, les collectivités locales et les entreprises privées ont mis sur pied des hôtels, des auberges, des gîtes et des terrains de camping. (27) Les centres d'accueil permanents du parc sont celui du Château de Florac et celui de la Maison du Mont-Lozère à Pont de Montvert. Par contre, il existe beaucoup de centres sur le territoires plus importants que les deux énumérés auparavant et gérés par les collectivités locales. (29)</p> <p>Les services offerts sont reliés à l'hébergement, à la restauration et à l'accueil, qui comprend des centres d'accueil et des relais d'information.</p>

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET COMPTES RENDUS DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTRÉES EN ENTREVUES

1. PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1986). Saguenay-Cévennes l'air du voyage..., Revue du parc national des Cévennes, #33-34.
2. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, DIRECTION GÉNÉRALE DU SAGUENAY- LAC SAINT-JEAN (1984) Zone périphérique du parc du Saguenay. Plan d'actions concerté, Jonquière.
3. GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (1971). Revue forestière française, École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, numéro spécial.
4. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1990). De Saguenay en Cévennes. une invitation au voyage, Québec.
5. GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE (1979). Quinze ans de parcs nationaux français, Paris.
6. DARMANGEAT, P. (1991). Parcs et réserves de France, Paris, Éditions Arthaud.
7. PARC NATIONAL DES CÉVENNES (non daté B). Parc national des Cévennes, Florac.
8. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. Les parcs québécois: Le parc du Saguenay. le parc marin du Saguenay. Carte et Renseignements.
9. PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1990). Réflexion prospective sur l'action du parc national des Cévennes, Florac.
10. PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1986). Programme d'aménagement, Florac.

11. GOUVERNEMENT DE LA FRANCE, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (1970). Parc national des Cévennes (décret #70-777), Paris.
12. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE, Le parc du Saguenay, la nature devenue fjord, Québec.
13. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE, Les parcs québécois. 1. la politique, Québec.
14. Compte-rendu de l'entrevue avec M. Guy Girard, Société touristique du Fjord.
15. Compte-rendu de l'entrevue avec M. Marcel Noël, Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.
16. Compte-rendu de l'entrevue avec M. Jean Bergeron, Centre Écologique Port-Au-Saumon.
17. Compte-rendu de l'entrevue avec M. Émile Bouchard, Société de Développement Touristique de Rivière-Éternité.
18. Compte-rendu de l'entrevue avec M. Didier Lécuyer, Chargé de mission, parc national des Cévennes.
19. Compte-rendu de l'entrevue avec M. Rémy Noël, Chef du service des communications, parc national des Cévennes.
20. Compte-rendu de l'entrevue avec M. Gérard Collin, Conservateur d'Écomusée, parc national des Cévennes.
21. Liste des membres de la Société touristique du Fjord.
22. PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1991). Fiche documentaire Informations générales, Florac.
23. Questionnaire envoyé à messieurs Didier Lécuyer et Rémy Noël, juin 1993.

24. SRPN, La gestion et la protection de l'espace naturel en 30 fiches juridiques, Fiche juridique #10, parc national des Cévennes.
25. Validation auprès de la direction du parc du Saguenay.
26. PARC NATIONAL DES CÉVENNES (1994). Programme d'aménagement 1994-1999, Florac.
27. PARC NATIONAL DES CÉVENNES (non daté). Fiche de renseignements.
28. PARC NATIONAL DES CÉVENNES (non daté). Dossier de presse (Présentation générale du parc national des Cévennes), Florac.
29. Validation auprès de la direction du parc national des Cévennes.

ANNEXE 2



[c. P-9, r. 7]

Règlement sur les parcs

Loi sur les parcs
(L.R.Q., c. P-9, a. 9)

SECTION I ZONAGE

1. Chaque parc est divisé en zones apparaissant sur sa carte de zonage affichée au poste d'accueil.

La carte de zonage de chacun des parcs apparaît aux annexes suivantes :

- Annexe 2: Parc de la Gaspésie
- Annexe 3: Parc de la Jacques-Cartier
- Annexe 4: Parc des Grands Jardins
- Annexe 5: Parc du Mont-Orford
- Annexe 6: Parc du Mont-Tremblant
- Annexe 7: Parc du Saguenay
- Annexe 8: Parc de la Yamaska
- Annexe 9: Parc des Îles-de-Boucherville
- Annexe 10: Parc du Bic
- Annexe 11: Parc d'Aigüebelle
- Annexe 12: Parc de Miguasha
- Annexe 13: Parc de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé
- Annexe 14: Parc national du Mont-Saint-Bruno
- Annexe 15: Parc national de la Pointe-Taillon
- Annexe 16: Parc de récréation de Frontenac
- Annexe 17: Parc de récréation d'Oka.

D. 567-83, a. 1; D. 1112-83, a. 1; D. 1385-83, a. 1; D. 1915-84, 1;
D. 2330-84, a. 1; D. 149-85, a. 1; D. 1913-85, a. 1; D. 2143-85, a. 1;
D. 1060-87, a. 1; D. 722-90, a. 1.

SECTION II ADMISSION

2. Pour passer la nuit, un usager doit obtenir un permis de séjour à cette fin au poste d'accueil.

3. Le directeur de parc dresse et affiche au poste d'accueil la liste des activités offertes dans le parc et le lieu où elles peuvent être pratiquées.

4. Pour pratiquer une activité en un endroit autre que celui indiqué au poste d'accueil ou une activité non prévue dans le parc, un usager doit être titulaire d'une autorisation écrite délivrée par le directeur de parc. Cette autorisation est délivrée seulement lorsque l'activité n'est pas susceptible de :

- 1) détériorer le milieu naturel :

2) nuire à la tranquillité, au bien-être et à la sécurité des autres usagers :

3) nuire à la faune.

5. Pour pêcher, un usager doit, en plus de détenir un permis de pêche, obtenir un permis de séjour à cette fin au poste d'accueil et payer la somme prévue à l'annexe 1.

De plus, lorsque des services d'hébergement avec ou sans restauration, de transport, de guide, de conseiller, d'embarcation ou de moteur sont offerts pour l'endroit pour lequel un permis de séjour est émis, la personne doit louer ces services.

De plus, une personne doit avoir fait une réservation, avant son arrivée au poste d'accueil, pour pêcher dans l'une ou l'autre des parties du parc de conservation de la Gaspésie suivantes :

1° d'un point situé à l'intersection de la rivière Sainte-Anne avec la limite du parc de conservation de la Gaspésie (48°58'54" latitude, 66°24'19" longitude), à un point situé à 5,2 km en amont (48°59'19" latitude, 66°20'33" longitude);

2° d'un point situé à 17,4 km de l'intersection de la rivière Sainte-Anne avec la limite du parc de conservation de la Gaspésie (48°58'45" latitude, 66°12'23" longitude), à un point situé à 7,9 km en amont (48°56'53" latitude, 66°07'48" longitude);

3° d'un point situé sur la rivière Sainte-Anne à 5,2 km en amont de l'intersection de la rivière Sainte-Anne avec la limite du parc de conservation de la Gaspésie (48°59'14" latitude, 66°20'33" longitude), à un point situé à 12,2 km en amont (48°58'45" latitude, 66°12'28" longitude).

Le présent article ne s'applique pas au Parc de récréation de la Yamaska, au Parc de récréation de Îles-de-Boucherville, au Parc de conservation du Bic, au Parc de conservation de Miguasha, au Parc de conservation de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé, au Parc de conservation de la Pointe-Taillon, au Parc de récréation de Frontenac et au Parc de récréation d'Oka.

D. 567-83, a. 5; D. 1385-83, a. 2; D. 1915-84, a. 2; D. 2330-83, a. 2;
D. 149-85, a. 2; D. 2143-85, a. 2; D. 1060-87, a. 2; D. 632-88, a. 1;
D. 484-89, a. 1; D. 722-90, a. 2.

6. Pour accéder à une zone de préservation extrême, un usager doit être titulaire d'une autorisation écrite. Cette autorisation est délivrée par le directeur de parc seulement pour un projet éducatif ou scientifique.

7. Un usager qui séjourne ou qui pratique une activité doit, lorsqu'une autorisation écrite ou un permis de séjour est exigé, se conformer aux dates et endroits qui y sont mentionnés.

8. Un usager qui a obtenu une autorisation écrite ou un permis de séjour doit le remettre au poste d'accueil lorsqu'il quitte le parc.

SECTION III CONDITIONS DE SÉJOUR

9. Dans un parc, un usager doit s'abstenir:

1) d'abattre, d'endommager, d'enlever ou d'introduire un arbre, un arbuste, une plante herbacée ou partie de ceux-ci. Toutefois, la cueillette de produits végétaux comestibles est permise sauf à des fins commerciales ou dans une zone de préservation et une zone de préservation extrême;

2) d'abattre, de capturer, de blesser, de molester, de nourrir ou d'apprivoiser un animal;

3) d'introduire des animaux sauf s'il s'agit:

a) d'un chien d'aveugle qui accompagne son maître;

b) d'un cheval pour pratiquer la randonnée équestre;

c) de traverser le parc du Mont-Orford en empruntant la route 141;

4) de peindre, altérer ou prélever les rochers ou autres formations naturelles. Toutefois, les fouilles archéologiques et paléontologiques sont permises dans le cadre d'un programme éducatif ou scientifique, approuvé par le directeur de parc.

5) de répandre des substances nocives telles que de l'huile, de l'essence ou des pesticides;

6) de jeter des déchets ou autres ordures ailleurs que dans les contenants et les endroits prévus à cette fin;

7) d'utiliser ou de jeter les détergers tels le savon ou toute autre substance nocive dans les lacs ou cours d'eau du parc;

8) de jeter le charbon de bois ou ses résidus ailleurs que dans les récipients ou endroits prévus à cette fin.

D. 149-85, a. 3

10. Le camping et les feux sont permis seulement aux endroits aménagés ou désignés à cette fin.

11. Un usager qui loue un emplacement sur un camping doit l'occuper la journée même.

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas à l'usager qui loue des emplacements sur des campings situés sur un parcours de longue randonnée.

12. Le nombre maximal d'occupants par emplacement sur un camping est de 6 personnes.

13. Les prises d'eau, d'électricité ou d'égout disponibles sur l'emplacement d'un camping sont réservés exclusivement au locataire de l'emplacement.

14. Une seule tente, tente-roulotte ou roulotte peut être installée par emplacement sur un camping.

15. L'emplacement d'un camping doit être libéré avant 12 h, le dernier jour du séjour. L'usager qui désire renouveler son permis de séjour doit le faire la veille du départ prévu sur ce permis.

16. Un usager peut occuper un emplacement de camping pour un séjour d'au plus 14 jours consécutifs.

Le présent article ne s'applique pas au Parc de récréation d'Oka où le camping saisonnier est autorisé. Le présent alinéa cesse d'avoir effet le 31 octobre 1990

D. 567-83, a. 16; D. 722-90, a. 3.

17. Un seul véhicule automobile peut être stationné par emplacement de camping à l'endroit prévu pour le stationnement. Tout véhicule supplémentaire doit être stationné dans les aires de stationnement aménagées à cette fin.

18. Un usager doit laisser tout lieu qu'il a occupé et tout équipement qu'il a utilisé dans un état d'ordre et de propreté.

19. Le port d'agrès de pêche est interdit dans un parc sauf au titulaire d'un permis de séjour pour la pêche.

Le présent article ne s'applique pas au Parc de récréation de la Yamaska, au Parc de récréation des Îles-de-Boucherville, au Parc de conservation du Bic, au Parc de conservation de Miguasha, au Parc de conservation de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé, au Parc de conservation de la Pointe-Taillon, au Parc de récréation de Frontenac et au Parc de récréation d'Oka.

D. 567-83, a. 19; D. 1385-83, a. 2; D. 1915-84, a. 2; D. 2330-84, a. 2; D. 149-85, a. 2; D. 2143-85, a. 2; D. 1060-87, a. 2; D. 722-90, a. 4.

20. Une personne qui n'est pas titulaire d'un permis de séjour pour la pêche doit transporter les agrès de pêche à l'intérieur d'un véhicule automobile.

Le présent article ne s'applique pas au Parc de récréation de la Yamaska, au Parc de récréation des Îles-de-Boucherville, au Parc de conservation du Bic.

au Parc de conservation de Miguasha, au Parc de conservation de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé, au Parc de conservation de la Pointe-Taillon, au Parc de récréation de Frontenac et au Parc de récréation d'Oka.

D. 567-83, a. 20; D. 1385-83, a. 2; D. 1915-84, a. 2; D. 2330-84, a. 2; D. 149-85, a. 2; D. 2143-85, a. 2; D. 1060-87, a. 2; D. 722-90, a. 4.

21. Le port et le transport d'armes ou d'instruments de chasse sont interdits dans un parc.

Toutefois, le transport d'armes ou d'instruments de chasse à l'intérieur du coffre d'un véhicule automobile ou dans un étui fermé placé à l'intérieur d'un véhicule est permis :

1) dans le parc de la Gaspésie, sur les stationnements situés le long de la route 299 entre Sainte-Anne-des-Monts et New-Richmond ainsi que sur le tronçon de route compris entre la route 299 et la limite nord du parc et longeant le ruisseau aux Chevreuils;

2) dans le parc des Grands Jardins, sur le tronçon de route compris entre le lac à Jack et la route 381 de même que sur le tronçon de route compris entre le lac Charles et le lac Chaudière;

3) dans le parc du Mont-Orford, sur la route 141.

D. 2479-84, a. 1

22. La circulation dans une zone de préservation est restreinte aux sentiers et aux circuits de canot signalisés à cette fin.

23. Une personne qui circule dans un parc pour fins de travail doit présenter au poste d'accueil une carte ou un document délivré par le directeur de parc. Cette personne est assujettie aux mêmes obligations qu'un usager sauf pour ce qui est requis par son travail.

24. Un usager ne peut stationner un véhicule automobile qu'à un endroit aménagé ou signalisé à cette fin.

25. Un usager ne peut circuler au moyen d'un véhicule automobile que sur les voies carrossables ouvertes au public et signalisées à cette fin.

26. Un usager ne peut circuler au moyen d'une motoneige que dans les sentiers signalisés à cette fin.

De plus, il ne peut circuler au moyen d'une embarcation mue par un moteur à combustion que dans les lacs et rivières indiqués au poste d'accueil.

27. Une personne doit s'abstenir de troubler la paix ou de mettre en danger la sécurité des autres personnes.

Une personne doit également s'abstenir de faire de la sollicitation.

28. Un usager doit s'abstenir de faire du tapage entre 22 h et 7 h.

SECTION IV CONDITIONS DE PRATIQUE DE CERTAINES ACTIVITÉS

29. Pour pratiquer une activité pour laquelle une autorisation ou un permis de séjour n'est pas requis un usager doit se limiter aux endroits aménagés ou signalisés à cette fin et indiqués au poste d'accueil.

30. L'utilisateur d'une embarcation doit être muni d'un coussin de sauvetage ou d'un gilet de sauvetage conforme aux normes prescrites par le Règlement sur les petits bâtiments (C.R.C. 1978, chap. 1487).

31. Un usager qui utilise une embarcation mise à la disposition du public doit s'assurer qu'elle ne contient pas un poids supérieur à celui indiqué sur l'embarcation.

32. Un usager ayant capturé un saumon doit l'apporter à l'état entier, à l'exception des viscères, au poste d'accueil pour y être pesé et enregistré.

Le présent article ne s'applique pas au Parc de récréation de la Yamaska, au Parc de récréation des Îles-de-Boucherville, au Parc de conservation du Bic, au Parc de conservation de Miguasha, au Parc de conservation de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé, au Parc de conservation de la Pointe-Taillon, au Parc de récréation de Frontenac et au Parc de récréation d'Oka.

D. 567-83, a. 32; D. 1385-83, a. 2; D. 1915-84, a. 2; D. 2330-84, a. 2; D. 149-85, a. 2; D. 2143-85, a. 2; D. 1060-87, a. 2; D. 722-90, a. 4.

33. Seule la circulation au moyen de skis est permise dans les sentiers de randonnée à ski.

34. Les skis doivent être munis de courroies ou autres dispositifs sécuritaires, lors de la pratique de l'activité de ski alpin.

SECTION V AFFICHAGE ET COMMERCE

35. Tout affichage à l'extérieur des bâtiments, à l'exception de l'affichage relatif aux activités et services offerts dans un parc, est prohibé.

36. Abrogé.

D. 2143-85, a. 3.

37. L'article 35 ne s'applique pas à la zone R-4 du Parc de récréation du Mont-Tremblant.

D. 2143-85, a. 4.

38. La location d'immeubles pour fins d'hébergement, de restauration ou de commerce nécessaire aux usagers est permise lorsqu'elle a pour effet de promouvoir des activités et services offerts aux usagers.

SECTION VI FERMETURE ET EXPULSION

39. Le directeur de parc peut interdire temporairement la pratique d'une activité ou l'accès à une partie ou à l'ensemble du parc :

- 1) s'il y a des risques pour la sécurité des personnes;
- 2) si la capacité de support des aménagements est dépassée ou atteinte;
- 3) s'il y a des risques sérieux de détérioration du milieu;
- 4) s'il y a des besoins spécifiques de protection d'une espèce animale.

Cette interdiction est affichée au poste d'accueil.

40. Malgré l'article 39, la circulation à travers le parc des Grands Jardins est permise en tout temps aux personnes qui doivent traverser le parc pour accéder à leur lieu de travail ou qui détiennent un droit d'accès pour la chasse dans la réserve faunique des Laurentides.

De plus, durant l'hiver, la circulation ou les déplacements dans les ravages du cerf de Virginie du parc du Mont-Orford sont permis dans le cadre d'un programme éducatif ou scientifique, approuvé par le directeur du parc.

41. Une personne qui, dans un parc, contrevient à la Loi sur les parcs, au présent règlement, à la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., chap. C-61), à la Loi sur les pêcheries (S.C.R., 1970, chap. F-14) ou au Code de la sécurité routière (L.R.Q., chap. C-24.1) peut être expulsée de ce parc sur-le-champ.

41.1. Une personne qui contrevient à l'un ou l'autre des articles 2, 4 à 7, 9, 10, 19 à 33 commet une infraction au règlement.

D. 1060-87, a. 3.

SECTION VII DISPOSITIONS FINALES

42 — 43 Omis

ANNEXE I

(a. 5)

1. Pour toute espèce autre que le saumon : 9,95 \$ par jour par personne.

2. Pour le saumon ou toute autre espèce, pendant la période de pêche au saumon :

a) le titulaire d'un permis de pêche pour résident du Québec : 49,97 \$ par jour par personne;

b) le titulaire d'un permis de pêche pour non-résident du Québec : 99,95 \$ par jour par personne.

D. 567-83, ann. 1; D. 484-89, a. 2; D. 459-90, a. 1; D. 43-91, a. 1; D. 278-92, a. 1.

ANNEXE 3

DÉCRET N° 70-777 DU 2 SEPTEMBRE 1970 créant le parc national des cévennes (1)

(Journal officiel du 3 septembre 1979)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé de la défense nationale, du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'éducation nationale, du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du plan et de l'aménagement du territoire, du ministre du développement industriel et scientifique, du ministre de l'équipement et du logement, du ministre de l'agriculture, du ministre des transports et du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 60-708 du 22 juillet 1960 relative à la création de parcs nationaux ;

Vu le décret n° 61-1195 du 31 décembre 1961 portant réglementation de l'administration publique pour l'application de la loi du 22 juillet 1960 précitée ;

Vu le décret du 25 octobre 1935 instituant le contrôle financier des offices et établissements autonomes de l'Etat ;

Vu le décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 relatif à la réglementation comptable applicable aux établissements publics nationaux à caractère administratif, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le code de l'administration communale ;

Vu le code rural ;

Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation ;

Vu le code minier ;

Vu les pièces afférentes aux études préliminaires à la prise en considération du projet de décret créant le parc, celles de l'enquête publique ayant suivi la prise en considération du projet par le Premier ministre, notamment l'avis des conseils municipaux des communes intéressées, des chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie de l'Ardèche, du Gard et de la Lozère, des conseils généraux de l'Ardèche, du Gard et de la Lozère, du conseil national de la protection de la nature et du comité interministériel des parcs nationaux, les résultats de l'enquête publique et les avis des préfets de l'Ardèche, du Gard et de la Lozère ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

(1) *Modifié par :*

Décret n° 84-774 du 7 août 1984 (J.O. du 9 août 1984) ;

Décret n° 91-1073 du 16 octobre 1991 (J.O. du 18 octobre 1991)

Décrète :

CHAPITRE I^{er}

Création et délimitation du parc national des Cévennes et d'une zone périphérique

Article 1^{er}

Sont classés en parc national, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1960 relative à la création de parcs nationaux, sous la dénomination de « Parc national des Cévennes », les parties du territoire des communes des départements du Gard et de la Lozère désignées au relevé cadastral, aux plans cadastraux au 1/5 000 et au plan d'ensemble au 1/50 000 annexés au présent décret.

Article 2

Une zone périphérique est créée autour du parc national des Cévennes. Elle comprend, d'une part, la partie non classée dans le parc du territoire des communes désignées à l'article précédent, d'autre part, la totalité du territoire des communes des départements de l'Ardèche, du Gard et de la Lozère dont la liste est annexée au présent décret et figurant au plan au 1/50 000 annexé au présent décret.

Les réglementations prévues aux chapitres II et III du présent décret ne s'appliquent pas dans la zone périphérique.

Article 3

Toute modification des limites du parc national des Cévennes et de sa zone périphérique ou de la réglementation générale du parc doit avoir été précédée des procédures de consultation et d'enquête publique prévues par les articles 4 à 12 du décret du 31 octobre 1961 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 22 juillet 1960.

CHAPITRE II

Réglementation générale du parc

Section 1

Activités agricoles, pastorales et forestières

Article 4

Les activités agricoles, pastorales et forestières continuent à être librement exercées dans le parc national des Cévennes, sous réserve des dispositions du présent décret.

Article 5

La libre disposition des champignons, plantes médicinales et fruits sauvages est laissée aux propriétaires des terrains ou autres ayants-droits.

Ceux-ci peuvent, par convention passée avec l'établissement public dans des conditions définies par arrêté du directeur, donner leur accord pour que

soit autorisé, sur le terrain dont ils ont la jouissance, l'enlèvement par un tiers de telle catégorie de végétaux non cultivés susvisés.

Article 6

Tous les projets concernant l'aménagement, visé aux articles 15 et 83 du code forestier, des bois et des forêts soumis au régime forestier, sont adressés, pour avis, au directeur du parc avant d'être approuvés par le ministre de l'agriculture.

Le directeur donne également son avis sur les exploitations et travaux forestiers non prévus dans les aménagements ci-dessus visés, ou relatifs à des bois, forêts et terrains à boiser soumis au régime forestier et non encore dotés d'un plan d'aménagement.

Article 7

Dans les bois et forêts non soumis au régime forestier, les projets de plans simples de gestion prévus par la loi du 6 août 1963 sont soumis, pour avis, au directeur du parc.

La réalisation des exploitations, boisements et travaux forestiers d'une importance excédant un seuil défini par le conseil d'administration qui ne sont pas inscrits au plan de gestion ou qui affectent des forêts non dotées d'un plan de gestion est subordonnée à l'autorisation préalable du directeur ; cette autorisation est considérée comme accordée à défaut de réponse dans un délai de trois mois suivant la demande d'autorisation formulée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 8

L'établissement public peut, avec l'accord des propriétaires concernés et en liaison avec le directeur départemental de l'agriculture, procéder à des opérations susceptibles d'entraîner une amélioration des conditions d'exploitation agricole, pastorale ou forestière. Dans ce but, il s'entoure des avis de la commission agricole visée à l'article 52.

Section 2

Pêche et chasse

Article 9

Le droit de pêche dans les rivières, les lacs et les plans d'eau s'exerce dans le cadre des lois et règlements existants.

L'établissement public peut seul, avec l'accord préalable de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de pisciculture, limiter le nombre de prises pour certaines espèces, autoriser les repeuplements et les essais d'acclimatation d'espèces nouvelles et proposer au ministre de l'agriculture la création de réserves de pêche.

Il a qualité pour prendre l'initiative de l'organisation de parcours touristiques de pêche.

Le conseil d'administration s'entoure à cet effet des avis de la commission piscicole visée à l'article 52.

Article 10

(Décret n° 84-774 du 7 août 1984, art. 1^{er})

La chasse est interdite sur les territoires définis par la liste des parcelles cadastrales figurant en annexe au présent décret (1).

La limite de ces territoires devra être matérialisée sur le terrain par l'implantation, à la diligence et aux frais de l'établissement public chargé du parc national des Cévennes, d'une signalisation soulignant cette interdiction.

Constitue entre autres un acte de chasse interdit, le passage sur ces territoires d'un ou plusieurs chiens poursuivant un gibier lancé même en dehors de ces zones lorsque leur propriétaire n'a pas fait le nécessaire pour les en empêcher.

Article 11

(Décret n° 84-774 du 7 août 1984, art. 1^{er})

En dehors des territoires définis à l'article 10, l'exercice de la chasse est soumis, sur le territoire du parc, à un régime particulier défini par les dispositions des articles 12 à 13 *ter*.

Article 12

(Décret n° 84-774 du 7 août 1984, art. 1^{er})

Le conseil d'administration du parc est chargé, après avoir pris l'avis de l'association cynégétique prévue à l'article 13 *bis*, celui des représentants des territoires de chasse aménagés définis à l'article 13 *ter*, et du comité scientifique du parc prévu à l'article 51, de prendre toutes les mesures utiles pour obtenir un développement équilibré du cheptel cynégétique et sa conservation sur l'ensemble du territoire du parc.

En outre, il établit un plan d'aménagement cynégétique comportant les mesures techniques tendant à améliorer les conditions de vie du gibier.

A cet effet, il élabore et soumet à la décision du ministre chargé des parcs nationaux, un règlement déterminant la liste des espèces dont la chasse est permise, les modes de chasse autorisés, la période d'ouverture de la chasse qui doit être fixée entre les dates légales d'ouverture et de fermeture, les jours où la chasse peut être pratiquée, les mesures de limitation des prélèvements de gibier par la fixation du nombre de pièces et du nombre de journées individuelles de chasse autorisées pour certaines espèces.

Article 12 *bis*

(Décret n° 84-774 du 7 août 1984, art. 1^{er})

Le conseil d'administration consulte la commission cynégétique visée à l'article 52 sur le développement et l'exploitation du cheptel cynégétique. Cette commission doit comprendre notamment les présidents des fédérations départementales des chasseurs du Gard et de la Lozère et un représentant des propriétaires et des chasseurs du parc, des techniciens des problèmes cynégétiques et des personnalités scientifiques désignées en raison de leur compétence dans ce domaine.

(1) Les cartes au 1/25 000 et les plans cadastraux au 1/5 000 sur lesquels lesdits territoires sont figurés en hachures verticales peuvent être consultés aux préfectures de la Lozère et du Gard et siège de l'établissement public.

Article 13

(Décret n° 84-774 du 7 août 1984, art. 1^{er})

Peuvent être admis à chasser sur le territoire du parc les personnes titulaires du permis de chasser visé et validé, membres de l'association cynégétique du parc national des Cévennes ou autorisées à chasser sur l'un des territoires de chasse aménagés agréés en vertu de l'article 13 *ter*.

Ces personnes doivent en outre entrer dans l'une des catégories suivantes :

- résidents permanents dans les communes ayant une partie de leur territoire inclus dans les limites du parc, ayant obtenu dans ces communes le visa de leur permis de chasser ;
- propriétaires dans le parc d'une superficie d'au moins 30 hectares. Les propriétés foncières indivises et les propriétés foncières appartenant à des personnes morales ne peuvent ouvrir ce droit qu'à une seule personne physique ;
- descendants en ligne directe à la première génération et leurs conjoints, de propriétaires de plus de 10 hectares dans le parc, résidant de façon permanente dans une commune ayant une partie de son territoire dans le parc ;
- titulaires du permis de chasser n'appartenant à aucune des catégories ci-dessus dans la limite de 10 p. 100 du nombre total des chasseurs appartenant aux trois catégories précédentes ; ce pourcentage est calculé distinctement pour l'association cynégétique et pour chacun des territoires de chasse aménagés agréés en vertu de l'article 13 *ter*.

Article 13 bis

(Décret n° 84-774 du 7 août 1984, art. 1^{er})

L'association cynégétique du parc national des Cévennes regroupe l'ensemble des chasseurs entrant dans l'une des catégories prévues à l'article 13 à l'exception de ceux qui sont autorisés à chasser sur l'un des territoires de chasse aménagés agréés en application de l'article 13 *ter*.

Elle assure, conformément à ses statuts approuvés par le ministre chargé des parcs nationaux sur proposition du conseil d'administration du parc et à son règlement intérieur, la répartition entre ses membres, par secteurs de chasse définis par le conseil d'administration, des contingents de pièces de gibier à abattre et le nombre de journées individuelles de chasse, fixés en application du règlement visé à l'article 12, alinéa 3.

Elle assure la formation et l'éducation cynégétique de ses membres. L'établissement public peut la charger pour son compte de certaines missions de mise en valeur et de protection.

Article 13 ter

(Décret n° 84-774 du 7 août 1984, art. 1^{er})

Pourront être agréés par le ministre chargé des parcs nationaux comme « territoires de chasse aménagés », dans la limite de 10 p. 100 de la surface du parc, les territoires d'une surface minimale de 1 500 hectares formant un ensemble d'un seul tenant, permettant une pratique rationnelle de la chasse, soumis à un plan de gestion cynégétique, qui répondent, par ailleurs, aux conditions suivantes :

- surveillance par un garde assermenté ;
- paiement des impôts et taxes sur les chasses gardées ;

- signalisation assurée par des pancartes d'un modèle agréé par le directeur du parc ;
- mise en réserve de chasse approuvée d'une proportion de ces territoires au moins égale au pourcentage du reste du territoire du parc sur lequel la chasse est interdite en vertu de l'article 10 ci-dessus. Ces réserves devront offrir une réelle valeur cynégétique ; elles seront signalées par des pancartes d'un modèle agréé par le directeur du parc.

La liste des territoires de chasse aménagés est arrêtée tous les six ans par le ministre chargé des parcs nationaux, sur proposition du conseil d'administration du parc.

Pour la première période sexennale, les demandes d'agrément devront être adressées au directeur de l'établissement public dans les six mois suivant la parution du présent décret.

Pour les périodes sexennales suivantes, les demandes devront être adressées au directeur de l'établissement au moins un an avant l'expiration de la période en cours.

Article 14

(Décret n° 84-774 du 7 août 1984, art. 1^{er})

Sous réserve des dispositions visées à l'article 33, le port et l'usage de toute arme à feu, même démontée, ainsi que de ses munitions sont interdits sur le territoire du parc national, en dehors des voies nationales, départementales et communales ouvertes à la circulation automobile publique.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux agents des services publics dans l'exercice de leur fonction ni aux personnes justifiant qu'elles pratiquent la chasse dans les conditions prévues au présent décret ni aux personnes autorisées à effectuer les tirs d'élimination prévus à l'article 15 ci-dessous.

Article 15

(Décret n° 84-774 du 7 août 1984, art. 1^{er})

Sur le territoire du parc, peuvent être autorisés à titre exceptionnel, par arrêté du ministre chargé des parcs nationaux sur proposition du directeur du parc, après avis du comité scientifique, de la commission cynégétique et de la commission agricole, des tirs d'élimination pour éliminer les animaux malades, malformés, en surnombre ou responsables de dégâts anormalement importants.

Section 3

Protection de la faune et de la flore

Article 16

Sauf autorisation du directeur de l'établissement, il est interdit :

1° D'introduire dans le parc des animaux non domestiques ou des œufs de ces animaux ; cette interdiction n'est pas applicable sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

2° De détruire ou d'enlever des œufs ou des nids, de blesser, de tuer ou d'enlever des animaux non domestiques ou, à l'intérieur ou en dehors du parc dont ils proviennent, qu'ils soient vivants ou morts, de les transporter, les col-

dice des conditions d'exercice des droits de chasse et de pêche précités ci-dessus ;

3° De troubler ou de déranger sciemment des animaux non domestiques par des cris ou des bruits, des jets de projectiles, des chutes de pierres provoquées, ou de toute autre manière.

Article 17

Sauf autorisation du directeur de l'établissement, il est interdit :

1° D'introduire dans le parc dans un but non agricole des graines, semis, plants, greffons ou boutures de végétaux quelconques ; cette interdiction n'est pas applicable sur les voies ouvertes à la circulation publique ; les résidents conservent la faculté de mettre en place librement des plantes d'ornement à proximité des habitations ou sur les lieux de sépulture ;

2° De détruire, de couper, de mutiler, d'arracher ou d'enlever dans un but non agricole des végétaux non cultivés ou leurs fructifications ou, que ce soit à l'intérieur ou en dehors du parc dont ils proviennent, de les transporter, de les colporter, de les mettre en vente, de les vendre ou de les acheter sciemment, à l'exception des cas prévus à l'article 5.

Sur proposition du comité scientifique visé à l'article 51, le directeur peut prendre toutes mesures utiles pour assurer la conservation d'espèces végétales dont la protection s'avère nécessaire.

Section 4

Travaux publics et privés

Article 18

Tout travail public ou privé altérant le caractère du parc national est interdit.

Sans préjudice de l'observation des règles particulières à la catégorie des travaux envisagés, notamment des réglementations relatives à la construction et à l'urbanisme et à la protection des monuments naturels et des sites, aucun travail public ou privé susceptible de modifier l'état ou l'aspect des lieux du parc national ne peut être exécuté sans autorisation du directeur de l'établissement. Cette autorisation, délivrée selon les modalités précisées par les articles 19 et 21, est subordonnée au respect des règles d'esthétique arrêtées par le conseil d'administration sur les propositions de la commission de l'architecture et des sites visée à l'article 52.

Article 19

Les travaux tels que le détournement des eaux, à l'exception des captages mentionnés à l'article 20 ci-dessous, l'ouverture de nouvelles voies de communication, l'implantation d'équipements mécaniques et d'installations hydro-électriques, la mise en place d'infrastructures et la construction de bâtiments nouveaux autres que des bâtiments agricoles ne peuvent être autorisées que si leur réalisation a été inscrite ou admise au programme d'aménagement du parc.

Ce programme peut comprendre les travaux d'aménagement touristique de Finiels, du Mas de la Barque et de Cabrillac.

Article 20

Sans préjudice des dispositions de l'article 21, les autres travaux doivent également être autorisés, mais ils peuvent l'être sans figurer au programme d'aménagement pourvu qu'ils soient compatibles avec les objectifs du programme. L'autorisation du directeur est considérée comme accordée à défaut de réponse dans un délai de trois mois suivant la demande d'autorisation formulée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Sous réserve que les projets présentés remplissent les conditions fixées à l'article 18, l'autorisation du directeur sera notamment accordée lorsqu'il s'agira de :

- la construction, la rénovation, la modification ou l'extension de bâtiments d'exploitation agricole ;
- la modernisation et l'agrandissement des installations touristiques, notamment des hôtels, restaurants, et établissements similaires ;
- la restauration de bâtiments existants figurant à l'inventaire du parc arrêté par le directeur ;
- les captages d'eaux minérales, les captages destinés à l'alimentation en eau des bâtiments ou des abreuvoirs sous réserve des prescriptions de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;
- la réalisation de travaux fonciers d'aménagement rural, tels que drainage, irrigation, captage, élimination des obstacles aux cultures, améliorations des chemins.

Article 21

Les travaux intérieurs à un bâtiment et n'en modifiant pas l'aspect extérieur ne sont pas soumis à autorisation du directeur.

Article 22

Le directeur de l'établissement peut, avant l'approbation du programme d'aménagement, autoriser l'exécution des travaux urgents demandés par des particuliers ou des collectivités publiques, s'il les juge compatibles avec le caractère du parc national.

Section 5

Activités industrielles, commerciales et artisanales

Article 23

Il est interdit de se livrer à l'intérieur du parc, sous réserve des dispositions de la section 4 ci-dessus, à des activités industrielles nouvelles.

Toutefois, la recherche et l'exploitation des mines et carrières sont autorisées dans les conditions fixées par le code minier, après consultation du directeur du parc ; ce dernier peut, en accord avec l'ingénieur des mines territorialement compétent, imposer aux sociétés exploitantes de prendre toutes mesures particulières destinées à assurer la sauvegarde du caractère du parc ; en cas de désaccord, il est statué par le préfet commissaire du Gouvernement auprès de l'établissement.

Article 24

Il est interdit de se livrer à l'intérieur du parc à des activités commerciales ou artisanales nouvelles, ou de créer de nouveaux établissements qui n'auraient pas été admis au programme d'aménagement. Cependant, les activités d'artisanat local, dont une liste est dressée par le conseil d'administration, s'exercent librement.

Avant l'approbation du programme d'aménagement, le directeur de l'établissement peut autoriser l'exercice d'activités commerciales nécessaires au fonctionnement du parc s'il les juge compatibles avec le caractère de ce dernier. L'autorisation ainsi donnée a un caractère provisoire et cesse d'avoir effet trois mois après l'approbation du programme d'aménagement.

Section 6

Dispositions diverses

Article 25

Les activités professionnelles concernant le cinématographe, l'enregistrement sonore, la radiophonie ou la télévision ne peuvent s'exercer à l'intérieur du parc sans autorisation préalable du directeur de l'établissement. Ces autorisations peuvent être subordonnées au paiement de redevances. Les réalisations d'amateur sont libres.

Article 26

La publicité par quelque moyen que ce soit est interdite dans le parc. Le directeur peut toutefois autoriser l'apposition d'enseignes sur les bâtiments appartenant à des entreprises artisanales, industrielles ou commerciales.

Article 27

Il est interdit d'utiliser à des fins publicitaires, à l'intérieur ou à l'extérieur du parc, une dénomination comportant les mots « parc national » ou « parc des Cévennes » sans autorisation du directeur de l'établissement.

Article 28

Indépendamment des pouvoirs qu'il exerce en application de l'article 49 ci-dessous, le directeur peut réglementer l'accès, la circulation et le stationnement à l'intérieur du parc, en dehors des routes nationales, sans qu'il puisse être porté atteinte à la liberté pour les usagers d'accéder aux exploitations agricoles ou forestières et aux constructions habitées ou non, ni à la faculté de déplacer des troupeaux locaux ou transhumants.

Article 29

En dehors des autorisations temporaires ou permanentes délivrées dans les conditions fixées par le conseil d'administration, le survol du parc à une hauteur inférieure à 1 000 mètres du sol est interdit, sauf aux aéronefs civils auxquels le ministre chargé de l'aviation civile aura accordé certaines dérogations de caractère général.

Cette disposition ne s'applique pas en cas de nécessité absolue, d'avaries accidentelles et d'opérations de secours ou de sauvetage sous réserve que le directeur soit, dans les meilleurs délais, tenu informé des vols qui auront été ainsi effectués.

Article 31

Le bivouac, le camping ou le stationnement dans une remorque habitable ou dans tout autre abri de camping ne peuvent s'effectuer que dans les conditions précisées par les arrêtés du directeur du parc.

Article 31

Il est interdit :

1° D'abandonner, de déposer ou de jeter en dehors des lieux spécialement désignés à cet effet, des papiers, boîtes de conserves, bouteilles, ordures ou détritiques de quelque nature que ce soit ;

2° De porter ou d'allumer du feu en dehors des immeubles à usage d'habitation, sauf dans les lieux et conditions déterminés par arrêtés du directeur ou pour les incinérations à but agricole, pastoral ou forestier pratiquées conformément à la réglementation en vigueur ;

3° De troubler le calme et la tranquillité des lieux en utilisant abusivement, en dehors des maisons, un appareil récepteur radiophonique, un phonographe ou tout autre instrument ;

4° De faire, en infraction aux arrêtés du directeur du parc, par quelque procédé que ce soit, des inscriptions, des signes ou des dessins sur les pierres, les arbres ou tout autre bien meuble ou immeuble ;

5° D'amener ou d'introduire des chiens, autres que les chiens bergers, en infraction aux arrêtés du directeur, sans préjudice des dispositions relatives à la pratique de la chasse ; cette interdiction n'est pas applicable sur les voies ouvertes à la circulation publique.

Article 32

Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'inhumation des personnes dans les propriétés privées selon les dispositions de l'article 453 du code de l'administration communale.

Article 33

Les manœuvres militaires sont interdites dans le parc national des Cévennes.

Toutefois les détachements militaires ne comprenant que des troupes à pied et des animaux de bât peuvent se déplacer à l'intérieur du parc, en dehors des routes nationales, à condition que l'effectif de chaque détachement groupé n'excède pas soixante hommes ; le nombre des détachements sans armes n'est pas limité ; par contre, il est précisé qu'au maximum quatre détachements avec armes, qui ne doivent être porteurs d'aucune munition réelle ou à blanc, pourront circuler simultanément à l'intérieur du parc.

Ces détachements sont soumis à la réglementation générale du parc. Leurs itinéraires doivent être communiqués au moins huit jours à l'avance au directeur du parc et confirmés téléphoniquement dans les quarante-huit heures précédant le déplacement. Les troupes peuvent, avec l'accord du directeur, bivouaquer en dehors des emplacements réservés à cet effet par la réglementation générale. Des reconnaissances de cadres et exercices de transmissions en nombre limité peuvent mettre en œuvre au maximum une dizaine de véhicules légers.

Exceptionnellement, des exercices et manœuvres peuvent être effectués après accord donné par le ministre de l'agriculture sur demande du ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

CHAPITRE III

Organisation et fonctionnement de l'établissement public chargé du parc

Article 34

L'aménagement, la gestion et la réglementation du parc national des Cévennes sont confiés à un établissement public national à caractère administratif, dont le siège est à Florac.

Article 35 (voir annexe) (Décret n° 91-1073 du 16 octobre 1991, art. 1^{er})

Article 36

Les membres du conseil d'administration sont nommés par le ministre de l'agriculture pour une durée de cinq ans. Le mandat des membres sortants peut être renouvelé.

Les membres du conseil d'administration décédés ou démissionnaires et ceux qui, en cours de mandat, cessent d'exercer les fonctions au titre desquelles ils ont été désignés doivent être remplacés. Dans ce cas, le mandat des nouveaux membres expire à la date à laquelle aurait normalement pris fin celui de leurs prédécesseurs.

Article 37

Le conseil d'administration désigne parmi ses membres, dès sa nomination et après chaque renouvellement, un président et deux vice-présidents.

Article 38

Le conseil d'administration nomme la commission permanente prévue à l'article 15 du décret susvisé du 31 octobre 1961. Elle comprend dix membres : trois fonctionnaires, cinq conseillers généraux ou maires et deux personnalités appartenant respectivement aux catégories A et B du 3° de l'article 35 ci-dessus. Les membres du conseil d'administration appartenant à chacune des catégories visées à l'article 35 ci-dessus proposent au conseil d'administration les représentants de leur catégorie à la commission permanente.

La commission élit un président et un vice-président. Leur élection est soumise à l'approbation du ministre de l'agriculture.

Le préfet, commissaire du Gouvernement, le directeur de l'établissement et le contrôleur financier assistent aux séances de la commission permanente avec voix consultative.

Article 39

Les services de l'établissement assurent le secrétariat administratif des séances du conseil d'administration et de la commission permanente.

Le conseil d'administration et la commission permanente ne peuvent délibérer valablement que si la moitié au moins de leurs membres est présente.

Leurs délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. Il est dressé procès-verbal des délibérations, dont copie est transmise, dans le délai maximum de quinze jours, par le directeur de l'établissement au commissaire du Gouvernement.

Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 24 du décret susvisé du 31 octobre 1961 sont applicables aux délibérations de la commission permanente prises par délégation du conseil d'administration.

Article 40

Sans préjudice des autres attributions qui lui sont conférées par le décret susvisé du 31 octobre 1961 et par le présent décret, le conseil d'administration définit les principes de l'aménagement, de la gestion et de la réglementation du parc que le directeur doit observer.

Il délibère sur un programme d'aménagement du parc établi pour une période de cinq ans et dont les tranches opérationnelles sont susceptibles de révisions annuelles. Le programme indique les objectifs à atteindre et les moyens nécessaires à leur réalisation, les travaux de mise en valeur à réaliser par l'établissement et les différentes catégories de travaux qui pourront être effectués par d'autres personnes que l'établissement.

Le conseil arrête le plan d'organisation et de fonctionnement des services de l'établissement.

Il vote le budget et délibère sur les matières de la compétence attribuée aux organismes délibérants des établissements publics à caractère administratif par le titre II (Budget et crédit) (art. 14 à 25) du décret du 10 décembre 1953 relatif à la réglementation comptable applicable aux établissements publics nationaux à caractère administratif et par la troisième partie (Etablissements publics nationaux) (art. 151 à 189) du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

Il délibère sur toutes questions qui lui sont soumises soit par son président, soit par le directeur.

Il a, de manière générale, qualité pour émettre un avis sur toutes questions relatives au parc.

Il se prononce sur le rapport annuel d'activité établi par le directeur et contrôle sa gestion.

Article 41

Les délibérations concernant le budget et le compte financier, ainsi que celles relatives aux acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles, propriétés de l'établissement public, ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par le ministre de l'agriculture et le ministre de l'économie et des finances.

Article 42

Les fonctions de président et de membre du conseil d'administration et de la commission permanente sont gratuites. Toutefois, les frais de séjour et de déplacement exposés à l'occasion des réunions du conseil et de la commission permanente peuvent être remboursés dans les conditions prévues par les textes relatifs au remboursement des frais de déplacement des agents de l'Etat.

Article 43

Le directeur exerce les pouvoirs qu'il tient des articles 14 et 20 du décret du 31 octobre 1961 et du présent décret et ceux qui lui ont été délégués par le conseil d'administration.

Il est ordonnateur de l'établissement, dans les conditions prévues par les décrets précités des 10 décembre 1953 et 29 décembre 1962.

Il prépare les éléments des délibérations du conseil d'administration et en assure l'exécution.

Il a qualité pour assurer le recrutement et la gestion des membres du personnel de l'établissement et a seul autorité sur ce personnel.

Il peut être assisté par un adjoint nommé dans les mêmes conditions que lui et chargé de le suppléer en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 44

L'établissement est soumis au régime financier et comptable défini par les articles 14 à 25 du décret précité du 10 décembre 1953 et 151 à 189 du décret précité du 29 décembre 1962.

Les marchés sont passés par l'établissement dans les formes et conditions prescrites pour les marchés de l'Etat.

Des régies de recettes et de dépenses peuvent être créées dans les conditions prévues par les deux premiers alinéas de l'article 2 du décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies des recettes et aux régies d'avance des organismes publics.

Article 45

L'agent comptable de l'établissement est nommé par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie et des finances. Il est mis fin à ses fonctions dans la même forme.

Article 46

Le contrôle administratif et technique de l'établissement est exercé par le ministre de l'agriculture qui peut déléguer à cet effet tous pouvoirs qu'il estime nécessaires à un ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts.

Le directeur de l'établissement fournit, pour permettre ce contrôle, tout document ou renseignement permettant de vérifier l'aménagement et la gestion du parc.

Article 47

L'établissement est soumis au contrôle financier prévu par le décret du 25 octobre 1935 instituant le contrôle financier des offices et établissements autonomes de l'Etat.

Un contrôleur financier, placé sous l'autorité du ministre de l'économie et des finances, assure le contrôle financier de l'établissement. Ses attributions sont définies par arrêté conjoint du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'agriculture.

Article 48

Sans préjudice de l'application des dispositions du dernier alinéa de l'article 20 du décret susvisé du 31 octobre 1961, la publication des arrêtés pris par le directeur de l'établissement est assurée dans les conditions prévues pour les arrêtés municipaux par le code de l'administration communale.

Article 49

A l'intérieur du parc, le directeur de l'établissement public a seul compétence, après consultation des maires intéressés, conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 31 octobre 1961 :

a) Pour réglementer l'accès, la circulation et le stationnement des personnes, véhicules et animaux sur les voies départementales et communales et sur les chemins ruraux ; en ce qui concerne la réglementation relative aux voies départementales et communales, il devra obtenir l'accord préalable du préfet ;

b) Pour exercer les pouvoirs de police prévus aux articles 75 (9°) du code de l'administration communale (1) et 111, 213 et 394 du code rural.

Les dépenses afférentes à l'application des mesures ainsi prises par le directeur sont à la charge de l'établissement.

Les préfets conservent, en vertu de l'article 20 du décret du 31 octobre 1961 et de l'article 82 du code de l'administration communale, le pouvoir d'annuler ou de suspendre l'exécution des arrêtés du directeur du parc notamment à la requête des maires ou de tout intéressé.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'exercice des pouvoirs de police que détiennent les préfets conformément à l'article 107 du code de l'administration communale.

Article 50

Les conditions d'exercice par le directeur de l'établissement des compétences des maires qui lui sont transférées dans les conditions prévues à l'article 49 font l'objet d'un rapport annuel établi par un fonctionnaire désigné par le ministre de l'intérieur. Ce rapport est transmis au ministre de l'intérieur et au ministre de l'agriculture.

Article 51

Un arrêté du ministre de l'agriculture, pris sur proposition du conseil d'administration, créera un comité scientifique composé de personnalités choisies en raison de leur compétence et chargé de donner à l'établissement des avis techniques et de procéder aux études qui lui seront confiées.

Article 52

L'établissement public s'entoure également des avis de commissions spécialisées, notamment une commission agricole, une commission piscicole, une commission cynégétique et une commission de l'architecture et des sites, dont les membres sont nommés par le conseil d'administration.

(1) Devenu article L. 122-19 (9°) du code des communes.

Article 53

Les indemnités éventuellement dues conformément à l'article 5 de la loi du 22 juillet 1960, en conséquence des mesures prises en application du présent décret, sont à la charge de l'établissement.

CHAPITRE IV

Mise en valeur de la zone périphérique

Article 54

Le programme des réalisations et améliorations d'ordre social, économique et culturel visé par l'article 27 du décret du 31 octobre 1961 est élaboré pour l'ensemble de la zone périphérique par les administrations intéressées en liaison avec l'établissement public.

Il fait l'objet de la consultation locale prévue par l'article susvisé, dans les conditions que fixent les préfets des départements de l'Ardèche, du Gard et de la Lozère. Il est ensuite soumis pour avis à une commission consultative interdépartementale instituée à cet effet auprès du préfet de la Lozère.

La commission consultative interdépartementale se prononce sur les tranches annuelles de réalisation du programme.

Un arrêté du Premier ministre déterminera la composition et les conditions de fonctionnement de la commission consultative interdépartementale ainsi que les modalités d'instruction et de réalisation du programme d'aménagement.

Article 55

L'établissement public chargé du parc national peut contribuer à développer le cheptel cynégétique dans la zone périphérique où la chasse s'exerce normalement, conformément à la réglementation en vigueur définie par le titre I^{er} du livre II du code rural et ses textes d'application.

Article 56

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation nationale, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du plan et de l'aménagement du territoire, le ministre du développement industriel et scientifique, le ministre de l'équipement et du logement, le ministre de l'agriculture, le ministre des transports, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, et le secrétaire d'Etat au tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 septembre 1970.

JACQUES CHABAN-DELMAS

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture.

JACQUES DUHAMEL

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale,
MICHEL DEBRÉ

Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles,
EDMOND MICHELET

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ PLEVEN

Le ministre de l'intérieur,
RAYMOND MARCELLIN

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Le ministre de l'éducation nationale
OLIVIER GUICHARD

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé du plan et de l'aménagement du territoire,*
ANDRÉ BETTENCOURT

Le ministre du développement industriel et scientifique,
FRANÇOIS ORTOLI

Le ministre de l'équipement et du logement,
ALBIN CHALANDON

*Le ministre des postes et télécommunications,
ministre des transports par intérim,*
ROBERT GALLEY

Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale,
ROBERT BOULIN

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,*
JOSEPH COMITI

Le secrétaire d'Etat au tourisme,
MARCEL ANTHONIOZ

ANNEXE AU DÉCRET N° 70-777 DU 2 SEPTEMBRE 1970

(Décret n° 84-774 du 7 août 1984)

Liste des communes dont une partie du territoire est interdite à la chasse

Dans le département de la Lozère

Altier, Bassurels, Les Bondons, Cassagnas, Cubières, Cubièrettes, Meyrueis, Le Pont-de-Montvert, Pourcharesses, Rousses, Saint-André-de-Lancize, Saint-Etienne-du-Valdonnez, Saint-Germain-de-Calberte, Saint-Martin-de-Lansuscle, Saint-Maurice-de-Ventalon et Vialas.

Dans le département du Gard

Aumessas, Bréau-et-Salagosse, Dourbies, Saint-Sauveur-des-Pourcils et Val-leraue.

Liste par réserve et par commune des sections et parcelles cadastrales sur lesquelles la chasse est interdite

En cas de divergence, toujours possible malgré les divers contrôles, entre la liste des parcelles et la carte au 1/25 000, c'est cette dernière qui fait foi.

Réserve des Laubies

Sur la commune de Saint-Etienne-du-Valdonnez :

— section C, n^{os} 268, 403 à 406.

Sur la commune des Bondons :

— section A, n^{os} 1 à 13, 20 à 22, 229, 230, 231 p., 232 p., 235 p., 402 à 404.

Réserve du Mont-Lozère

Sur la commune de Cubièrettes :

— section B, n^{os} 211 p., 212 p., 222 à 225.

Sur la commune de Cubières :

— section F, n^{os} 599 p., 600, 601 p., 602 à 605, 607 à 612, 614, 615 p., 616 p., 661, 667 à 670.

Sur la commune d'Altier :

— section H, n^{os} 351, 352, 356 à 363 ;

— section J, n^{os} 1 à 242, 244 à 256, 257 p., 258 à 355, 357 à 361, 366 à 368 ;

— section K, n^{os} 1 à 121, 167 à 179, 234 à 252, 256 à 430.

Sur la commune de Pourcharesses :

— section D n^{os} 393, 394, 920 à 924, 928 à 931 ;

— section E, n^{os} 1 à 5, 39 p., 40 p., 41.

Sur la commune de Pont-de-Montvert :

— section A. n^{os} 16 p., 17 p., 18, 19 p. ;

- section B, n^{os} 1 p., 2p. à 4, 5 p., 6 p. ;
- section C, n^{os} 1 à 12, 14 à 24, 28, 37 à 43, 45 à 116, 118, 120, 121, 123, 125 à 127, 129 à 132, 136 à 138, 140, 147, 149, 151, 152, 154, 157 à 159, 161 à 185, 190 à 208, 217 à 221, 223 à 235, 238 à 249 ;
- section K, n^{os} 5p., 6.

Sur la commune de Vialas :

- section A, n^{os} 556, 560, 561 p.

Sur la commune de Saint-Maurice-de-Ventalon :

- section B, n^{os} 1 à 3, 190, 191, 193 à 196.

Réserve du Bougès

Sur la commune de Saint-Maurice-de-Ventalon :

- section C, n^{os} 116 à 138, 177 à 180 ;
- section E, n^{os} 53 à 81, 86, 94 à 98, 118 à 123, 132, 133, 137 à 164, 184 à 186, 214 à 218.

Sur la commune de Pont-de-Montvert :

- section F, n^{os} 140 p., 141 p., 142 p., 143 p., 144 p., 149 à 181, 182 p., 183 p., 184, 185 p. ;
- section G, n^{os} 468 à 477, 480, 481, 521, 522 ;
- section H, n^{os} 21, 22, 27 à 29.

Sur la commune de Cassagnas :

- section B, n^{os} 27 à 76, 90 à 107, 310, 629 à 630.

Réserve de Fontmort ou du Mont-Mars

Sur la commune de Cassagnas :

- section F, n^{os} 2 à 50, 53 à 123, 127 à 129, 134 à 136, 138 *bis*, 139, 140, 143 à 146, 149 à 161, 164 à 166, 169 à 171, 174, 175, 178 à 180, 185 à 187, 190 à 193, 197 à 206, 209 à 211, 215 à 221, 225 à 229, 230 p., 231, 232 p., 233 p., 234 p., 235 p., 236 p., 237, 238, 239 p., 240 p., 241 p., 242, 245 à 259, 263 à 265, 268, 269, 273 à 275, 277.

Sur la commune de Saint-André-de-Lancize :

- section AC, n^{os} 60, 61 ;
- section B, n^{os} 74 à 78, 82 à 86, 88 à 122, 134 à 138, 142 à 145, 149 à 160, 167 à 175, 181 à 189, 196 à 209, 212 à 219.

Sur la commune de Saint-Martin-de-Lansuscle :

- section A, n^{os} 1 à 12, 74 à 85, 236 ;
- section B, n^{os} 1 p., 2, 578 à 583, 584 p.

Sur la commune de Saint-Germain-de-Calberte :

- section A, n^{os} 93 p., 94 p.

Réserve d'Aire-de-Côte

Sur la commune de Bassurels :

- section D, n^{os} 8 à 10, 43 p., 45 p., 46, 48 à 55, 57 p., 58 p., 59 p., 69 à 73, 83, 125 à 130, 131 p., 133, 134, 140 à 159, 161, 213, 214, 217, 218.

Réserve du Marquairès

Sur la commune de Bassurels :

- section F, n^{os} 21 à 31, 32 p., 33 à 38, 39 p., 46, 46 *ter* p., 81 à 96.

Sur la commune de Roussès :

- section A, n^{os} 988 à 994, 1064 à 1077, 1077 *bis*, 1078 à 1081, 1205 à 1250, 1265 à 1270, 1274, 1275, 1295, 1296, 1306 à 1308.

Réserve de la Brèze-Béthuzon

Sur la commune de Meyrueis :

- section E, n^{os} 310 à 312, 318, 320, 321, 323 à 344, 349 à 369 ;
- section F, n^{os} 105 à 115, 116 p., 121 p., 129 à 132, 133 p., 134 à 137, 138 p., 140, 141, 142 p., 143 p., 210 p., 211 p., 638, 651 p.

Réserve du Trévezet

Sur la commune de Valleraugue :

- section A, n^{os} 5p., 22 à 102, 109 à 174, 182 à 186, 188 à 194, 992.

Sur la commune de Saint-Sauveur-des-Pourcils :

- section A, n^{os} 79 à 89, 92 à 94, 253 à 260, 263 p., 265 p., 266 p., 268 p., 269 p., 270 p., 272 p., 273 p., 274, 275 p., 276 à 278, 279 p., 280 p., 281 à 294 ;
- section B, n^{os} 551 à 553, 560 à 571.

Réserve du Lingas

Sur la commune de Dourbies :

- section AE, n^{os} 1 à 126 ;
- section C, n^{os} 683, 689, 690, 696 à 701, 705 à 756 ;
- section D, n^{os} 19 à 57, 216, 217, 219 à 271, 273 à 294, 298 à 320, 322, 325 à 328, 365, 366, 372, 373 ;
- section E, n^{os} 1 à 18, 33 à 92, 96 à 113, 115 ;
- section F, n^{os} 168 à 172, 200 à 216, 489, 490.

Sur la commune d'Aumessas :

- section A, n^{os} 4, 5, 7, 311 à 313 ;
- section B, n^{os} 1 à 5, 7 à 12, 14, 17, 459 à 461.

Sur la commune de Bréau et Salagosse :

- section A, n^{os} 11 à 15, 80, 91 à 101.

Réserve de Saint-Sauveur-des-Pourcils

Sur la commune de Saint-Sauveur-des-Pourcils :

- section C, n^{os} 1 à 5, 51 à 57, 59 à 105, 107 à 135, 267 p., 268 à 303, 305 à 309, 410, 411, 442, 443 ;
 - section D, n^o 131.
-

ANNEXE AU DÉCRET N° 70-777 DU 2 SEPTEMBRE 1970

(Décret n° 91-1073 du 16 octobre 1991)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu les articles L. 241-5, R. 241-18 et R. 241-19 du code rural ;

Vu le décret n° 70-777 du 2 septembre 1970, modifié par les décrets n° 76-1059 du 22 novembre 1976 et n° 84-774 du 7 août 1984, créant le Parc national des Cévennes ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article 1^{er}

L'article 35 du décret du 2 septembre 1970 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 35.* — Le conseil d'administration de l'établissement public est composé de cinquante-deux membres dont :

« 1. Douze fonctionnaires nommés sur proposition des ministres intéressés et représentant respectivement :

« Le ministre chargé de la protection de la nature ;

« Le ministre chargé de l'aménagement du territoire ;

« Le ministre de l'intérieur ;

« Le ministre chargé de l'agriculture ;

« Le ministre chargé de la défense ;

« Le ministre chargé de l'urbanisme ;

« Le ministre chargé des domaines ;

« Le ministre chargé de l'éducation ;

« Le ministre chargé de la culture ;

« Le ministre chargé du tourisme ;

« Le ministre chargé de la jeunesse et des sports ;

« Le ministre chargé de l'industrie.

« 2. Seize représentants des collectivités territoriales et locales :

« a) Un représentant du conseil régional de la région Languedoc-Roussillon ;

« b) Quatre représentants du conseil général de la Lozère et deux représentants du conseil général du Gard ;

« c) Neuf maires de communes ayant une partie de leur territoire comprise dans le parc national, dont six maires de communes du département de la Lozère et trois maires de communes du département du Gard, élus respectivement par l'ensemble des maires des communes de chaque département ayant une partie de leur territoire comprise dans le parc.

« 3. Vingt-trois personnalités nommées comme suit :

« a) Quatre personnalités choisies par le ministre chargé de la protection de la nature ;

« b) Quatre personnalités sur proposition du Conseil national de la protection de la nature, dont deux appartenant au milieu scientifique ;

« c) Une personnalité sur proposition de l'Office national des forêts ;

« d) Une personnalité sur proposition du Musée national des arts et traditions populaires ;

« e) Sur proposition du préfet de la Lozère, commissaire du Gouvernement, après consultation du préfet du Gard :

« i) Huit personnalités, à raison de quatre par département, respectivement compétentes en matière d'agriculture, de protection de la nature, de tourisme et de chasse ;

« ii) Quatre personnalités respectivement compétentes en matière de pêche, de forêt, de traditions culturelles cévenoles et d'activités de plein air ;

« iii) Un propriétaire exploitant dans le parc.

« 4. Un représentant du personnel élu par l'ensemble du personnel permanent du parc.

« Le préfet de la Lozère, commissaire du Gouvernement, le préfet du Gard, le directeur de la protection de la nature, le président du comité scientifique du parc, le directeur du parc et le contrôleur financier, ou leurs représentants, assistent aux séances du conseil d'administration avec voix consultative. »

Article 2

Les membres du conseil d'administration autres que les conseillers généraux seront désignés dans les trois mois suivant la publication du présent décret. Jusqu'à cette désignation, le conseil d'administration demeure en fonctions dans son ancienne composition.

Article 3

Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 octobre 1991.

ÉDITH CRESSON

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement,
BRICE LALONDE

ANNEXE 4

ENTENTE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANCAISE CONCERNANT LE JUMELAGE DU PARC NATIONAL DES CÉVENNES ET DU PARC NATIONAL DU SAGUENAY

Le gouvernement du Québec

et

le gouvernement de la République française

RÉSOLUS:

- à affirmer leur volonté respective de protection et de mise en valeur du milieu naturel;
- à faire des parcs nationaux des moyens propres à assurer la protection de la nature et la mise en valeur des sites naturels exceptionnels pour le bénéfice des générations actuelles et futures;
- à aménager les parcs nationaux au profit des activités de plein air, de découverte et d'éducation qu'ils favorisent;
- à promouvoir les parcs nationaux en recherchant les retombées maximales pour l'économie des collectivités locales et régionales concernées et pour l'économie nationale.

DÉSIREUX:

- d'engager les administrateurs de leurs parcs respectifs ainsi que les populations des collectivités environnantes dans des actions communes en faveur de la sauvegarde de la nature et de la compréhension des populations vivant en périphérie des parcs nationaux;
- de resserrer les liens qui les unissent déjà aux plans économique, social et culturel.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

- Article 1: Le parc national des Cévennes est jumelé au parc national du Saguenay.
- Article 2: Les Parties s'engagent à ce que la direction du parc national des Cévennes et celle du parc national du Saguenay procèdent à des échanges d'informations visant une meilleure connaissance des travaux scientifiques réalisés pour le compte ou au sujet de l'un et de l'autre des parcs, des techniques d'aménagement ainsi que des politiques de gestion en usage.
- Article 3: Des échanges de personnel sous forme de séjours ou de stages pouvant durer au maximum une année seront réalisés par les directions des parcs.
- Article 4: Les Parties associeront leurs efforts pour permettre des échanges d'informations et des séjours au profit des populations vivant dans les parcs jumelés ou dans leur périphérie.
- Article 5: Les directions des parcs assureront la production et la diffusion de publications et documents audiovisuels destinés à faire connaître le parc national des Cévennes au Québec et le parc national du Saguenay en France.
- Article 6: Les directions des parcs apposeront aux entrées des parcs ou en tous lieux appropriés des panneaux signalisant le jumelage.
- Article 7: Les Parties s'engagent à réserver à même les crédits dont elles ont l'administration, les sommes requises pour concrétiser le jumelage du parc national des Cévennes au parc national du Saguenay et pour assurer la réalisation de la présente entente.
- Article 8: Les séjours et stages prévus aux articles 3 et 4 pourront être organisés et financés dans le cadre des programmes établis à cette fin par la Commission permanente de coopération franco-québécoise.

- Article 9: Les Parties s'engagent à se rencontrer périodiquement pour évaluer les actions résultant de l'application de la présente entente.

Fait au Centre d'accueil de Rivière-Éternité, dans le parc national du Saguenay, ce 5ième jour de juillet 1984

par:

Ministre responsable du Secrétariat d'État chargé de l'environnement et de la qualité de vie

Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec

Ministre des Relations internationales du Québec

Directeur du parc national des Cévennes

Directeur du parc national du Saguenay

ANNEXE 5

PARC DE CONSERVATION DU SAGUENAY
Québec, Canada

PARC NATIONAL DES CEVENNES
France

PLAN DE TRAVAIL

1994 - 1996

Ville de la Baie, le 4 juillet 1994

Florac, le 4 octobre 1994

Vu l'entente signée entre les gouvernements du Québec et de la France

*Vu l'acte de jumelage des parcs du Saguenay et des Cévennes
signé le 4 juillet 1984 et confirmé le 4 octobre 1984*

Vu le plan de gestion d'aménagement du Parc du Saguenay (1983)

Vu son plan concerté de développement de sa zone périphérique (1984)

Vu le plan d'aménagement du Parc national des Cévennes (1994 - 1999),

les responsables des deux parcs mentionnés ci-dessus décident la mise en oeuvre et la réalisation d'un plan de travail sur des objectifs communs pour une période de trois ans, selon le programme et les moyens définis ci-après :

OBJECTIF 1 : ÉCHANGES ET RENCONTRES

Action 1 : 10^{ème} anniversaire du jumelage Saguenay/Cévennes

Le jumelage vient d'atteindre sa dixième année d'existence le 4 juillet 1994.

Il est donc proposé un ensemble d'opérations marquant cet événement :

- cérémonie et manifestations diverses destinées essentiellement aux officiels représentant les parties (fin juin, début juillet 1994 à Rivière Éternité, Saguenay) ;
- cérémonie et manifestation diverses destinées essentiellement aux officiels représentant les parties (début octobre 1994, Cévennes)
- publication d'un bilan de dix ans de coopération (diffusion en mars 1995 auprès de nos partenaires)
- préparation d'un séminaire sur la gestion de la faune en milieu forestier (cf. objectif 2 action 2) ;
- participation à un colloque sur la place de l'homme dans les espaces protégées (cf. objectif 2 action 1);
- incitation à la signature de jumelages entre nos municipalités (cf. objectif 1, action 4).

Action 2 : Rencontre des associations de randonnée pédestre

La randonnée pédestre connaît un grand développement au Québec et au Saguenay en particulier, depuis peu de temps : l'organisation en matière de balisage, de topoguides est encore très imparfaite par rapport à l'expérience française.

Il est donc proposé de faciliter les contacts entre les deux fédérations, et notamment entre les représentants des régions saguenéennes et cévenoles en 1995. Le thème retenu pourrait être l'étude de la logistique et des services de randonnée en Cévennes (balisage, topo-guidage, éditions, accueil, hébergements ...)

Action 3 : Échanges de personnel des deux parcs

Plusieurs échanges ont déjà eu lieu mais à chaque fois, leur organisation a donné lieu à des difficultés administratives importantes. Certains d'entre eux ont même été abandonnés suite à des restrictions de crédits (Expertise des publications du Parc du Saguenay et proposition d'une politique d'édition par le chargé de communication du Parc national des Cévennes, par exemple)

Il est donc proposé, au delà des efforts que chaque Parc peut consentir pour l'organisation de ces missions (prise en charge des salaires et de certains frais de ses ressortissants en séjour de travail chez le Parc jumelé), de recourir plus rigoureusement aux opportunités de financement de ce type d'échanges, tant auprès de la Commission permanente franco-qubécoise qu'auprès de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.

A ce titre, pourraient être organisés en 1995 et 1996 :

- un séjour de deux agents des Cévennes au Saguenay : découverte du monitoring, participation aux activités d'interprétation et de mise en valeur du patrimoine (15 mai/15 septembre), diagnostic « publications », élaboration d'un plan de communication « Saguenay », etc...
- un séjour d'un technicien du Parc du Saguenay au service « Aménagement » du Parc national des Cévennes pour l'implantation expérimentale d'un programme de monitoring (Le Parc du Saguenay possède une expertise recherchée par ses homologues cévenols sur le monitoring des sentiers et de ses équipements de plein air). S'appuyant sur un logiciel québécois, des applications cévenoles pourraient être recherchées, débouchant ainsi sur un transfert de technologie pouvant intéresser l'Atelier technique des espaces naturels à Montpellier pour la formation d'agents d'autres parcs nationaux de France
- un séjour d'un ou deux naturaliste(s) du Saguenay aux Cévennes : mise en place opérationnelle d'un plan d'action pour le schéma d'interprétation du Causse Méjean, formation des agents « Cévennes » aux techniques de l'animation et de la récréologie « nature »)

Article 4 : Jumelage de municipalités

Le jumelage des deux parcs aurait des retombées encore plus positives sur leurs populations si certaines de leurs communes cherchaient également à se jumeler.

Des contacts précis ont été établis entre la municipalité de L'Anse Saint Jean et celle de Florac et des pourparlers de jumelage sont en cours.

Par ailleurs, la commune de Meyrueis en Cévennes, a sollicité dans la même perspective, celle de Tadoussac au Saguenay.

Les deux Parcs conviennent de faciliter au maximum les contacts entre responsables de leurs collectivités locales, pour préparer d'éventuels rapprochements

Action 5 : Échange toponymique entre les parcs

Avec l'assistance de la Commission de toponymie du Québec, il est proposé de répertorier au Saguenay, les lieux non nommés. Le Parc national des Cévennes pourra alors suggérer à ladite Commission des noms cévenols convenant à ces lieux québécois.

La réciproque sera mise en place dans les Cévennes avant fin 1996, avec l'utilisation de toponymes québécois pour des équipements ou des sites particuliers.

Action 6 : Concours photographique

1995 marquera le 100^{ème} anniversaire des parcs québécois et le 25^{ème} anniversaire du Parc national des Cévennes. A cette occasion, un concours de photos sera organisé sur le thème des relations entre l'homme et la nature dans ces deux Parcs, avec pour objectif de montrer les interactions existant en ces domaines et l'implication des populations locales dans la gestion de leur milieu naturel.

Les deux gagnants, en échange de la mise à disposition des Parcs de leurs photos sélectionnées, bénéficieront d'une bourse pour visiter le Parc jumeau à l'automne 1995, et assister par exemple, au brame du cerf, ou au « callage » de l'original.

Une exposition commune valorisera ce travail photographique et sera présentée sur les deux continents.

OBJECTIF 2 : GESTION

Action 1 : Participation au colloque « Place de l'homme dans les espaces protégés » à Florac.

Un séminaire des gestionnaires des réserves de la biosphère européenne (Europe, États Unis, Canada, Israël) avait été prévu pour le printemps 1993 à Florac. Il n'a pu avoir lieu pour des raisons techniques.

Suite au 30^{ème} anniversaire des parcs nationaux français et aux questions soulevées au sein de l'U.I.C.N., depuis la Conférence de Rio (1992), il est organisé par le réseau « Euromab » à Florac début octobre 1994 un colloque sur la gestion des espaces protégés et de leurs zones périphériques, où se confrontent évolutions écologiques et socio-économiques.

Le Parc du Saguenay, seul Parc québécois doté d'une zone périphérique et impliqué dans une dynamique de développement, enverra une délégation de deux personnes à ce colloque et interviendra notamment lors d'une demi-journée consacrée au thème des jumelages et de la coopération. La délégation québécoise pour ce colloque pourra être associée aux cérémonies d'automne du 10^{ème} anniversaire du jumelage en Cévennes, induisant ainsi une économie de moyens (cf. objectif 1, action 1).

Action 2 : Organisation d'échange sur la gestion de la faune en milieu forestier.

L'ensemble des parcs québécois et des services chargés de la gestion de la nature ont une grande expérience des questions touchant à la grande faune. Le parc national des Cévennes arrive à un point crucial dans la gestion de la sienne (abondance de certaines espèces, absence de grands prédateurs, pratique de chasse à adapter, dégâts agricoles et forestiers...).

Il est donc proposé d'organiser un colloque sur ce thème à Florac en 1996, où les acteurs québécois de ces questions puissent échanger leurs analyses et expériences avec leurs correspondants cévenols.

Ce séminaire serait ouvert aux personnels concernés des autres espaces protégés français.

Une mission d'étude cévenole comprenant chasseurs et gestionnaires de la faune se rendra 10 jours fin septembre 1995 au Québec. Ils rencontreront leurs homologues, analyseront les pratiques québécoises, rencontreront les spécialistes régionaux de ces questions. Ils prépareront ainsi dans les meilleures conditions le colloque de 1996, où interviendront 2 conférenciers québécois sur le thème de l'organisation de la gestion de la faune..

OBJECTIF 3 : ÉDUCATION - INFORMATION

Action 1 : groupes scolaires

La Lozère, département couvrant les $\frac{3}{4}$ de la zone centrale du Parc national des Cévennes souhaite pouvoir envoyer au Québec certains jeunes scolaires des cycles primaire ou secondaire, dans le cadre d'échanges pédagogiques avec les jeunes du Saguenay et leurs enseignants. En échange de l'accueil, les jeunes de la zone périphérique du Parc du Saguenay pourraient être accueillis chez leurs vis à vis français.

Les Parcs jumelés faciliteront la mise au point de projets pédagogiques à soumettre aux instances scolaires de leur zone périphérique, pour approbation et réalisation..

Action 2 : Échanges de valises pédagogiques

Le Parc national des Cévennes propose quatre valises pédagogiques (Mont-Lozère, Causses, Cévennes, Aigoual) permettant une découverte originale du patrimoine culturel et naturel des 4 grandes régions du parc (objets domestiques, outils, éléments géologiques ou archéologiques, photos, bandes vidéo, bandes audio ...).

Le Musée du Fjord (jumelé avec l'Écomusée du mont Lozère) s'est engagé dans la même voie quant à la région du Saguenay et du Québec. Il est proposé de faire circuler, durant l'ensemble des années du plan de travail, les valises réciproques pour mieux informer les groupes scolaires de l'identité des parcs et des musées jumelés.

Action 3 : Réalisation d'une exposition sur « l'homme et l'animal »

Une première expérience d'exposition réalisée en commun par le Musée du Fjord et l'Écomusée du mont Lozère, avec l'aide des parcs du Saguenay et des Cévennes, avait abouti à la présentation, en Cévennes puis au Saguenay, de « Faits d'hiver » (1990 - 1993). Forts de cette expérience, les deux musées souhaitent aborder un deuxième thème.

En collaboration avec le Musée du Fjord, il est donc proposé de réaliser une exposition en trois volets permettant aux trois parcs « Cévennes, Saguenay et Montseny en Espagne (jumelé au Parc des Cévennes) » de réaliser et d'échanger une exposition itinérante sur le thème de « l'homme et l'animal ».

Cette exposition préparée en 1995, serait réalisée pour la fin de 1996 et ferait le tour des trois parcs.

Objectif 4 : RÉFLEXIONS THÉMATIQUES

Différents sujets de réflexion sont apparus à plusieurs reprises dans les différents contacts que les équipes ont pu développer pendant ces dix premières années.

Ils sont donc le reflet de préoccupations ou de projets de l'un ou de l'autre des deux partenaires. Ils nécessitent, avant d'en faire de véritables actions identifiables en termes de plan de travail, une préparation minutieuse.

A partir de ce temps préparatoire, les deux parcs pourraient définir des actions précises à inscrire dans le prochain plan de travail 1997/1999.

Il est proposé d'inscrire au présent plan de travail cinq axes de réflexion :

- la valorisation des travaux de recherche scientifique ou technique réalisés dans chaque parc
- la politique d'hébergement et de labellisation en zone centrale et périphérique du Parc national des Cévennes (sujet qui intéresse le Parc du Saguenay pour le développement de sa politique d'accueil);
- la formation d'animateurs et de récréologues aux techniques de découverte ludique de la nature (sujet qui intéresse le Parc national des Cévennes pour le développement de son projet de pôle de formation aux métiers de l'environnement à Florac).
- échanges pour la vente de produits locaux : offrir aux visiteurs des parcs respectifs, des produits spécifiques, provenant des zones périphériques des parcs.
- échanges de compétences dans les domaines de l'art et de la restauration culinaire.

Les deux parcs pourront donc analyser leurs expériences en ces différents domaines, expertiser les besoins et projets de l'autre et préparer ces quatre thèmes durant le présent plan de travail, avant de décider d'éventuelles actions concrètes pour le prochain (1997 - 1999).

Pour faire progresser ces cinq thèmes, une dizaine de missions réciproques devront être favorisées sur la période couvrant ce plan d'action.

Objectif 5 : QUALITE D'ACCUEIL

Le jumelage a permis l'accélération des visites touristiques privées de québécois en Cévennes ou de cévenols au Saguenay, ainsi que l'accueil dans nos parcs jumelés, d'étudiants de nos deux pays pour leurs stages universitaires.

Dans la mesure de leurs moyens, les Parcs du Saguenay et des Cévennes ré-affirment leur souci d'assurer le meilleur accueil possible à leurs ressortissants réciproques, en visite d'agrément ou en séjour d'étude, en facilitant notamment l'organisation matérielle de leur séjour.

Pour la partie québécoise,

Le Directeur du plein air et des parcs
du Ministère de l'environnement et de la faune
M. Luc BERTHIAUME



Le directeur du Parc de conservation du Saguenay
M. Jacques BERTRAND

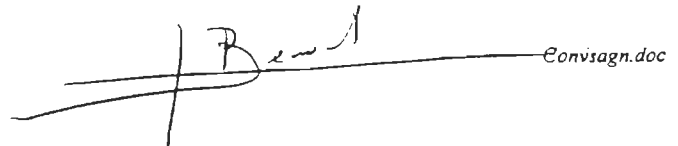


Pour la partie française,

Le chef du service des espaces naturels au
Ministère de l'Environnement
M. François LERAT



Le directeur du Parc national des Cévennes
Guillaume BENOIT



Convisagn.doc